lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 114 — DU 3 AU 9 NOVEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

en bref... en bref... en bref...

Mort violente

Un an après l'assassinat de Carlos Marighela, leader de l'organisation révolutionnaire « L'alliance pour la Libération du Brésil », **son successeur à la tête du mouvement Joaquim Camara Ferreira, vient, à son tour, de trouver la mort lors de son arrestation.**

La police précise que Ferreira serait mort d'une « congestion et d'un œdème pulmonaire ». **Mais elle ne peut dissimuler qu'il y a eu fusillade.**

Connu et dénoncé pour ses méthodes officielles de torture, le Brésil est aussi un pays où l'appareil policier se confond pratiquement avec une organisation d'extrême-droite « L'Escadron de la mort ». **Ses méthodes sont expéditives : l'assassinat pur et simple.**

Le nom de Ferreira vient s'ajouter à la liste déjà longue des victimes de cette association criminelle : la police de la dictature.

Et qu'on ne vienne pas parler de la non-violence comme méthode de lutte au Brésil... Contre les assassins et les tortionnaires qui gouvernent ce pays, les protestations du Vatican ne sont que pleurs symboliques et hypocrites. La dictature en place se prépare des lendemains sanglants.

« Mesure de sécurité »

Au Portugal, pour mettre quelqu'un en prison, pas besoin de s'embarrasser de formes légales : de quoi faire rêver M. Marcellin. Une condamnation peut être reconduite de six mois en six mois par simple «mesure de sécurité». **C'est ainsi qu'un Noir angolais, M. Joao Batista, condamné à 2 ans et demi de prison pour appartenance au Mouvement de Libération de l'Angola, se trouve toujours en prison cinq ans après, et va y rester. Par** « mesure de sécurité » **bien sûr, la direction de la prison où il est incarcéré vient de décider de prolonger sa détention.**

Le motif ? La direction de la prison l'a donné : « il est Nègre, il est rude et il n'a pas d'instruction ».

Comment, en Italie, un journaliste gênant disparaît

On parle beaucoup, ces derniers temps d'enlèvements. Un enlèvement récent, particulièrement odieux, a pourtant fait peu de bruit. Il est vrai que la victime n'est ni un ministre, ni un diplomate en vue, ni un passager d'une grande compagnie aérienne. Il s'agit d'un simple journaliste sicilien du quotidien communiste L'Ora, **M. Mauro Di Mauro. Il a été enlevé le 15 septembre dernier, sous les yeux de sa propre fille, à 20 mètres de chez lui. Depuis, plus personne n'a entendu parler de lui, et il est fort probable qu'il a été tué.**

M. Mauro Di Mauro avait acquis, en Sicile et en Italie, une certaine renommée, grâce à des enquêtes qu'il avait menées, révélant un certain nombre de scandales, notamment à propos de la « Mafia » et de la spéculation immobilière. Il s'était donc attiré une solide haine de la part des puissants, banquiers, financiers, grands propriétaires, et des bandits de la « Mafia » qui sont à leur service, et qui dans la Sicile du vingtième siècle, font encore la loi.

M. Mauro Di Mauro était-il sur le point de faire de nouvelles révélations sur les crapuleries des possédants de Sicile ou du reste de l'Italie ? Selon le journal « gauchiste » italien Lotta Continua, **il menait une enquête sur la mort mystérieuse, il y a quelques années, de l'industriel Enrico Matteï, victime d'un accident d'avion peu après une visite en Sicile. Le bruit avait couru alors, que Matteï avait été tué pour avoir osé mettre en cause les monopoles internationaux du pétrole.**

Révélations sur la « Mafia », sur la spéculation, sur la mort de Matteï ? Une chose semble sûre en tout cas : c'est les puissants que Mauro Di Mauro gênait. Ainsi, au bout d'un mois, l'enquête policière vient d'aboutir à l'arrestation de Antonino Buttafuoco, une des plus importantes personnalités financières de Palerme. Mais il y a gros à parier que l'enquête s'arrêtera en chemin, et que les kidnappeurs de Mauro Di Mauro, pas plus que les coupables des innombrables meurtres commis par la « Mafia » sicilienne, pas plus que les assassins de Matteï, ne seront jamais connus : lorsque, comme en Sicile, les possédants s'allient à la police et à la pègre de la « Maffia » pour imposer leur loi, c'est fou comme les enquêtes peuvent être difficiles et longues.

Mauro Di Mauro (Ph. U.P.I.)

Un nouveau titiste

« Je me sens très titiste **a déclaré Guy Mollet, à l'occasion de la visite à Paris du chef de l'Etat yougoslave,** en ce sens que... je voudrais pour la France des voies de passage au socialisme spécifiquement françaises. »

A l'époque où Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., exerçait le pouvoir comme président du Conseil de la quatrième république, il semblait penser que les voies « spécifiquement françaises » **qui lui sont chères passaient par l'Algérie (où il intensifia la sale guerre que menait le colonialisme français contre tout un peuple), et par Port-Saïd (où il lança les parachutistes français, lorsque Nasser nationalisa le canal de Suez).**

Un fâcheux supporter, pour Tito. Mais n'a-t-on pas les amis que l'on mérite ?

Guy Mollet

Que deviendrions-nous sans les flics ?

Vendredi 23 octobre, deux sympathisants de Lutte Ouvrière **vendaient le journal dans la cour de Rome à la gare Saint-Lazare. Vers 7 h 30, le chef de gare demanda aux vendeurs de déguerpir sous prétexte qu'ils gênaient les passants et que, de plus, ils faisaient concurrence aux vendeurs de journaux patentés.**

Cette intervention parvint à provoquer un attroupement autour de nos camarades, mais elle ne parvint pas à les faire déguerpir. C'est le chef de gare qui dut s'esquiver.

Deux minutes plus tard, un policier vint demander aux vendeurs s'ils avaient une patente. Il leur intima l'ordre d'aller vendre ailleurs sous peine de se faire embarquer.

Devant les protestations indignées des passants, il se justifia en expliquant que pour vendre un journal sur la polio, il n'y avait pas besoin de patente, mais pour Lutte Ouvrière, **ce n'est pas la même chose...**

Cette explication franche et sans équivoque produit aussitôt son effet. Tous les journaux furent vendus en l'espace d'une minute. Et dans la foule, les réflexions allaient bon train : « Amenez-vous avec la **Nation,** vous vendrez tant que vous voudrez », **etc.**

Pauvre Marcellin, il n'a vraiment pas de chance ; ses fonctionnaires n'ont pas encore compris qu'il y a des choses qui ne se disent pas.

Deux poids, deux mesures

A condition de ne pas avoir de complexes et d'être pourvu d'une mauvaise foi à toute épreuve, tout peut se justifier. C'est ainsi que Jean Foyer, député U.D.R. et ancien ministre de la Justice, a expliqué les fondements de la discrimination que la justice faisait entre les vendeurs de la Cause du Peuple **suivant qu'ils avaient ou non un nom célèbre.**

« Il existe dans le droit français, dans la procédure pénale française, un grand principe qui est celui de l'opportunité de poursuivre. Opportunité de poursuivre, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le procureur de la République... est libre maître d'apprécier l'opportunité de poursuivre ou de ne pas poursuivre. »

En clair, cela signifie que la justice ne poursuit pas en fonction des délits qui ont été commis, mais en fonction de leurs auteurs. Quand un policier se rend coupable de sévices, de coups et blessures, il est inopportun de poursuivre. Quand un gauchiste vend un journal révolutionnaire, cela devient opportun. Comme le dit Foyer « C'est là une règle fondamentale et traditionnelle du droit français ». **Avant M. Foyer, et mieux que lui, La Fontaine avait déjà dit :** « Selon que vous serez... ».

M. Marcellin et les statistiques

C'est bien connu : notre époque est celle des statistiques, du marketing, de la prospective et des études de marché. Après ceux de Giscard d'Estaing, les services de Marcellin manifestent un vigoureux optimisme. C'est ainsi que le ministre de l'Intérieur a récemment fait état de quelques chiffres concernant les procès-verbaux dressés contre les vendeurs et distributeurs de la presse gauchiste : « En 1970, avec 1.892 procès-verbaux au cours des neuf premiers mois, nous arriverons sans doute à 2.300 ou 2.400. » **Marcellin aurait pu détailler davantage ces chiffres, ce qui aurait donné plus de deux cents procès-verbaux par mois, soit environ 7 par jour, soit une interpellation de gauchiste toutes les deux heures, étant entendu que les policiers ne réveillent pas encore les gauchistes la nuit pour leur dresser procès-verbal pour vente sans permis de colportage.**

Marcellin

Après avoir cité ces statistiques, Marcellin continue, imperturbable : «Une certaine presse essaie de faire croire que la police et la justice s'en prennent à la liberté d'expression. » **Vraiment, quel toupet !**

Editorial

Les ministres sont contents... pas les travailleurs

LE 15 octobre dernier, s'adressant aux députés, Chaban-Delmas déclarait avec le plus grand sérieux : « Vous constaterez que le gouvernement a tenu ses engagements... Nous avons l'assurance que les progrès sociaux de 1970 ne sont pas une simple flambée, mais bien l'œuvre d'un mouvement durable qui pourra se consolider et se développer dans la même ligne... ». **Quelques jours plus tard, Giscard, responsable des Finances annonçait fièrement la réussite de son plan de redressement. Quant à Pompidou, il marquait sa satisfaction en caracolant pendant quelques minutes à 160 à l'heure, en inaugurant un morceau d'autoroute la semaine dernière. L'euphorie règne donc parmi nos gouvernants. Et il ne se passe guère de jour sans qu'un ministre, sous-ministre ou un quelconque député de la majorité ne clame ses raisons d'être satisfait. A les entendre, tout va pour le mieux dans la meilleure des France possible.**

Pourtant il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que ceux-là même qui nous abreuvent de beaux discours prennent des décisions qui sont autant de démentis à leurs proclamations optimistes : « Les progrès sociaux ne sont pas une flambée » : **les décisions récentes de hausse permettent d'en juger. Le prix du pain augmente à Paris pour la seconde fois en trois mois. Quant à l'essence, le gouvernement vient de décider l'augmentation de son prix pour toute la France. Avec cet à-propos qui caractérise la « nouvelle société » que nous dépeint si lyriquement Chaban, on nous annonce encore que nous aborderons l'hiver en payant le fuel domestique plus cher.**

Et tout cela vient s'ajouter à d'autres décisions gouvernementales de la même eau : aumentations récentes des tarifs de l'électricité, du gaz, des loyers, sans compter bien entendu la hausse régulière des prix des denrées alimentaires.

Et pour corser le tableau, dans la « même ligne », **on nous annonce dès à présent pour le début de l'année prochaine, l'augmentation de 14 % des tarifs des transports parisiens — qui auront augmenté ainsi en moins d'un an de la bagatelle de 33 % — celle des tarifs de la S.N.C.F. qui seront majorés de 5 % début janvier 1971. Rappelons à Chaban qui semble souffrir de curieux trous de mémoire, que ces tarifs avaient déjà été augmentés de 4,5 % le 5 janvier 1970 pour les voyageurs et de 6,5 % pour les marchandises. On ne peut donc dénier au gouvernement un sens certain de la continuité dans ce domaine, même si on a pu constater quelques contradictions au niveau des déclarations ministérielles. Et il serait sans doute du plus mauvais goût de rappeler à Giscard qu'il nous promettait moins de 5 % de hausse pour toute l'année 1970, au moment même où les experts signalent qu'il ne s'en faut dès à présent que de 0,8 % pour que ce chiffre ne soit déjà atteint. Et il ne s'agit que de chiffres officiels, basés sur des indices confectionnés sur mesure pour couvrir la politique gouvernementale. L'indice des ménagères, leur porte-monnaie, marque, lui, une distorsion bien plus grande encore entre les promesses ministérielles et la réalité.**

D'ailleurs si les industriels et leurs représentants marquent leur satisfaction, il n'en est pas de même pour les travailleurs qui n'ont pas les mêmes raisons de se réjouir. Leur mécontentement, ils l'ont exprimé dans les grèves des dernières semaines.

Les travailleuses des grands magasins l'ont clamé dans la rue, avec une violence qui a surpris ceux qui avaient pris l'habitude de croire que les vendeuses étaient à tout jamais un personnel corvéable à merci, que l'on pouvait surexploiter sans danger. Les mineurs des houillères de Lorraine ont, eux aussi, fait la démonstration de l'ampleur de leur mécontentement. Quant aux postiers, tout dernièrement, ils ont fait des mouvements tournants, soigneusement organisés par les syndicats selon un scénario bien réglé pour éviter tout débordement, une imposante manifestation de leur combativité. Tous ces mouvements, certes dispersés, laissés sans coordination, dévoyés par les directions syndicales, expriment clairement que les travailleurs n'entendent pas subir passivement la politique de vie chère de Chaban-Giscard. C'est là un facteur que nos ministres ont peut-être un peu trop négligé dans leurs calculs et qui pourrait refroidir prochainement leur bel optimisme.

Pages 8 et 9 : LES GREVES AUX P.T.T. ET A MERLEBACH

sommaire

EN FRANCE

- **Leur nouvelle société.**

Page 5 :
— La situation : La Martinique après le cyclone.
Page 7 :
— Les autoroutes.
— Le bidonville de Nanterre : Les assassins.
— Le budget de la Santé publique.
Page 10 :
— Extrême-gauche : encore des condamnations.
— Discussion Lutte Ouvrière - Ligue Communiste.
Page 24 :
— Les négriers d'aujourd'hui.

- **Dans les entreprises.**

Page 8 :
— La grève aux P.T.T.
Page 9 :
— Merlebach : les syndicats savent encore terminer une grève.
Pages 9 et 18 :
— Renault.
Page 14 :
— Echos des entreprises.
Page 16 :
— Dans l'industrie aéronautique.
Page 17 :
— Augmentations uniformes pour tous : une revendication populaire.

DANS LE MONDE

Page 4 :
— Quand un « marxiste » devient président.
— Cassius Clay : le cirque et la liberté.
Page 6 :
— L'assassinat de Krim Belkacem.
Pages 12-13 :
— Yougoslavie : 25 ans de titisme.

DIVERS

Page 2 :
— En bref.
Page 11 :
— Revue de la presse d'extrême-gauche.
Pages 19-20 :
— Feuilleton.
Page 21 :
— Télévision : A armes égales.
Page 22 :
— Les livres : « A propos de l'idéologie du Black Panther Party », d'E. Cleaver.
Page 23 :
— Cinéma.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

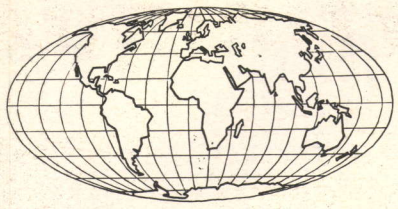
Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois	30 F
	1 an	50 F
sous pli fermé :	6 mois	70 F
	1 an	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.



DANS LE MONDE

CHILI :

Quand un « marxiste » est élu président

EN fin de compte, c'est Salvador Allende qui sera président de la République du Chili. Le Congrès a décidé de confirmer la volonté des électeurs qui, le 4 septembre dernier, ont voté à une faible majorité pour le leader de « l'Unité Populaire ». **Et déjà on vient de publier la liste du nouveau gouvernement, qui comprendra trois ministres du parti communiste, et on vient d'annoncer la nationalisation à brève échéance des mines de cuivre, de fer et de nitrate. Ainsi le Chili s'est donné un président « marxiste » et ni l'armée, ni les Etats-Unis ne sont intevenus par la force pour l'empêcher.**

C'était, en effet, la solution que toute la gauche redoutait, et durant des semaines, le spectre de l'intervention armée, venant de l'intérieur ou de l'extérieur, a menacé le Chili. La presse de droite du monde entier évoquait le « coup de Prague », préparant l'opinion à un éventuel coup d'Etat, pendant que, dans le pays même, des milliers de petits bourgeois effrayés passaient la frontière, et que les capitaux, eux aussi, gagnaient massivement l'étranger. Enfin l'extrême-droite faisait assassiner le commandant en chef de l'armée, réputé trop légaliste et opposé à une prise de pouvoir par les militaires.

Aujourd'hui, ce vent de panique est quelque peu tombé. On se rend compte que, pour le moment, les U.S.A. laissent faire et que la droite et l'armée chiliennes n'ont pas l'intention de recourir à la force. Mais on attend le régime aux actes. Et il est plus que probable que dans l'ombre des états-majors et des bâtiments diplomatiques des U.S.A. on prépare, à tout hasard, des plans d'intervention violente, en cas de « besoin ». La menace est donc loin d'être écartée, et il serait bien imprudent d'affirmer que le nouveau régime va durer calmement jusqu'à son terme.

Et pourtant on ne saurait dire que M. Allende est un révolutionnaire aux idées politiques et sociales vraiment dangereuses pour les classes dominantes. Tout au contraire, c'est un modéré qui « croit au vote et non au fusil » et qui s'emploie de toutes ses forces à rassurer la droite. Il est « marxiste », certes, mais il n'est pas téméraire, et c'est après avoir assisté à un « Te Deum » dans la cathédrale de la capitale qu'il commencera à exercer ses fonctions.

Il y a bien sur le fameux programme de « l'Unité Populaire » **qui comprend les nationalisations de certains grands secteurs de l'économie, dont une bonne part des capitaux américains. Mais après tout c'est pratiquement le même programme que celui du candidat démocrate-chrétien à la présidence, M. Tomic.**

Il est significatif que le soir de l'élection du 4 septembre, les partisans de la démocratie chrétienne et de « l'Unité Populaire » **scandaient en chœur :** « Allende président, Tomic présent ! ». **Pour eux, l'un ou l'autre c'était à peu près pareil.**

Et ce n'est pas Allende, mais le précédent président, Frei, qui a inauguré le rétablissement des relations commerciales avec Cuba, qui a mis sur pied une timide réforme agraire, et qui a lancé un plan à long terme de nationalisation (avec rachat bien sûr) du cuivre, principale richesse nationale aux mains des capitaux U.S. Au fond, la politique que compte suivre Allende c'est la même que son prédécesseur, un peu plus rapidement peut-être, et encore cela même est loin d'être sûr.

M. Tomic a déclaré récemment qu'il fallait « donner aux travailleurs organisés une participation plus importante dans les structures économiques et dans la production. C'est le seul moyen de leur demander de participer au grand effort national », **et il ajoutait :** « J'espère pour le bien du Chili que le gouvernement Allende s'engagera résolument dans la voie définie par son programme... »

Décidément, s'il est un refrain qui revient constamment avec les gouvernements de gauche, c'est bien celui qui consiste à demander aux travailleurs de participer « au grand effort national ». **On comprend que M. Tomic se soit en fait rallié à M. Allende.**

D'ailleurs, ce bon M. Allende est si rassurant, son « marxisme » est de si bonne composition, que même le leader de la droite aux dernières présidentielles, Jorge Allessandri, s'est finalement effacé et a recommandé à ses partisans au Congrès de voter Allende... c'est tout dire !

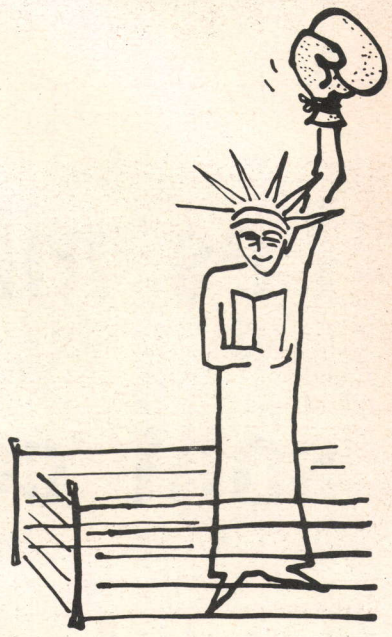
En bref, M. Allende n'est guère plus à gauche que Guy Mollet en France ou Wilson en Angleterre, pour prendre des exemples qui nous sont proches.

Mais, voilà, l'Amérique Latine est ainsi faite, la situation sociale y est tellement explosive, le poids de l'impérialisme américain tellement fort et la misère des masses si grande, qu'il suffit qu'un Guy Mollet se présente sur la scène politique pour qu'on parle de coup d'Etat militaire. Et à Saint-Domingue on n'a pas fait qu'en parler...

A. Victor.

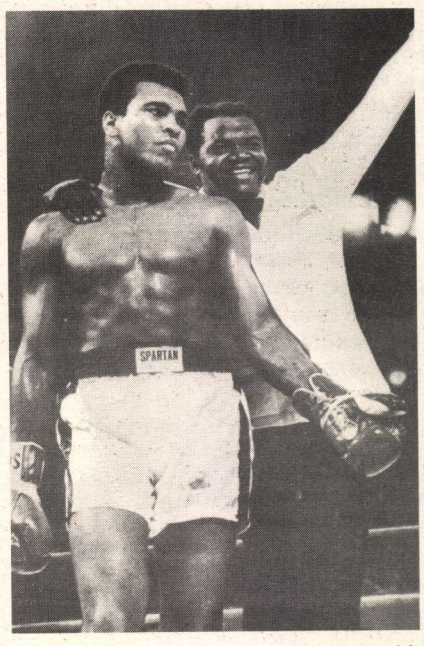
Le général Viaux, soupçonné d'avoir organisé l'assassinat du chef de l'armée.
Ni l'extrême-droite, ni l'armée n'ont été impressionnées par les résultats électoraux.
(photo U.P.I.)

Le cirque et la liberté



EN remportant une victoire fulgurante sur le boxeur blanc Jerry Quarry, fils d'un ouvrier agricole de Californie, le champion noir Cassius Clay a permis un instant à toute la population noire opprimée des Etats-Unis de se sentir vengée des humiliations continuelles qu'elle subit à longueur d'années. Pourtant, en écrasant à coups de poing le visage d'un blanc, Cassius Clay n'a pas prouvé autre chose que ses qualités de boxeur. Il est peut-être le plus fort de tous ceux qui essayent de s'en sortir en s'assommant les uns les autres, mais ce n'est pas par ce moyen que la population des ghettos noirs se libèrera. Bien au contraire.

Dans le monde blanc U.S. il ne reste aux Noirs que la possibilité de servir de bêtes à spectacle ou de bêtes de somme. Et celui qui brille dans ce domaine ne fait finalement qu'encourager, qu'inciter des milliers de jeunes à suivre les mêmes voies, car pour un champion qui réussit et ramasse la gloire et l'argent il en faut des milliers qui s'abrutissent mutuellement de coups, soir après soir, au bénéfice des organisateurs de spectacles « sportifs » qui, les choses étant ce qu'elles sont, deviennent de plus en plus de modernes négriers. Car ce n'est pas par hasard, si les Noirs, qui ne représentent que dix pour cent de la population, sont si nombreux parmi les sportifs professionnels aux U.S.A. Cela n'est pas dû à leur qualité physique particulière mais à leur situation sociale particulière.



(photo U.P.I.)

Les victoires de Cassius Clay n'échappent pas à cela. Elles ne font que rappeler à quel point les Noirs subissent, plus que tous autres, le monde crapuleux de la boxe, où des milliers d'hommes se laissent transformer en puching-ball jusqu'à devenir complètement fous dans l'unique espoir d'être un jour celui qui surclassera les autres.

Pour nous, l'émancipation du peuple noir ne peut passer par Cassius Clay le boxeur mais plutôt par Cassius Clay le militant, le partisan de la lutte sociale. Les cordes du ring sont des chaînes pour son peuple.

Et si sa victoire a pu faire plaisir à la population noire et a fait enrager les racistes blancs, tant mieux qu'il ait gagné. Mais ce sera seulement après une véritable lutte sociale de tout son peuple que Cassius Clay pourra s'écrier valablement, comme il l'a fait après son match, qu'il s'agit d'une « victoire sociale ».

Alain Marquet.

Un citoyen au-dessus de tout soupçon

ON apprend que M. Sergio Fleury, officiellement inculpé pour être l'un des fondateurs et dirigeants de l'organisation illégale de police parallèle (et de justice sommaire) qui a nom l'Escadron de la mort, est à l'origine d'une action répressive officielle où le dirigeant révolutionnaire Joaquin Ferreira a trouvé la mort.

On comprend trop bien que le gouvernement brésilien mette si peu de hâte à relever de ses fonctions un serviteur aussi efficace (déjà responsable de la mort de Carlos Marighela il y a un an). Mais on voit là une fois de plus l'étroite collusion entre une organisation comme l'Escadron de la mort et l'appareil d'Etat brésilien, tant il est vrai que le sinistre Sergio Fleury mène bien la même politique à son poste de commissaire politique que dans les rangs du sanglant Escadron.

Erratum

Une malencontreuse coquille s'est glissée, dans notre dernier numéro, dans l'article « Une manifestation contre l'implantation d'usines nouvelles dans une région de sous-emploi » (pages centrales), rendant la conclusion de celui-ci difficilement compréhensible.

Le leader syndical cité ne reprochait pas au gouvernement « d'avoir laissé s'installer de nouvelles petites entreprises à exploitation uniquement québécoise », comme il était imprimé, mais au contraire « d'avoir laissé s'installer de nouvelles petites entreprises américaines au lieu d'entreprises à exploitation uniquement québécoise ».

Et c'est bien pourquoi nous pouvions conclure qu'il s'agissait, pour certains, de défendre, non pas les intérêts des travailleurs, mais ceux de la bourgeoisie québécoise.

La situation à la Martinique après le cyclone

LA discussion du budget de ces territoires que par un délicat euphémisme on n'appelle pas colonies mais « Départements d'Outre-Mer » n'a pas du passionner les députés. A peine plus d'une dizaine d'entre eux se sont donnés la peine d'y assister. C'est donc devant un auditoire plutôt réduit que Henri Rey, ministre chargé des départements et territoires d'Outre Mer a fait son rapport.

Il va sans dire que d'après sa péroraison, la situation dans les départements d'Outre-Mer va d'Amélioration en amélioration. Et s'il y a des difficultés, c'est que la poussée démographique étant ce qu'elle est, le gouvernement n'a pu tout prévoir. Mais en tout cas, il a fait au mieux, en matière de niveau de vie, de formation professionnelle, de construction de routes et d'écoles. En tout état de cause, termina le ministre, les habitants des DOM « manifestaient leur fierté d'être Français et désiraient être assurés que la solidarité nationale ne leur ferait jamais défaut ».

Cette solidarité, parlons-en donc ! Le député de la Martinique, Aimé Césaire, qui n'est pourtant pas d'un radicalisme virulent, disait ou laissait entendre que cette « solidarité » se manifeste pour une large part par l'envoi des contingents de C.RS. et autres défenseurs de l'ordre en un nombre tel que ces îles sont certainement parmi les régions les plus policées du monde.

Cette solidarité mise à part, que reste-t-il ? C'est ce qu'on a pu constater après le cyclone meurtrier qui a ravagé la Martinique il y a quelques semaines.

ALORS que la situation économique et sociale était déjà dramatique du fait de la fermeture des usines à sucre et du manque d'emploi, le cyclone qui avait frappé, il y a quelques semaines, la Martinique, a provoqué de véritables catastrophes.

Le bilan est lourd : 42 morts, 5 à 7.000 personnes sans abri ; les bananeraies détruites à 10 %, Fort-de-France, la capitale ayant été noyée sous des torrents de boue et d'eau, de nombreux maisons et magasins ont été endommagés, des stocks importants de vivres et autres biens de consommation courante détruits.

Pendant plusieurs jours, la ville, où s'entassent plus de 100.000 habitants, a manqué d'eau ! Les routes ont été endommagées, des ponts détruits ; et cela a laissé plusieurs jours durant les communes sans lien avec Fort-de-France, la capitale de l'île.

Après le cyclone, on peut se rendre compte d'une manière encore plus flagrante de la précarité de la situation des couches pauvres de la population : ouvriers, paysans, chômeurs. Car si les cyclones ne choisissent pas leurs victimes, celles-ci ont le plus de chance de se trouver parmi les gens qui vivent dans des cases de bois et de tôle, dans des quartiers situés sur des terrains facilement inondables. C'est ce qui est arrivé à Fort-de-France, où pratiquement tous les morts sont des habitants des taudis, des bidonvilles (La Dillon, Terres-Sainvilles, Sainte-Thérèse, etc...). De tous ces quartiers, il ne reste d'ailleurs, presque plus rien.

A notre connaissance, ni les Aubéry, ni les Hayot et autres capitalistes martiniquais, ni les résidences de gendarmes et autres militaires français n'ont été touchés par le cyclone ; ne parlons pas d'inondation car ces gens vivent sur les belles collines qui dominent Fort-de-France.

Une catastrophe « naturelle » qui est aussi « sociale »

Mais ce qui est extraordinaire, c'est le mépris qu'affichent les responsables coloniaux pour la vie des populations autochtones ; car les cyclones étant prévisibles au moins vingt-quatre heures à l'avance, on aurait pu penser que des équipes de secours, que la « belle armée française » et tous les corps d'assistance technique qui sont là-bas, se seraient mis en branle pour diminuer les effets du cataclysme ; il n'en fut rien : les familles, prises sous le vent, la pluie, affolées par le déferlement des eaux boueuses durent se débattre seules dans les cases pour se sauver ; on a vu des femmes tenant à bout de bras toute la nuit leurs enfants, perchées sur un édifice ou un autre, afin de leur éviter la noyade.

Les morts auraient pu être facilement évités ne serait-ce que par l'organisation de l'évacuation des points dangereux. C'est à se demander même si la préfecture savait quels étaient les points dangereux.

Mais c'est surtout parce qu'il y a des dizaines de milliers de travailleurs, de pauvres gens qui vivent dans d'infâmes cases de bois, dans d'innomables bidonvilles que les cyclones font tant de dégâts. C'est à cause de l'exploitation féroce de capitalistes français (et aussi martiniquais) que des milliers de sans-travail, s'installent n'importe où, n'importe comment, autour de Fort-de-France.

La responsabilité de l'ampleur qu'a prise la catastrophe incombe au gouvernement, ainsi que les conséquences à venir. Car si les petits commerçants ont perdu 80 % de leurs stocks, si certaines usines (ananas) veulent fermer leurs portes, si du fait de la rareté et comme cela se produit après chaque cyclone, les prix augmentent, il va sans dire que la misère des pauvres va s'accroître.

Le nombre de chômeurs que l'on situe autour de 50.000 pour une population totale de plus de 350.000 habitants, va continuer à s'élever.

L'« action » du gouvernement français

Avant le cyclone, le ministre des D.O.M. avait été fraîchement reçu par des manifestants qui proclamaient leur volonté de mettre fin au colonialisme. H. Rey n'avait même pas pu parler au Conseil général ; vu l'ampleur de la manifestation, ce jour-là, les CRS n'osèrent pas se montrer.

Aujourd'hui, profitant de l'abattement général qui a suivi le cyclone, le gouvernement a indécemment monté l'aide aux sinistrés en opération publicitaire. L'action des « vaillants gendarmes », des « dévoués » préfets et ministres, la « générosité » de la mère patrie sont montées en épingle et jetées à la tête des Martiniquais par la radio et la télévision. Du reste, en ce qui concerne l'aide gouvernementale, il n'y a pas lieu de pavoiser : le ministre des DOM annonça le chiffre de 70 millions d'anciens francs, alors que les dégâts se montent à 20 milliards d'anciens francs, sans compter que de ces 70 millions, les masses pauvres n'en verront même pas la couleur.

Pourtant le gouvernement se trompe s'il espère avoir ainsi le soutien de la population. Car par d'autres actions, il montre son véritable visage.

Lorsque A. Césaire eût timidement demandé de mettre des immeubles récemment construits et vides (car ils sont prévus pour des travailleurs qui ne peuvent en payer le loyer) à la disposition des sans-abri, le préfet ne répondit même pas, se contentant d'expédier un corps de gendarmerie devant les immeubles en question : le respect de la propriété privée était ainsi assuré...

Tout cela, le peuple de Ste-Thérèse, de La Dillon le voit. La différence entre la belle ville des « hauteurs », et les crasseux bidonvilles, leur vie faite de misère et la vie menée par les couches dirigeantes dans un luxe insolent (clubs, soirées, yacht, voyages, etc...), il la connaît. La morgue hautaine, ou le paternalisme hypocrite des fonctionnaires coloniaux, il les ressent. Cela et le chantage électoral opéré avec les fonds de secours, les millions déversés comme aide aux propriétaires d'usines et de grands domaines agricoles, tout cela ne peut manquer de faire éclater un jour, qui n'est peut-être pas très éloigné, la colère de ce peuple des « cases » et des bidonvilles.

(Photo Gamma)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(Grande Salle de la Mutualité)
26, rue Saint-Victor - Paris (5e)
Métro Maubert-Mutualité

Lundi 9 novembre

Le Tchad et la politique de décolonisation de l'impérialisme français

DANS LE MONDE

LAZARO CARDENAS
UN PRÉCURSEUR DE CASTRO

LE général Lazaro Cardenas, qui fut président de la république Mexicaine de 1934 à 1940, est mort le 19 octobre à Mexico.

La mort d'un président de république bourgeoise, à la retraite politique depuis trente ans, ne mériterait sans doute pas grand commentaire, si le nom du général Cardenas n'avait, à l'époque, été attaché à une politique hardie de réforme agraire et de nationalisation des trusts pétroliers américains, une politique dont le quart suffirait aujourd'hui à faire crier beaucoup au socialisme.

Le Mexique des années 1930 était l'héritier de la révolution de 1911, qui avait vu d'immenses armées paysannes se lever et combattre, sous la direction d'hommes comme Pancho Villa ou Emiliano Zapata, aux cris de « Tierra y libertad ».

C'est donc en 1934 que Cardenas fut élu président de la république Mexicaine. Installé au pouvoir, il présenta un plan sexennal qui comprenait la distribution accélérée de la terre aux paysans, et le perfectionnement des méthodes d'assistance et de crédit. Effectivement, de 1934 à 1938, quinze millions d'hectares furent distribués à 800 000 paysans, mesure importante, mais qui demeurait insuffisante eu égard aux nécessités du pays.

Face à la pression de l'opposition intérieure, qui lui reprochait ces réformes, et aux groupes financiers étrangers, notamment aux compagnies américaines, Cardenas chercha à s'assurer une assise populaire.

Les prises de position politiques de Cardenas manifestaient le désir de s'attacher les courants les plus divers. Il condamna les régimes fascistes d'Italie ou d'Allemagne, aida pendant la guerre civile la république Espagnole, ouvrit ensuite toutes grandes les portes du pays aux réfugiés, en même temps qu'il mettait fin à la politique anticléricale héritée de la révolution de 1911, qu'il autorisait la vente et la diffusion de brochures religieuses, et interdisait les attaques contre l'Eglise dans les écoles publiques.

En 1938, il décida la nationalisation du pétrole, ainsi que l'association des syndicats ouvriers à la gestion des entreprises nationalisées, et l'expropriation des compagnies étrangères, ce qui lui valut une popularité accrue. Niedergang, dans les 20 Amériques latines, rapporte que « les paysans vinrent de leurs lointains pueblos dans la capitale pour apporter leur obole ou un poulet à la présidence afin de payer leur part à la dette fantastique que contractait le Mexique ».

Cardenas, comme Castro devait le faire des années plus tard, se heurta alors aux compagnies américaines. La Sinclair Oil Company menaça de « le laisser se noyer dans son pétrole ». Sa chance fut de parvenir à forcer le blocus économique décrété par les Américains en jouant sur les rivalités entre impérialistes. L'Allemagne de Hitler acheta le pétrole mexicain, ce qui décida la Sinclair Oil à négocier la question des compensations.

Le général Cardenas (Ph. U.P.I.)

En 1940, au terme de son mandat, Cardenas quitta la présidence de la république comme il y était venu. Son passage à la direction suprême de l'Etat mexicain n'avait en rien modifié la nature de celui-ci. Et, tragique leçon de l'histoire pour ceux qui prennent volontiers leurs désirs pour des réalités socialistes, c'est ce même appareil d'Etat, héritier lui aussi en son genre de la révolution de 1911, qui devait, trente ans plus tard, noyer dans le sang les manifestations étudiantes à la veille des jeux de Mexico. C'est ce même appareil d'Etat qui maintient en prison depuis plus de deux ans les manifestants de la place des Trois Cultures.

V. Desnaux.

Trotsky :
LE SENS DES NATIONALISATIONS MEXICAINES

LE Mexique de Cardenas fut aussi le seul pays qui accepta, en janvier 1937, d'offrir un asile à Léon Trotsky. La présence de celui-ci dans le pays n'avait cependant pas le moindre rapport avec la politique de nationalisations et d'association des syndicats ouvriers à la gestion des entreprises nationalisées, que le gouvernement mexicain devait décider l'année suivante. Et voici comment le fondateur de la Quatrième Internationale jugeait politiquement celle-ci :

« Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières de pouvoir étatique. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Il peut gouverner soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même si loin jusqu'à lui faire des concessions acquérant ainsi la possibilité d'une certaine liberté vis-à-vis des capitalistes étrangers. La politique actuelle (du gouvernement mexicain, note du traducteur) en est au second stade ; ses plus grandes conquêtes sont l'expropriation des chemins de fer et des industries pétrolières.

Ces mesures se situent entièrement dans le domaine du capitalisme d'Etat...

Ce serait évidemment une erreur désastreuse que d'affirmer que la voie vers le socialisme ne passe pas par la révolution prolétarienne, mais par la nationalisation opérée par l'Etat bourgeois de diverses branches de l'industrie et par leur transfert dans les mains des organisations ouvrières... »

Krim Belkacem assassiné

KRIM BELKACEM, un des 9 chefs historiques du F.L.N., a été retrouvé mort, le 20 octobre, assassiné dans une chambre d'hôtel de Francfort, en Allemagne de l'Ouest. Krim Belkacem fut l'un des organisateurs de l'insurrection du premier novembre 1954. Il fut chef militaire de la willaya III (Kabylie) puis membre du G.P.R.A. (gouvernement provisoire de la révolution algérienne). Il assura de nombreuses responsabilités, de la direction des forces armées à celle des affaires étrangères et à la négociation des accords d'Evian.

Radio-Alger s'est bien gardée de parler de cet assasinat. Bien sûr, il n'y a aucune preuve pour l'instant, et il y a peu de chances que la police allemande cherche à en trouver, pour affirmer que Houari Boumédienne, l'ancien chef de l'armée des frontières ait fait assassiner Krim Belkacem l'ancien chef de la willaya III. Rien, si ce n'est une liste un peu longue à laquelle Krim Belkacem vient s'ajouter. Car que sont devenus les chefs historiques du F.L.N. ? Si sur les 9 fondateurs de l'organisation nationaliste algérienne, trois sont morts au combat contre l'armée française (Mostefa Ben Boulaïd, Mourad Didouche et Larbi ben M'Hidi), et ont aujourd'hui donné leur nom aux rues principales d'Alger, il en va autrement des autres. Ben Bella est toujours en Algérie, mais en prison. Quatre ont dû partir pour l'exil ; deux sont toujours vivants (Mohamed Boudiaf et Aït Ahmed) et deux ont été assassinés (Mohamed Khider, abattu à coups de revolver à Madrid en 1967, et Krim Belkacem, étranglé à Francfort, ces jours-ci).

1962 : Krim Belkacem dirige la délégation algérienne aux négociations d'Evian. (Ph. U.P.I.)

Quant à Rabah Bitat, celui qui s'est fait le moins remarquer, c'est l'exception qui confirme la règle. Il est ministre de Boumédienne.

Non, rien ne prouve la responsabilité de Boumédienne, si ce n'est que Krim Belkacem fut condamné à mort par contumace en 1969, sous l'accusation d'avoir cherché à assassiner Aït Ahmed. Rien, si ce n'est un appel au meurtre du genre de celui qui fut lancé par le quotidien d'Oran *La République* qui écrivait alors :

« N'importe quel Algérien conscient a le droit de se faire l'auxiliaire de la justice de son pays en exécutant Belkacem Krim ».

Krim Belkacem a-t-il effectivement cherché à faire assassiner Aït Ahmed ? Eut-il un rôle quelconque dans l'attentat organisé contre Boumédienne en 1969 ? Il est difficile de répondre. Mais finalement le problème n'est pas là. Ce que l'assassinat de Krim Belkacem rappelle une fois de plus, c'est que le F.L.N. a toujours cherché à régler les problèmes politiques par la mitraillette et l'assassinat. Les nationalistes bourgeois du F.L.N. n'entendaient pas construire une Algérie démocratique dans laquelle les ouvriers et les paysans auraient droit à la parole. Refusant la démocratie pour les masses, les dirigeants F.L.N. ne pouvaient la respecter, ni vis-à-vis de leurs adversaires politiques, ni dans la résolution de leurs propres crises internes.

Nous laisserons à d'autres, le soin de discuter pour savoir si Krim Belkacem fut un peu plus à droite ou un peu plus à gauche de Ben Bella et de Boumédienne. Tous se sont placés sur le terrain du nationalisme bourgeois et leurs luttes internes ne furent qu'une lutte de cliques pour le pouvoir et le partage des postes et jamais pour un programme politique différent. Tous se sont bien gardés d'en appeler aux masses pour que celles-ci tranchent leurs différends.

Krim Belkacem a commencé en Kabylie par liquider physiquement les maquis rivaux du M.N.A. (Mouvement nationaliste algérien). Puis il a « mis au pas » ceux qui dans sa propre willaya et au sein du F.L.N. s'opposaient à lui et cela par les mêmes méthodes. Ecarté du pouvoir en 1962, il est devenu « opposant » à Ben Bella. En 1965 avec le coup d'Etat de Boumédienne il a espéré retrouver une place, mais laissé à l'écart, il est redevenu un « opposant » jusqu'à sa liquidation actuelle.

Krim Belkacem, l'ex-chef des maquis de Kabylie est mort de la main même de la dictature bourgeoise, anti-ouvrière, anti-populaire et pro-impérialiste qu'il a si ardemment et impitoyablement contribué à édifier.

P.B.

Le budget de la santé publique un quart du budget militaire

LA semaine dernière, l'Assemblée nationale a discuté du budget de la santé publique. Pour 1971, la santé disposera donc de 5.886 millions, soit 17 % de plus qu'en 1970 (5.028 millions de francs). Sont inclus dans cette somme les fonds pour alimenter les services communs à la santé et au ministère du Travail (82 millions de francs).

Qu'on augmente la part du budget de l'Etat consacré à la santé, ce n'est pas un mal et il n'était que temps. Mais que représente cette augmentation de 17 % face aux besoins ? En une année, les prix ont augmenté d'environ 10 % suivant les prix des matériels coûteux qui équipent — ou devraient équiper — les hôpitaux. Et il faut bien se dire que les millions supplémentaires que les services de la santé auront en 1971 serviront à éponger les augmentations. Cela permettra peut-être au ministère des Affaires sociales de subvenir à l'ordinaire, mais certainement pas de créer assez d'emplois nouveaux dans les hôpitaux ou d'envisager sérieusement la progression nécessaire des équipements. Le simple équipement d'un bloc opératoire moderne exige à lui seul plusieurs millions.

Quant à la somme en elle-même de 5.886 millions de francs, une simple comparaison avec le budget militaire voté la veille à l'Assemblée en dit long.

Pour 1971, l'armée bénéficiera, quant à elle de 28.873 millions de francs ! Avec une autorisation de programme de 15.989 millions de francs pour les dépenses d'équipement seules, dont 5.084 millions pour l'armement nucléaire.

Autrement dit, la totalité du budget consacré à la santé et à la sécurité sociale, pour son fonctionnement et son équipement, s'élève au quart du budget militaire et tout juste aux sommes consacrées à la seule arme atomique.

Non, ce n'est pas encore en 1971 que l'on verra les médecins, les instituts scientifiques et de recherche cesser de faire appel au bon cœur des uns et des autres, à la radio ou à la télé.

Après tout, pourquoi l'Etat ne consacrerait-il pas à la santé publique toutes les sommes qu'il consacre à la guerre ?

Et s'il a besoin d'une nouvelle série d'essais dans le Pacifique, il pourrait toujours faire appel à la générosité des citoyens à la télé le soir.

M. Parent.

DEPUTE DE LA MAJORITE QUEL BEAU METIER !

LA plupart des journaux ont noté, le plus souvent avec surprise, que les bancs de l'Assemblée nationale étaient déserts lors des débats budgétaires la semaine dernière, et même lors des votes. Quelques dizaines de députés, parfois moins, faisaient acte de présence, et les autres estimaient sans doute qu'ils avaient mieux à faire ailleurs.

Que les députés de l'opposition ne soient pas là, passe encore. Car ils peuvent estimer, avec quelques raisons, que la majorité étant ce qu'elle est, leur absence ou leur présence ne changera rien, ni aux débats, ni au sort du budget.

Mais ceux de la majorité, quand même !

Ils pourraient au moins jouer le jeu. Bien sûr, ils savent que le travail est en principe fait en commissions, c'est-à-dire d'avance. Bien sûr, ils savent, comme les autres, que de toutes façons, leur majorité étant ce qu'elle est, le gouvernement obtiendra en gros le vote qu'il veut, bien sûr, ils savent que leur présence est inutile. Mais enfin, de là à le dire !

Et puis, ils vont finir par nous faire croire que leur présence, lorsqu'il s'est agi de voter la confiance à Chaban, il y a quelques jours, c'était uniquement parce que Chaban faisait du cinéma et qu'il avait besoin de figurants.

M.P.

LA PUBLICITE FAIT VENDRE MEME DES MEDICAMENTS NON REMBOURSES

LA presse écrite et télévisée a fait récemment une large campagne recommandant la vaccination anti-grippale.

Cette campagne a d'ailleurs connu un succès retentissant, et, c'est certainement à plusieurs millions d'unités que doit s'évaluer la demande de vaccin anti-grippal.

Pourtant le vaccin anti-grippal ne bénéficie pas du remboursement automatique par la Sécurité sociale (comme tous les vaccins).

On aurait pu s'attendre à ce que le non-remboursement soit un frein à la consommation. Eh bien, il n'en est rien, et on assiste au phénomène contraire. La publicité dans ce domaine comme dans tous les autres fait vendre. Quoi de plus légitime que de se procurer un médicament qui vous évite les risques et les désagréments de 10 ou 20 jours de maladie ? Avec cette campagne sur le vaccin anti-grippal, nous avons un aperçu de ce que serait la consommation médicale de spécialités non-remboursées par la S.S., si elle était influencée par une publicité tapageuse auprès du grand public.

Car il faut voir que c'est à cela que veut en venir notre ministre de la Santé publique lorsqu'il propose qu'un certain nombre de médicaments ne soit plus remboursés. Le remboursement interdit toute forme de publicité auprès du public. Le non-remboursement permettrait d'introduire cette publicité avec le succès que l'on sait.

Car, soit dit en passant, le vaccin anti-grippe est fabriqué par l'Institut Pasteur, organisme sans but lucratif, laboratoire Roger-Bellon, entreprise à but tout à fait lucratif et qui appartient au groupe Rhône-Poulenc. Le vaccin est également fabriqué par l'Institut Mérieux, autre entreprise à but très lucratif et qui appartient aussi au groupe Rhône-Poulenc. Somme toute, voilà une fort bonne affaire pour Rhône-Poulenc qui a pu bénéficier dans cette opération, des énormes moyens publicitaires que représentent la radio et la télévision.

Si une telle expérience se généralisait, on mesure tout le bénéfice que pourraient en tirer les grands trusts de l'industrie pharmaceutiques dont la santé est pourtant des plus florissantes.

A défaut de se préoccuper de la nôtre M. Boulin se préoccupe au moins de la leur !

J. Frejus.

LA LIBERTÉ AU BOUT DU CAPOT

La voiture, c'est la liberté... quand les motards ouvrent la route. (U.P.I.)

M Pompidou qui veut sans doute compléter son « Anthologie poétique », a eu une très belle envolée lyrique au cours d'un des nombreux discours que l'achèvement de 110 km d'autoroute lui a permis de prononcer.

De l'avis de Pompidou, l'automobile est la liberté, c'est elle qui nous permet de nous évader n'importe où, n'importe quand ; c'est elle qui nous a libérés de la servitude des transports en commun.

Il est vrai que pour l'instant, par la carence des gouvernants, les transports en commun sont une servitude. Mais ils ne le sont que par leur inexistence, parce que chacun est obligé de pallier leur absence ou leur impraticabilité par le recours aux moyens individuels et coûteux.

On connaissait les conceptions du régime en matière de liberté d'opinion. Voici maintenant celles de son inspirateur en matière de liberté en général. Ainsi donc la liberté consiste à être coincé pendant une ou deux heures dans des rues empuanties par les vapeurs d'essence matin et soir, cinq jours par semaine. A parcourir, pare-choc contre pare-choc quelques dizaines de kilomètres le samedi et le dimanche. A retrouver tout cela pendant les mois de vacances sur les routes de tout le pays. A être constamment surveillé par une myriade de flics, gendarmes ou C.R.S. dès que l'on s'installe dans un véhicule à moteur.

C'est la liberté en caisse. Et ces caisses ont des roues, même si on n'arrive pas à les faire fonctionner normalement.

Voici donc la liberté que vante Pompidou, chantre de son régime.

Et d'ailleurs, il tient tant à faire admirer cette liberté que depuis un an, les chefs d'Etat reçus en visite officielle sont transportés en hélicoptère d'Orly à l'Elysée. Sans doute parce qu'ils se sentiraient trop libres en auto, au milieu des embouteillages, qu'ils préfèrent admirer de haut.

A. M.

Assassins et hypocrites

A Nanterre un gosse est mort, brûlé vif dans une cabane. Il avait sept mois. Il était Algérien. Né au bidonville de Nanterre (rue de la Garenne), il est mort au bidonville de Nanterre.

Samedi 24 octobre, le père, O.S. dans une usine de Rueil, était parti travailler comme les autres jours de la semaine. La mère était au marché. La famille avait cinq enfants et cela faisait trois ans qu'elle devait vivre dans le bidonville, dans l'indifférence générale. Lorsqu'il y a des enfants, il faut faire du feu. Dans une cabane de bidonville, il suffit d'un poêle à charbon pour que les planches et les bouts de carton se mettent à flamber. C'est ce qui arriva. Les voisins (marocains et portugais) ont pu s'enfuir à temps. Mais le gosse est mort.

Au début de l'année, cinq ouvriers africains mouraient asphyxiés à Aubervilliers. On estime qu'il y a au moins 50.000 personnes qui habitent des bidonvilles dans la région parisienne (70.000 pour toute la France). Ce sont là les chiffres du ministère de l'Intérieur (ils sont évidemment très en dessous de la réalité). Sans parler de tous ceux qui vivent dans des taudis, des caves, des garnis. Après Champigny, Nanterre est le deuxième bidonville de France...

Ce triste record nous le devons aux Debré et aux Chaban et à tous les gouvernements qui ne se sont jamais préoccupés des conditions d'installation de la main-d'œuvre étrangère dont ils avaient favorisé la venue. Ce triste record nous le devons aux exploiteurs qui n'ont qu'un seul but : tirer le maximum de bénéfices de la chair à profits importée massivement.

Et tous ces « assassinats » n'empêchent pas Chaban de parler de nouvelle société. Et tous ceux, directeur de cabinet du préfet, ou commissaire, qui viennent faire acte de présence sur le lieu de la mort pour montrer qu'ils s'en préoccupent, tous sont responsables ou complices de cet assassinat. Leur hypocrisie n'en est que plus écœurante.

P.B.

Le bidonville de Nanterre après un incendie. **(photo A.F.P.)**

LA GRÈVE AUX P.T.T.

PENDANT la semaine du 26 au 31 octobre, tous les services des P.T.T. étaient appelés à débrayer pour protester contre le budget P.T.T. voté jeudi 29 à l'Assemblée. Annoncée par voie de presse, comme à l'habitude, puis dans la semaine même par des tracts syndicaux (jusqu'à plus de la douzaine pour les Chèques Postaux) la grève devait se dérouler selon le scénario suivant : les centres de tri ouvraient la série, suivis deux jours plus tard par les employés des chèques et les facteurs en fin de semaine, les autres catégories étant intercalées dans ce calendrier fort chargé.

Il s'agissait de ne pas se tromper et de s'y reconnaître dans les mots d'ordre syndicaux aussi variés que 24 heures pour la C.G.T. et la C.F.D.T., 4 jours entiers pour F.O. et 48 heures pour la C.F.T.C. ! De plus, les consignes syndicales ne s'en tenaient pas à ces chiffres, mais laissaient au soin des grévistes le choix de continuer leur mouvement, mais dans le cadre imposé par le préavis. En effet, celui-ci ne couvrait qu'une semaine de grève et ainsi la Direction et les Fédérations syndicales étaient assurées que tous reprendraient le travail samedi.

Dans les bureaux gares à Paris, la grève a été suivie différemment selon les centres. Le P.L.M. (gare de Lyon), Austerlitz et la gare du Nord ont fait 24 heures de grèves tournantes. Le centre de tri Brune a débrayé pendant 48 heures. Les gares de l'Est, Saint-Lazare et Montparnasse ont fait 4 jours du lundi soir au vendredi soir. Les pourcentages de grévistes ont oscillé entre 60 et 100 % et en province la grève a été très largement suivie.

Les autres catégories ont elles aussi débrayé nombreuses : le courrier n'a pas été distribué pendant un ou deux jours (par exemple Paris 9 a fait grève deux jours) et les centraux téléphoniques et télégraphiques ont très largement suivi le mouvement.

Partie pour être une grève tournante comme tant d'autres, la grève de la semaine passée a en fait montré le très profond mécontentement qui existe partout. Revendications générales ou plus purement locales, il y a tout un contentieux que les postiers ont à régler avec l'Administration et plus loin avec le gouvernement. Salaires, horaires, mais aussi conditions de travail puisque le nouveau budget ne prévoit une embauche de personnel que très insuffisante en regard des besoins réels de chaque catégorie de postiers.

Et lorsqu'à cette même Assemblée, les Giscard ou les Chaban proclamaient que tout allait pour le mieux... pour leurs portefeuilles, les postiers ont tenu à montrer que ce n'était pas leur cas, et qu'ils étaient bien les oubliés parmi tant d'autres de la soi-disant nouvelle société.

(photo A.F.P.)

AU SERVICE DES USAGERS

DANS la propagande gouvernementale et patronale anti-gréviste, en particulier pour les services publics, on tient toujours à mettre à l'honneur une catégorie soi-disant victime des grèves : les usagers. Bien sûr, ceux-ci vont connaître pendant un certain temps encore les conséquences des derniers mouvements : il suffit, pour s'en convaincre, de faire un tour du côté de Saint-Lazare par exemple où les sacs postaux, revues et imprimés dégoulinent sur les trottoirs.

Mais les usagers sont directement concernés par ces mouvements. En effet, du fait justement que c'est un service public, les postiers ont conscience de sa dégradation continuelle : les cadences accélérées, le manque de personnel nuisent à sa bonne marche. Et, de plus, quand ils entendent que l'on va augmenter le prix du timbre (50 centimes au lieu de 40), des services postaux (envois de mandats, etc.) pour rentabiliser l'affaire, ils savent qu'en réalité, il n'y aura aucune amélioration dans les conditions de travail pour les postiers et de service pour les usagers.

Les postiers du tri-Montparnasse ont pu vérifier que la grève n'était absolument pas impopulaire dans leur quartier. Décidée lors d'une assemblée générale de grévistes, une distribution de tracts aux usagers a été particulièrement bien accueillie. Voici le texte de ce tract :

Les postiers s'adressent aux usagers :

Depuis le début de la semaine le courrier est en retard parce que nous sommes en grève. Nous faisons grève parce que c'est le seul moyen que nous ayons de faire reculer le gouvernement et d'obtenir satisfaction à nos revendications :

— 40 heures pour les brigades de jour (actuellement elles font 41 h) ;

— 2 francs de plus par heure de nuit (au lieu de 1,40 F actuellement) ;

— amélioration des conditions de travail (froid pour le transbordement, poussière et aération) ;

— salaire minimum de 1 200 F par mois et augmentation uniforme de 200 F (un auxiliaire débutant de moins de 18 ans gagne 730 F).

Nos revendications ne sont pas exagérées. Nous demandons simplement de pouvoir vivre décemment et notre seul moyen de lutte efficace est la grève. Ce n'est donc pas notre faute si votre courrier est en retard, mais celle de l'Administration des P.T.T. et du gouvernement.

Les grévistes du Tri-Montparnasse

Paris, le 30 octobre 1970.

LA GRÈVE AU TRI MONTPARNASSE

DEPUIS longtemps, on n'avait pas connu cela à Montparnasse. Le lundi, lors d'une réunion du personnel sur le temps de travail dans l'une des brigades (50 personnes) les présents décident une grève de 4 jours minimum. Le lendemain, comme prévu, la brigade débraie et se réunit à l'Union locale C.G.T. (33 personnes sur 50). Elle décide de se réunir tous les jours, et on organise des piquets de grève. Les revendications, longuement discutées, sont portées sur un grand panneau qui sera affiché sur la porte :

— 40 heures pour les brigades de jour qui en font actuellement 41 ;

— 2 F d'heure de nuit (actuellement 1,40 F) ;

— salaire minimum de 1.200 F (un auxiliaire de moins de 18 ans gagne actuellement 750 F) ;

— augmentation uniforme de 200 F ;

— respect de la durée des stages (actuellement 2 semaines de formation professionnelle au lieu de 5).

On prévoit aussi qu'après la reprise du travail, il ne faudra en aucun cas accélérer les cadences accepter de faire des « *califs* » (heures supplémentaires) et peut-être même organiser une grève du zèle là où c'est possible.

Après l'assemblée, des grévistes se rendent au tri pour discuter avec les « califs ». Ils sont habituellement une vingtaine, mais bientôt il n'en restera que six. D'autres se rendent dans les autres brigades, en particulier la « D », particulièrement sous influence de la C.G.T., et aux deux transbordements qui débraieront jusqu'à vendredi alors qu'au départ ils n'avaient prévu qu'un mouvement de vingt-quatre heures.

L'ATTITUDE DE LA C.G.T.

Mercredi 28 octobre : pour le piquet de grève du matin, 50 grévistes sont présents. Des groupes partent discuter avec les grévistes d'autres centres, gare de l'Est et gare du Nord.

L'assemblée générale de l'après-midi se tient dehors car la salle est trop petite pour contenir tout le monde : environ 150 grévistes y assistent sur un personnel de 600 personnes. Le secrétaire C.G.T. propose alors la reprise du travail, proposition largement conspuée par l'ensemble des grévistes présents ; l'un d'eux rappelle les engagements pris au début du mouvement et ajoute qu'il fallait poursuivre ce qui avait été décidé. Quand le secrétaire syndical reprend la parole, les grévistes partent se réunir ailleurs et votent la continuation de la grève. Ce jour-là, seuls un certain nombre de représentants syndicaux C.G.T. reprendront le travail.

La grève allait continuer jusqu'à vendredi soir. Distribution de tracts aux usagers, discussions animèrent ce mouvement qui tranchait largement sur ce que l'on avait pu connaître jusqu'alors !

Si les grévistes décidèrent la reprise du travail vendredi, c'est en sachant que continuer seuls, alors que tous les autres centres avaient repris, ne servirait à rien. Et ceux qui ont participé à la grève non pas passivement en restant chez eux, mais activement en décidant chaque jour de l'attitude à avoir et des activités à mener, ne sont pas prêts à oublier ces quatre jours de grève, même si dans l'immédiat ils n'ont obtenu aucune satisfaction à leurs revendications.

Correspondant L.O.

Merlebach

Les syndicats savent encore terminer une grève

APRES dix jours de grève, les mineurs du puits de Merlebach (5.000 environ) ont repris le travail, un jour après la plupart des autres mineurs du Bassin Lorrain (environ 20.000 ouvriers en tout), qui, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. avaient depuis le sixième jour de la grève de Merlebach également arrêté complètement le travail. Les conditions dans lesquelles la reprise s'est déroulée, la faiblesse des résultats obtenus par rapport aux revendications posées, nous incitent malgré le manque de contact direct de notre journal avec les mineurs du bassin, à dénoncer ce qui nous semble pour le moins des « anomalies » sur le déroulement de cette grève.

A la suite d'un changement d'horaires (mise en quatre postes de huit heures au lieu de trois) qui aurait amené une augmentation importante de productivité en faisant travailler 21 heures sur 24 les machines, au lieu de 14 précédemment, les mineurs revendiquaient pour l'essentiel : « postes de 7 heures », « 55 F minimum par poste » **à laquelle s'ajoute ensuite** « paiement à 50 % des journées de grève ».

Ce qu'ils ont obtenu c'est 46,50 F de salaire minimum, la promesse d'une révision de la convention collective, une prime de 1,50 F pour les postes de nuit et une révision des horaires de transport. Quant au paiement des jours de grève la direction refuse et propose une avance remboursable de 30 F par jour (fond) et 20 F (jour).

Qualifié « d'appréciables concessions » **par** l'Humanité **du 28 octobre, cela était en contradiction flagrante avec ce que ce même journal disait le 27 octobre (la veille) à propos des premières propositions des H.B.L.** « Les propositions de la direction étaient décevantes : 45 F garantis par jour pour le travail à la tâche. Les syndicats réclament 55 F... »

« ...Par contre, pour le poste de production de nuit (qui a mis le feu aux poudres) les offres des H.B.L. sont désormais 1,50 F de prime ! Des aménagements seraient encore effectués dans les transports, mais pour sensibles qu'ils soient c'est d'une portée limitée. »

Comment s'étonner dans ces conditions qu'une « forte majorité des grévistes de Merlebach... » **s'étaient** « prononcés pour la poursuite du mouvement commencé depuis douze jours » ? (L'Humanité **du 28 octobre.)**

Les directions syndicales étant désavouées prétendirent organiser un deuxième vote à bulletin secret sur l'ensemble du bassin. Qu'en a-t-il été en réalité ? France-Soir **du 29 octobre relate :** « Il semble qu'on ne vote vraiment qu'à Merlebach. Dans les autres sièges on a très peu voté, les mineurs ayant pour la plupart repris le travail ». Le Monde **du même jour :** « Dans les autres sièges du bassin en revanche, on n'a pas voté. Les ouvriers étaient d'ailleurs surpris — à Petite-Roselle par exemple — de ne pas rencontrer ce mercredi matin, les délégués syndicaux habituels qui, depuis dix jours, les haranguaient »... « Selon la direction générale, 35 % des mineurs n'avaient pas repris leur poste. »

L'amertume et la colère des ouvriers n'est pas étonnante : « Nous avons l'impression d'avoir été bernés », **nous déclarait un piqueur de trente ans affilié à la C.G.T.** « Aujourd'hui, 5 ou 6 % seulement d'entre nous gagnent moins de 46,50 F. Pour nous, de Merlebach, c'est une conquête en carton-pâte qui ne bénéficiera qu'aux ouvriers les moins productifs ». **Et un autre ouvrier juge ainsi les résultats de la grève :** « Dix jours de grève pour obtenir un paquet de cigarettes... » (Le Monde **du 30 octobre.)**

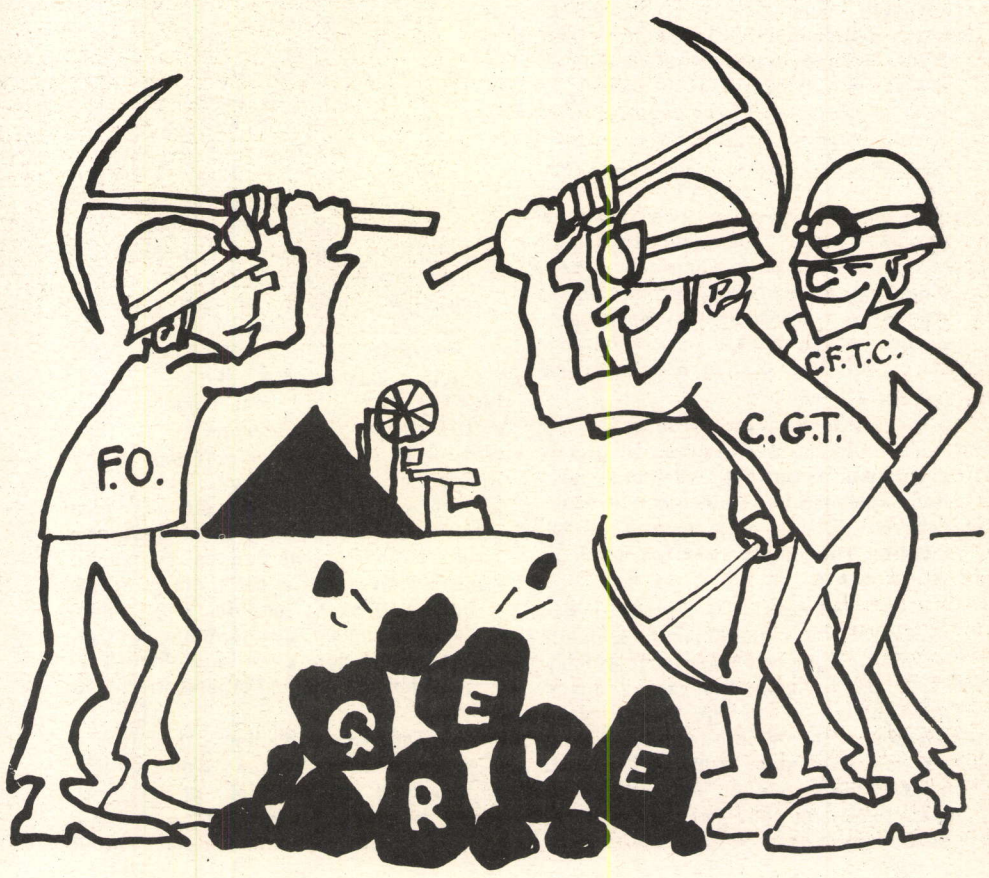
La C.F.D.T. s'est un peu distinguée des autres en déclarant jeudi matin après la reprise... qu'elle était prête à soutenir tous les mineurs en lutte.

Mais F.O. et la C.G.T. ont appelé « à reprendre le travail dans l'union » **en accusant la C.F.T.C. (qui n'appelait pas à la grève) d'avoir** « renforcé l'intransigeance de la direction des Houillères du Bassin de Lorraine », **alors que la grève était suivie à 90 % des mineurs de fond.**

Vraiment, rien aux yeux des ouvriers mineurs ne pouvait justifier cette reprise à laquelle ont poussé une fois de plus les syndicats. C'est une trahison de plus.

Mais la grève de Merlebach n'aura pas été inutile si elle aide non seulement les mineurs lorrains, mais nombre d'ouvriers de ce pays à comprendre qu'il n'y a qu'en organisant eux-mêmes leurs luttes, en élisant des comités de grève, qu'ils pourront réaliser leurs aspirations à une meilleure existence.

Jean Lamarque.



RENAULT-BILLANCOURT

Pas de flics à l'usine

LA semaine dernière a été de nouveau marquée par des incidents au département 49. Mercredi 28, vers 14 h, le maoïste licencié manu-militari par la Direction la semaine d'avant, est venu avec quelques camarades s'adresser à ses compagnons de travail.

Affolée, la maîtrise du département appelait à l'aide, en se sauvant, les flics musclés de la Régie. Enfermé dans le Département 49, poursuivi dans les ateliers, le licencié était finalement appréhendé. Après l'intervention de quelques camarades et sur l'ordre de l'ancien chef des flics de la Régie, les « musclés » permettaient au licencié de rejoindre ses camarades maoïstes pour sortir de l'usine. Seulement les portes de l'avenue E.-Zola étaient fermées. Après une bousculade et avoir cassé quelques carreaux, l'équipe de maoïstes sortait de l'usine. Voilà ce qui s'est passé au Département 49.

Le lendemain, la Direction licenciait sans indemnité trois travailleurs qui auraient participé, aux dires des flics en chef de la Régie, aux incidents du 49.

On a dit beaucoup de choses sur cette affaire. On a essayé de nous faire croire que la Régie allait s'arrêter parce qu'une demi-douzaine de carreaux ont été cassés au Département 49 et qu'un maoïste a voulu prendre la parole dans l'usine. On se moque des travailleurs en voulant faire croire cela.

Pourtant, dans une certaine mesure, la C.G.T. a réussi à dresser dans deux ou trois ateliers, les ouvriers contre les maoïstes. Il n'est certes pas question d'approuver les gens qui prétendent que les sabotages constituent une forme de lutte valable, mais il faut garder les pieds sur terre. C'est à chaque fois la chasse à l'homme par les flics de la Régie qui a provoqué les incidents.

Même s'ils n'ont pas pris la bonne méthode, les travailleurs maoïstes sanctionnés ont essayé de dire tout haut ce que pensent tout bas certains d'entre nous. Et pour nous, tous les mécontents doivent pouvoir s'exprimer et dire à haute voix ce qui ne va pas à l'usine.

Correspondant L.O.

MEETING A ZOLA-KERMEN

A la suite d'un incident, la C.G.T. appelait les travailleurs à un meeting de 13 h 30 à 14 h 30, au carrefour Zola-Kermen, pour la défense des revendications, et, selon sa formulation : pour « faire échec aux provocations et au complot contre nos libertés ». *Quelques départements ont débrayé pour assister à ce meeting et étaient venus rejoindre les 3 000 ouvriers des équipes qui sortaient.*

Pour les travailleurs il s'agissait avant tout de savoir ce qu'avait à dire la C.G.T. sur les revendications et surtout sur les moyens de les faire aboutir. Là-dessus rien de nouveau. La C.G.T. nous demande de lui faire confiance sur toute la ligne, et nous attendons encore les moyens efficaces de résoudre nos problèmes, que ce soit à propos de nos salaires ou de la diminution du temps de travail.

Quant à la protestation de la C.G.T. contre les « violences de groupes extérieurs à l'usine », *beaucoup se souviennent de la violence de certains individus de la C.G.T.-P.C.F. qui n'ont pas hésité, il n'y a pas si longtemps à rouer de coups ceux qui osaient avoir des positions différentes des leurs, aux portes de l'usine.*

correspondant L.O.

Où en sont les discussions entre la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière ?

QU'ADVIENT-IL des pourparlers d'unification entre L.O. et la Ligue ? C'est la question que se posent et que nous posent bon nombre de nos lecteurs.

Bien entendu les discussions, commencées il y a maintenant plusieurs mois, continuent. La première phase est virtuellement terminée. Celle qui consistait à cerner et confronter aussi précisément qu'il est possible de le faire aujourd'hui nos divergences de principes en matière d'orientation et d'organisation.

Ces divergences sont connues. Une lecture attentive de nos hebdomadaires respectifs comme l'examen de la pratique quotidienne des militants de nos deux tendances permet aisément de les saisir. La discussion a permis de les expliciter. C'est pour cela que nous l'avons voulue publique. Nos lecteurs ont ainsi pu prendre connaissance, en particulier dans le trimestre qui a précédé les vacances, de nos positions et des critiques que nous adressions aux camarades de la Ligue sur le problème de la Quatrième internationale, sur le type d'organisation nécessaire aujourd'hui en France aux révolutionnaires, sur l'orientation prioritaire qui doit être la leur.

Bien entendu cette discussion n'a pas permis de résoudre ces divergences. Elle ne le pouvait évidemment pas. Nous savions bien au départ que seule l'action militante peut le faire et démontrer dans la pratique qui a raison et qui a tort.

Mais la discussion a permis de démontrer — et c'était bien là son but — que, malgré ces divergences, il n'y avait pas d'opposition de principe irréductible à ce que nos deux tendances coexistent dans une organisation commune. Pour notre part, c'est un fait acquis. Et, pour autant que nous puissions nous fier aux apparences, nous pensons qu'il en est de même pour les camarades de la Ligue avec qui nous discutons.

Nous n'aurions évidemment aucune objection de principe à notre appartenance à la Quatrième internationale. Tout d'abord parce qu'en tant que marxistes et léninistes, nous sommes persuadés qu'une organisation internationale révolutionnaire est absolument nécessaire pour mener à la victoire la lutte du prolétariat tant dans notre pays que dans le monde. Ensuite parce que nous nous réclamons du trotskisme et du programme de ceux qui fondèrent la Quatrième internationale.

Mais aujourd'hui, il n'existe pas d'Internationale digne de ce nom, et encore moins de direction internationale qui ait fait ses preuves et acquis l'autorité nécessaire pour se faire admettre en tant que telle. Il ne peut donc être question pour nous de reconnaitre une telle autorité à quiconque, ni sur nous, ni sur une éventuelle organisation dont nous ferions partie. Ce qui ne signifie pas cependant que nous ne sommes pas prêts à participer à l'activité internationale qui pourra permettre un jour de construire l'Internationale et de dégager une direction valable pour celle-ci.

Les camarades de la Ligue et de la Quatrième internationale l'ont semble-t-il compris qui envisagent que l'éventuelle organisation unifiée formée par nos deux tendances puisse être section française de la Quatrième internationale sans que les organismes de direction de la Quatrième internationale puissent modifier les orientations politiques, démocratiquement décidées ou les directions démocratiquement élues par l'organisation française.

Il est évident d'ailleurs que dans la situation actuelle c'est d'une unification qu'il est question, et en aucun cas d'une adhésion de notre part à la Ligue soit directement, soit par le biais d'un Secrétariat International quelconque. Personne ne peut avoir d'illusions à ce sujet. Personne ne doit en avoir.

Nous pensons aussi que l'organisation unifiée doit être régie par le centralisme démocratique. Par cela nous entendons une méthode d'organisation et une discipline dans l'action destinées à rendre plus efficaces l'activité et l'action de tous, et non bien sûr le moyen bureaucratique d'étouffer la voix des minorités ou de cacher les divergences à défaut de les résoudre.

La possibilité pour chaque tendance de s'exprimer publiquement est à nos yeux l'indispensable condition d'un véritable centralisme démocratique, l'indispensable condition pour unir les révolutionnaires et dépasser le stade des petites chapelles. des groupuscules et des sectes. Les camarades de la Ligue assurent que cette conception du centralisme démocratique est la leur.

Enfin chacun connait le principal reproche que nous adressons au mouvement révolutionnaire en général et au mouvement trotskiste en particulier : celui d'être coupé de la classe ouvrière, d'être petit-bourgeois par sa composition sociale.

Pour mettre fin à cette « tare » l'activité des révolutionnaires doit être, encore plus aujourd'hui qu'en aucune autre période, essentiellement tournée vers cette classe ouvrière. C'est l'orientation de notre tendance. C'est la tâche qui est pour nous primordiale. Aucune unification ne serait envisageable si elle apportait une entrave à nos efforts dans ce sens. Les camarades de la Ligue affirment que c'est aussi leur préoccupation et reconnaissent que le travail en direction de la classe ouvrière devrait être la tâche essentielle de l'éventuelle organisation unifiée.

Ces problèmes cruciaux constituaient autant de préalables qu'il nous fallait lever avant d'aller plus à fond dans toutes les questions politiques ou organisationelles que posent notre fusion éventuelle. Aujourd'hui, nous pouvons considérer qu'ils sont levés. Du moins si aucune des deux parties ne revient sur les bases d'accord qui ont été trouvées. Pour notre part, nous n'en avons pas l'intention.

Bien entendu, un texte commun devra marquer plus précisément et plus nettement cet accord. Un projet de ce texte circule aujourd'hui entre L.O. et la Ligue. Les ultimes mises au point ne devraient pas tarder.

La phase qui devrait s'ouvrir maintenant va permettre l'approfondissement de la discussion. Elle permettra aussi et surtout de voir concrètement ce que nous pouvons faire ensemble, si le travail commun est possible ou pas.

En particulier, notre capacité à fusionner nos deux hebdomadaires Lutte Ouvrière et Rouge et de faire un journal commun — projet retenu par nos deux tendances — sera un test déterminant. Un hebdomadaire qui serait le fruit du travail de nos deux tendances mettrait en lumière nos convergences, alors que la division actuelle entre la Ligue et nous, comme entre toutes les tendances révolutionnaires, souligne avant tout ce qui nous oppose. Il démontrerait dans la pratique que nos divergences ne nous empêchent pas de faire œuvre commune, et surtout ce qui est le plus important à nos yeux, qu'elles peuvent s'exprimer à travers et dans le cadre de cette œuvre commune.

Les six mois écoulés de discussions exploratoires peuvent sembler bien longs eu égard aux résultats concrets. ils étaient pourtant nécessaires. Et ils n'auront en tous cas pas été inutiles s'ils nous permettent maintenant d'aller plus avant dans la collaboration entre nos deux groupes.

Jacques Morand.

LES CHEVEUX D'EINSTEIN ... AU SERVICE DES PUBLICITAIRES

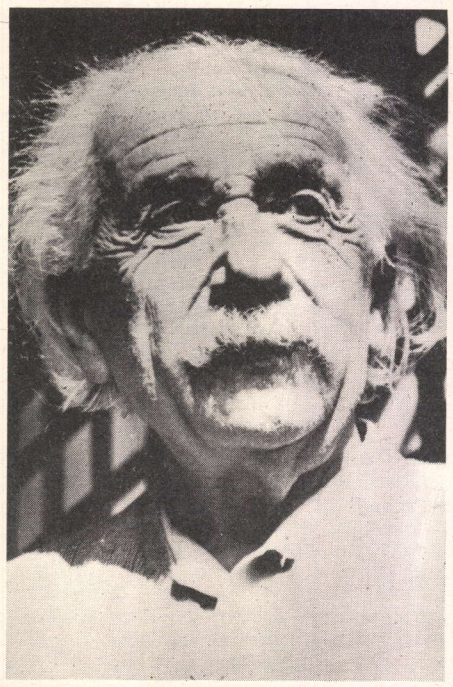
LA tête d'Einstein, auréolée de sa célèbre crinière blanche en gros plan, avec, en-dessous, la formule de la relativité, E = mc2, et la légende : « Il avait les cheveux longs ». Et puis, en tout petit, cette citation du même Einstein : « Ne faites jamais rien contre votre conscience, même si l'Etat vous le demande », et une ligne plus discrète encore pour vous apprendre que cette annonce avait été réalisée par l'Agence Hautefeuille.

Cette publicité insolite, parue dans *Le Monde* du 21 octobre, aura sans doute retenu l'attention de nombreux lecteurs, et certains se sont sans doute demandé quel philanthrope avait décidé de prendre ainsi la défense des longues chevelures. Mais ceux qui travaillent, de près ou de loin, avec des publicitaires, et en particulier les annonceurs éventuels, ne s'y sont pas trompés. Vous voyez, semblait dire — bien malgré lui — le malheureux Einstein, même sur un sujet aussi difficile à défendre, aussi « invendable », que la liberté, l'Agence Hautefeuille est capable de trouver des idées-chocs, des idées qui accrochent. A plus forte raison, MM. nos futurs annonceurs, sur vos excellents produits...

Nous ne reprocherons certes pas à l'Agence Hautefeuille cette application nouvelle, et quelque peu inattendue, de la physique relativiste. A tout prendre, et tant qu'à faire de la publicité pour la publicité, nous préférons tomber, en feuilletant notre journal, sur la tête d'Einstein, que sur celle du « publiphobe » de service, qui depuis quelques mois est destinée à faire passer tous ceux qui se méfient de la publicité pour des pauvres imbéciles. Mais c'est quand même un signe de ces temps, où l'on parle pourtant si souvent de libération des jeunes, de libération des femmes, de libération sexuelle, etc. que la liberté la plus élémentaire, celle de porter les cheveux ausi longs qu'on le veut, soit finalement considérée comme le sujet difficile par excellence, permettant à un publicitaire habile de faire son morceau de bravoure, que l'on ne trouve, aussi, de la « publicité » pour la liberté, dans un journal, que si une agence y trouve son compte, dans l'espoir de gagner quelques clients.

Décidément, dans ce monde où tout est marchandise, la liberté n'est même pas « vendable ».

F.D.



(photo U.P.I.)

ENCORE DES CONDAMNATIONS

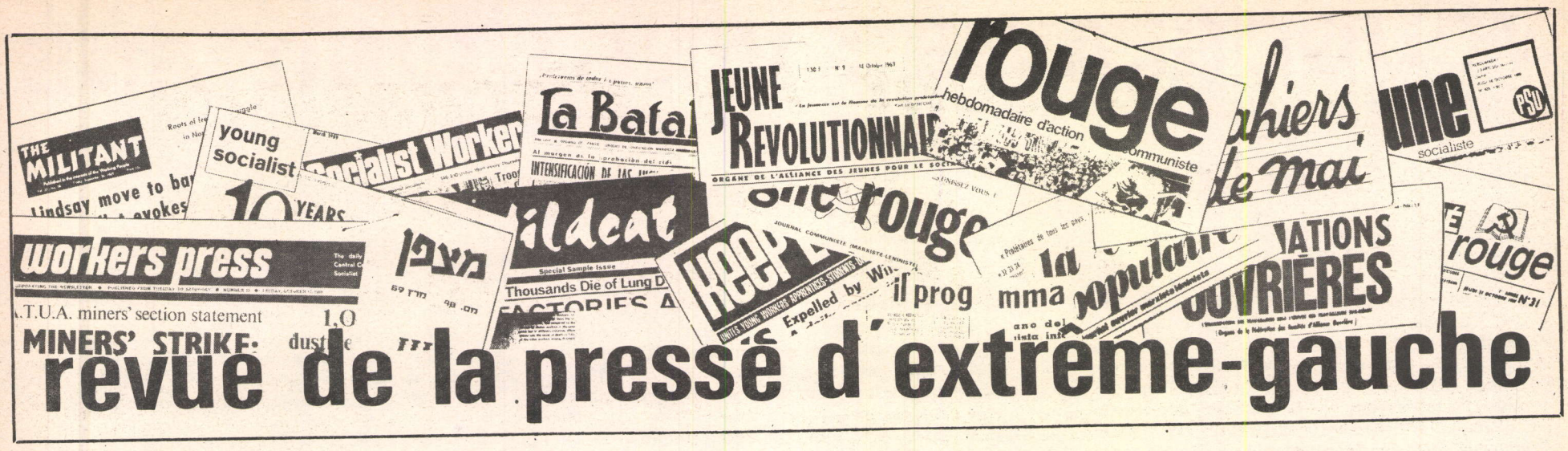
LA semaine dernière encore, les tribunaux ont infligé des peines de prison et des amendes à des militants gauchistes ou à des personnes considérées comme tels.

Le 26 octobre, la 10e Chambre Chambre correctionnelle de Paris condamnait, pour « outrage à agents », une élève-professeur à deux mois d'emprisonnement ; un opérateur I.B.M. à un mois ferme et un ouvrier spécialisé à un mois avec sursis et deux cents francs d'amende. A signaler que tous les trois contestaient les faits.

Le 26 octobre, la dixième Chambre avait aussi infligé quatre mois avec sursis à un assistant de faculté, 3 mois avec sursis à un employé de banque accusé d' « outrage à agents et rébellion à l'occasion d'une vente de Lutte Ouvrière », et, à un étudiant en architecture, trois cents francs d'amende pour « dégradation de monument public ». On lui reprochait d'avoir arraché un panneau en carton fermant le plafond... de la cellule du Centre Beaujon, où il était enfermé avec cent cinquante autres suspects lors d'une manifestation.

A quand le gauchiste (ou non) condamné pour bris de matériel de l'Etat, pour la matraque qu'un policier lui aura cassée sur la figure ?

M.P.



La répression policière en France

Les jours derniers ont été marqués par le procès d'Alain Geismar qui a été condamné à dix-huit mois de prison pour avoir prononcé un discours. Condamnation sans précédent en France depuis 1945. Une fraction non négligeable de la presse bourgeoise s'est émue de la lourdeur de cette condamnation, comme d'une manière plus générale, des peines sévères qui frappent les militants dont le seul crime est de diffuser des tracts ou de vendre des journaux d'extrême-gauche. Les partis politiques de gauche, et notamment le P.C.F., ainsi que les syndicats ouvriers, sont sortis de leur réserve pour protester publiquement contre les jugements des tribunaux. Il est naturel que la presse révolutionnaire la première, et pour l'instant la seule visée, consacre de larges développements à la répression policière et judiciaire.

rouge
hebdomadaire d'action communiste

L'éditorial du dernier numéro de « Rouge», daté du 26 octobre, est consacré à la répression. Sous le titre : « Libérez Geismar », on peut notamment lire :

Dans la répression qui frappe les maoïstes, l'attitude du P.C.F. n'est pas des plus reluisantes. Après avoir, pendant deux ans, dénoncé comme fascistes les « commandos Geismar », après avoir délibérément laissé les révolutionnaires isolés face à la répression (« les casseurs sont derrière »), après avoir laissé passer sans piper mot de nombreuses condamnations, le P.C.F. commence à s'inquiéter des méthodes utilisées et de la lourdeur des peines.

Abandonnant la qualification de gauchistes-Marcellin, peu adéquate en cette période, il s'indigne de la disproportion entre les faits reprochés et la sanction. Les dirigeants du P.C.F., qui, par le cours réformiste et paralysant qu'ils imposent au mouvement ouvrier, ont jeté dans la voie d'un révolutionnarisme stérile les courants anarcho-maoïstes, puis se sont frottés les mains quand ils ont vu ces « fascistes de gauche » incarcérés, ont joué les apprentis-sorciers. Ils sentent maintenant que l'arsenal répressif bâti par la bourgeoisie pourrait bien servir à d'autres opérations que la chasse aux gauchistes; c'est le sens de leurs timides protestations contre la répression.

Du grave précédent créé par la condamnation de Geismar, sans aucune protestation de masse significative, le P.C.F. porte la responsabilité devant tout le mouvement ouvrier.

Quant à nous, nous ferons tout pour armer le mouvement ouvrier contre la répression bourgeoise. Cela signifie le développement de luttes ouvrières et étudiantes sur des objectifs audacieux. Cela signifie aussi une lutte spécifique contre la répression, des campagnes de dénonciation des méthodes et du rôle de la police et de l'armée, comme nous avions mené, l'an dernier, une campagne contre l'armée bourgeoise.

Il revient au Secours Rouge de prendre en charge ces campagnes à une échelle de masse.

JEUNE REVOLUTIONNAIRE
ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

Par ailleurs, « Jeune Révolutionnaire », mensuel de l'A.J.S., publie, dans son numéro du 17 octobre, un communiqué du bureau national de cette organisation :

Après avoir promulgué la loi scélérate, le gouvernement s'efforce de réduire au silence les travailleurs et les jeunes luttant contre l'exploitation, contre la vie chère, la sélection, le chômage.

— Des militants syndicaux des usines Vallourec, Lip, Alcatel, etc., sont traînés en justice pour fait de grève ;

— Des diffuseurs de journaux se voient condamnés à un an de prison, privés de leurs droits civiques ;

— Dimanche dernier, des diffuseurs de « Jeune Révolutionnaire », organe de l'A.J.S., ont été arrêtés et placés en garde à vue. Dans le 10e arrondissement, certains ont été brutalisés. L'un d'eux a eu ses lunettes brisées par les coups d'un policier dont le nom serait Housel ;

— Après les décrets de dissolution du 12 juin 1968 et du 27 mai 1970 contre des organisations se réclamant du socialisme, le gouvernement multiplie les procès pour délit d'opinion : Le Dantec et Le Bris, directeurs de « La Cause du Peuple », Geismar le 20 octobre pour « reconstitution de ligue dissoute ».

Rappelons que l'A.J.S. a adressé, le 18 septembre 1970, une lettre ouverte à M. Marcellin pour l'abrogation complète du décret de dissolution du 12 juin 1968, et pour la parution officielle des statuts de l'A.J.S.

— Un corps spécial de répression de 300 hommes est affecté aux universités parisiennes.

Depuis une semaine est apparue une nouvelle forme de provocation policière, la plus hideuse et la plus lâche, héritée de l'hitlérisme :

Agressions de bandes armées contre des militants syndicaux et politiques isolés, attaques armées contre des locaux syndicaux.

tribune socialiste PSU

Dans « Tribune Socialiste » daté du 22 octobre 1970, R. Chapuis écrit :

Après la mort de l'institution parlementaire voici celle de l'institution judiciaire. Les masques tombent et l'exception devient peu à peu la règle : on s'habitue aux interpellations, aux arrestations, aux interminables détentions préventives. Naguère la condamnation de Frédérique Delange à un an de prison soulevait un tel émoi qu'elle ne pouvait être maintenue dans la forme. Aujourd'hui Liban et Marti, condamnés à la même peine, pour un pur délit d'opinion, provoquent des murmures mais restent en prison. Quant à Geismar, il s'en faut de peu qu'on ne l'accuse d'avoir frappé au Québec. La justice se dévoile : elle a le visage du bourgeois bouffi qui crève de peur et tire dans l'ombre pour se rassurer.

Se trouvera-t-il toujours des juges pour accepter un rôle de « chiens de garde » ? La magistrature n'est pas à l'abri de la lutte des classes : en ridiculisant l'indépendance qu'elle prétendait lui donner, la bourgeoisie n'entraînera-t-elle aucune réaction, aucun combat ?

Pour les travailleurs qui ont déjà l'expérience de la « justice » patronale, la leçon est évidente : il n'y a de justice que dans la lutte pour un monde plus juste, dans la solidarité avec les opprimés et les victimes, dans la dénonciation de la parodie bourgeoise de la justice. Ils savent que l'avenir dépend de leurs luttes d'aujourd'hui.

le prolétaire
bimensuel parti communiste international (programme communiste)

« Une répression sans risque », c'est le titre de l'article que « Le Prolétaire » du 19 octobre consacre à la répression. On peut notamment lire :

Sans danger ? Dans l'immédiat, cela est sans doute vrai.

Le seul adversaire historique de la Bourgeoisie, de son Etat et de ses magistrats, la classe prolétarienne organisée, est momentanément absent de la scène historique. Or si le prolétariat, contrairement aux classes révolutionnaires qui l'ont précédé dans l'histoire, ne peut s'émanciper qu'en libérant du même coup la société tout entière, l'absence de mouvement prolétarien révolutionnaire donne libre cours à la lâcheté sociale la plus odieuse. La peur caractérise à ce point la société pourrissante dans laquelle nous sommes enfermés, que mai-juin 1968, seul rayon de soleil dans l'obscurité, tend à devenir une sorte d'épouvantail pour ceux-là mêmes qui devraient y puiser espoir et volonté.

L'agressivité haineuse à l'égard des « gauchistes » qu'on voit se répandre partout n'est malheureusement pas due à leurs seules erreurs, mais à une peur panique de tout changement. Ce résultat, ce n'est certes pas la bourgeoisie seule qui a pu l'obtenir ; l'aide de son principal allié, l'opportunisme stalinien, a été une fois de plus décisive.

L'HUMANITÉ rouge

Sous le titre « Liberté d'expression », « L'Humanité Rouge », dans son numéro du 22 octobre, dénonce la répression et ce qu'elle appelle la « fascisation » du pouvoir. Après avoir fustigé tous les complices du pouvoir et estimé que « le barrage que les chefs syndicaux opposent à l'indispensable lutte anti-répressive des masses sera enfoncé tôt ou tard », l'éditorialiste poursuit :

Il est indispensable que la classe ouvrière et ses militants comprennent qu'en frappant lourdement Geismar aujourd'hui, le Pouvoir de la bourgeoisie se prépare activement à une répression généralisée et beaucoup plus vaste. Ne l'oublions pas : de la fascisation au fascisme il n'y a qu'un pas. *Et lorsque nous apprenons que les C.D.R. applaudissent les directions confédérales des syndicats, que par ailleurs un député U.D.R. comme Griotteray a la haute main sur la C.F.T. (Confédération Française du Travail), nous pensons que la bourgeoisie développe de grands efforts pour gagner une base de masse aux idées fascisantes.*

— Vigilance devant la fascisation qui s'aggrave !

— Liberté pour les prisonniers politiques !

— Dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat !

Dénonçons les complices de l'Etat bourgeois ! Unité contre la répression !

Répétons-le, nous ne partageons pas les vues politiques de Geismar, mais face à la répression qui le frappe et grandit, nous appelons à organiser sa défense de masse.

Contre la bourgeoisie fascisante nous sommes tous aux côtés d'Alain Geismar et des autres emprisonnés politiques actuels

Unité antirépressive, antifasciste

YOUGOSLAVIE : VINGT-CINQ ANS D

TITO a achevé son tour d'Europe capitaliste par une escale à Paris. L'indifférence générale des milieux d'extrême-gauche à cette visite révèle à quel point les espoirs qu'avait soulevés le leader yougoslave ont disparus.

C'est que, portée aux nues par certains au moment de sa rupture avec l'U.R.S.S., en 1948, présentée comme le modèle d'Etat socialiste, la Yougoslavie de Tito a considérablement évolué en 22 ans. Et le sens de cette évolution est si net qu'aujourd'hui les défenseurs enthousiastes du régime titiste se font plus discrets. Ils n'en démordent pas entièrement pour autant. Et tout en admettant certaines imperfections ou inconséquences du régime, ils n'en continuent pas moins à considérer l'autogestion, qui est à la base de l'organisation de l'industrie yougoslave, comme un modèle dont doivent s'inspirer les militants socialistes. Car l'histoire de la Yougoslavie depuis sa rupture avec Moscou n'est que l'histoire de son intégration au marché impérialiste mondial.

Cette évolution a débuté dès l'été 1948, lorsque les Etats-Unis, pour aider le régime titiste, débloquaient les réserves d'or de la banque yougoslave et lorsque en septembre 1949, la banque américaine Export-Import lui accordait son premier prêt financier.

Depuis cette date, sans l'aide des pays impérialistes, et surtout du plus puissant d'entre eux, l'impérialisme américain, le régime yougoslave se serait économiquement effondré.

Parallèlement, l'Etat yougoslave renforçait son intégration aux organismes internationaux contrôlés par l'impérialisme. En 1955, il devint membre observateur du G.A.T.T. (accords sur les tarifs douaniers) puis membre de plein droit en avril 1966. D'autre part il adhérait à l'O.C.D.E. (organisation de Coopération Economique) en 1958. Cet organisme se fixe comme objectif de contribuer à « l'expansion du commerce mondial », par « l'harmonisation des politiques commerciales ». En fait, il s'agissait d'un des nombreux canaux par lesquels l'impérialisme américain, le seul vrai vainqueur du camp « allié », tentait de mettre la main sur les pays d'Europe et de les contrôler un peu plus. Cette intégration au système économique de l'impérialisme va se traduire de la part du régime yougoslave par un assouplissement de plus en plus net du monopole du commerce extérieur.

Naturellement ces mesures ont fait dépendre plus étroitement l'économie yougoslave du marché impérialiste et l'ont amené à se soumettre à la division du travail international, c'est-à-dire aux intérêts des économies occidentales. En 1966, on citait l'exemple d'une des usines les plus modernes du pays qui ne pouvait travailler qu'à 60-65 % de sa capacité, faute de pouvoir s'approvisionner en cuivre. Or la Yougoslavie est grande productrice de cuivre. Mais les entreprises de cuivre yougoslaves trouvaient plus avantageux d'exporter leur production plutôt que de fournir les usines du pays.

En même temps que se développait l'abandon du monopole du commerce extérieur, s'opérait l'abandon de plus en plus grand de la planification. Outre que l'autonomie accordée aux entreprises sous couvert de « l'autogestion » développait la concurrence entre les entreprises, favorisant les plus riches au détriment des plus pauvres, incitant les usines les plus rentables à s'approvisionner dans les pays impérialistes, contraignant les plus faibles à fermer leurs portes, elle se traduisait par des conséquences tragiques pour les travailleurs yougoslaves. On a pu voir les soi-disant « conseils ouvriers » licencier des ouvriers sous prétexte de rentabiliser l'entreprise. Sous le même prétexte, certaines usines gardaient précieusement leurs secrets de fabrication.

Cette situation a pour conséquences que, non seulement depuis vingt-deux ans la Yougoslavie

L'AUTOGESTION

CONTRE qui faites-vous donc grève ? L'usine vous appartient, c'est la vôtre. C'est vous qui avez élu le Conseil Ouvrier qui la gère. En cessant le travail, vous ne faites que nuire à votre entreprise. C'est absurde, vous ne pouvez faire grève contre vous-mêmes. Reprenez le travail. »

Voilà le raisonnement que peuvent entendre les ouvriers yougoslaves à chaque fois qu'ils se mettent en grève. A en juger par le nombre croissant d'arrêts de travail dans ce pays, on peut douter qu'ils aient été convaincus. Fréquemment, la presse gouvernementale relate les « menées subversives » d'un « petit groupe » au sein d'une entreprise qui aurait cherché à « débaucher » l'ensemble des travailleurs.

Apparemment, ceux qui travaillent quotidiennement sous le « socialisme à visage humain » yougoslave ont une autre opinion de l'« autogestion » que les innombrables études élogieuses qui sont faites en Occident sur la question. De la C.F.D.T. au P.S.U., en passant par de nombreux sociologues et même certains révolutionnaires, on a voulu voir dans l'autogestion ouvrière et son application yougoslave, la « démocratie des producteurs » qui permettrait enfin aux ouvriers de contrôler leurs propres destinées. Qu'en est-il au juste ?

Autogestion et concurrence

Les conseils ouvriers, organes de l'autogestion, ne sont pas nés d'une mobilisation de la classe ouvrière yougoslave. Si déjà, le prolétariat yougoslave n'avait servi que de force d'appoint à l'armée paysanne de Tito pendant la résistance, il avait de plus été démobilisé depuis longtemps quand les dirigeants de Belgrade ont commencé à avancer l'idée de « l'autogestion ».

En 1953, une loi constitutionnelle fut instituée, qui n'a cessée d'être remise au point depuis. L'idée maîtresse de cette loi est la suivante : supprimer la planification centrale et la remplacer par des « plans sociaux » extrêmement souples. « L'orientation nationale » subsiste mais la loi de l'offre et de la demande devient la loi déterminante de l'économie.

Une fois les « objectifs généraux » fixés, et les obligations sociales — impôts, etc... — réglés, les usines sont autonomes.

Dans l'usine, c'est le « Conseil ouvrier » qui gère la production, à travers un Conseil de direction restreint. Ces organes sont élus par les ouvriers, et, en principe, révocables.

Le Conseil ouvrier fixe ses propres plans, décide de la répartition des bénéfices entre les salaires et les investissements. Il décide également de l'embauche ou du renvoi des ouvriers. Il est chargé d'assurer et renforcer la discipline.

Un sociologue français, favorable à l'autogestion, Albert Meister, note que dès leur introduction, les effets des conseils ouvriers se sont fait sentir : « lutte contre le gaspillage, accroissement de la productivité, réduction des effectifs... »

Ainsi, nous voilà, en toute bonne logique, dans le système de la concurrence. Puisque l'usine « appartient » aux ouvriers, leurs salaires dépendent de sa rentabilité — ils ont donc intérêt à lutter contre le gaspillage, à être « productifs », à supprimer les emplois inutiles. Albert Meister applaudit des deux mains.

Mais alors pourquoi le même Meister regrette-t-il que ces effets « positifs » aient été « contrebalancés par l'économisme des entreprises, le peu de moralité (sic) dans les comportements sur le marché, la compression trop forte du personnel (licenciement de femmes et de travailleurs âgés)... »

N'est-ce pas là le langage de ces « socialistes » qui veulent la concurrence, mais en refusent les effets. Car enfin, depuis quand la « moralité » dans les comportements sur le marché fait-elle partie des impératifs de la concurrence ? Les tenants de l'autogestion à la yougoslave voudraient lancer les usines dans la jungle de la concurrence, dans une lutte à mort, mais ils tiennent, n'est-ce pas, à ce qu'elles gardent un comportement « moral » !

La méthode de gestion d'une entreprise ne change pas d'un iota le problème. Et qu'elle soit « gérée » par un conseil ouvrier ou par un patron de droit divin, en système de concurrence capitaliste, son « comportement » n'est pas une question de « morale », mais de survie économique.

Une autre conséquence « négative » admise, même par les dirigeants yougoslaves, c'est la différenciation de plus en plus grande des salaires. La hiérarchie s'accroît non seulement entre directeurs, techniciens qualifiés, ouvriers qualifiés et non-qualifiés, mais même entre les usines, entre les régions. Ce phénomène qu'on peut difficilement qualifier de « socialiste » est parfaitement logique, lui aussi.

Le directeur va monnayer sa qualification et aller là où on lui offre les salaires les plus élevés. Le technicien et l'ouvrier qualifié aussi. Quant aux manœuvres ou aux O.S., ils sont des centaines de milliers au chômage, obligés d'aller s'embaucher en Occident — alors eux, on peut allègrement faire pression sur leurs salaires et on ne s'en prive pas. Récemment un économiste yougoslave tirait la sonnette d'alarme : le niveau de vie des ouvriers yougoslaves aurait baissé de 50 % à cause de l'inflation.

Les entreprises les plus rentables peuvent se payer les directeurs et les techniciens les plus qualifiés (en 1960, on estimait qu'un directeur gagnait « officiellement » 6 fois plus qu'un manœuvre. Et depuis, l'écart s'est nettement creusé !), moderniser leur équipement et devenir de plus en plus rentables. Comment s'étonner ? La compétition, n'est-ce pas fait pour renforcer les forts et « couler » les faibles ? Et autogestion ou pas — ce sont les vieux, les femmes, les non-qualifiés, les régions pauvres qui sont les perdants.

Autogestion et Stakhanovisme

On comprend alors que le fait de devenir « propriétaires » de leur usine n'a pas suffi pour donner aux ouvriers cette « attitude positive » vis-à-vis du travail, qui leur fait défaut.

Qu'à cela ne tienne, on a introduit le travail au rendement. Puisqu'il faut être « rentable », pourquoi ne pas stimuler la « productivité » en faisant dépendre le gagne-pain des ouvriers du travail aux pièces.

L'introduction des salaires « à primes » a connu d'énormes difficultés. C'est dû, selon les dirigeants yougoslaves, à... l'arriération des ouvriers « qui ne sont pas disposés à accepter la rémunération d'après le travail fourni et qui désirent s'assurer un revenu fixe sans se soucier de l'effet de leur participation dans la production. Le pays soit passer outre l'impopularité des systèmes de paie basés sur le rendement pour rattraper la production des pays développés. »

Mais les ouvriers « arriérés » n'ont toujours pas compris ce curieux « socialisme » — qu'à cela ne tienne, on a réintroduit les bonnes vieilles amendes sur les salaires...

Gestion ouvrière ou gestion bureaucratique ?

Mais on nous dira qu'à travers les conseils ouvriers, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui prennent ces décisions, au moins au niveau de l'usine. Juridiquement, c'est vrai.

Mais dans les faits, écartés des décisions politiques de la société, écartés du pouvoir réel, les ouvriers yougoslaves ne sont pas même, au niveau de l'usine, des « gestionnaires ».

Le conseil ouvrier est en principe révocable, mais en 1960, les délégués révoqués représentaient 1 % des élus (dont seulement le quart sur proposition des travailleurs, le reste sur proposition des instances supérieures). Les listes présentées par les syndicats officiels sont l'écrasante majorité (plus de 95 %). Et le vote n'est le plus souvent qu'une simple ratification de ce qui a été décidé d'en haut puisque le nombre de candidats ne dépasse pas de 40 % le nombre de sièges.

Les ouvriers non-qualifiés sont nettement sous-représentés (5 % dans une commune étudiée par A. Meister).

Les décisions sont prises par des « spécialistes » sortis des universités, et payés à prix d'or. Eux sont trop indispensable pour qu'on les révoque ! Et d'ailleurs dans le cadre de ce système personne ne pourrait faire mieux. Les marxistes n'ont jamais défini le socialisme comme une société en proie à la concurrence d'entreprises ouvrières. Au contraire, ils ont toujours combattu l'idée d'une possession de leur usine par les ouvriers.

L'autogestion n'est en fait que la vieille idée des coopératives ouvrières de production dont Marx écrivait :

« Dans leur organisation réelle, partout elles reproduisent forcément toutes les défectuosités du système existant. »

Socialisme, pouvoir des travailleurs et autogestion

Il a fallu le recul considérable du mouvement ouvrier, la prédominance des décennies durant du stalinisme pour que les formes primitives de la pensée socialiste du XIX^e^ siècle retrouve un semblant d'attrait et de vie.

E TITISME

a pas été capable de résoudre les problèmes du chômage, mais que, depuis quelques années, celui-ci a tendance à augmenter et les oppositions régionales entre région « riche » et région pauvre à l'accentuer.

L'équipe dirigeante yougoslave est donc confrontée à de sérieux problèmes. Elle doit faire face aux revendications des travailleurs, à l'agitation nationaliste et à la contestation étudiante.

Le passif du soi-disant Etat ouvrier yougoslave est bien lourd.

Il fallait l'aveuglement de ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités, parce que c'est plus facile, pour penser qu'il pût en être autrement. La tentative de Tito et de son équipe se bornait à créer un Etat national, dans le cadre géographique de la Yougoslavie. Mais cette tentative est vaine dans un monde dominé par le marché impérialiste. La logique de cette situation s'est concrétisée par l'inéluctable rapprochement, par une intégration de plus en plus grande de l'économie yougoslave à ce marché, rapprochement qui s'est opéré sans crise, sans heurt, parce que depuis 1948, la Yougoslavie a suivi une évolution naturelle conforme à sa nature de classe : celle de l'Etat bourgeois d'un pays sous-développé.

J.-P. VALI.

Tito en compagnie de Nixon et William Rogers, secrétaire d'Etat U.S. lors de la récente visite du président américain en Yougoslavie. Un « socialiste » qui sait recevoir... les capitalistes. (Photo U.P.I.)

L'aspiration à un monde débarrassé des déformations bureaucratiques qui défigurent l'U.R.S.S. a conduit à idéaliser toute apparence de pouvoir direct des travailleurs et à l'assimiler au socialisme. Ainsi en est-il des conseils ouvriers et de l'Etat yougoslave.

Mais indépendamment du fait, pourtant décisif, que la construction du socialisme dans un seul pays, de surcroît sous-développé dans lequel on ne peut partager que la misère, est une aberration désolante, l'idée même d'autogestion des usines par les travailleurs participe d'une confusion grave entre pouvoir politique des travailleurs et gestion économique de la société.

Les révolutionnaires ne luttent pas pour que les ouvriers gèrent « leur » usine. Ils luttent pour que les ouvriers gèrent l'économie et la société dans son ensemble, selon une planification scientifique déterminée par les besoins de la population et non les lois du marché. Cette gestion nécessite d'abord, et avant toutes choses, le contrôle politique de la classe ouvrière, à travers ses organes démocratiques de pouvoir (soviets).

La démocratie prolétarienne ce n'est pas pour les ouvriers de décider combien leur usine va faire de profit. Cela n'a aucun sens. La démocratie prolétarienne, c'est pour la classe ouvrière dans son ensemble de décider des choix politiques et économiques fondamentaux de la société. Que va-t-on produire : des canons ou des écoles? 3 télévisions en couleur par tête d'habitant dans les pays avancés ou du pain pour toute l'humanité ?

Comment enfin réorganiser l'économie mondiale dans l'intérêt des travailleurs et des masses du monde entier ? C'est de cela que les travailleurs discuteront et décideront. Et ayant tranché, ils donneront les ordres nécessaires aux multiples techniciens chargés de proposer des plans d'application. Ainsi, le pouvoir prolétarien, ce n'est pas une mosaïque de petits producteurs « gestionnaires » de leur usine se livrant une lutte à mort. C'est au contraire un contrôle politique et planifié de la production par des millions d'hommes, organisé et armé pour pouvoir décider.

Que cette volonté d'ensemble doive tenir compte des désirs particuliers, qu'elle permette aux travailleurs d'une usine de déterminer eux-mêmes une foule de détails pratiques importants, c'est évident.

Mais le pouvoir ouvrier, c'est ce pouvoir collectif de toute une classe et

La question nationale

VINGT-CINQ ans après la proclamation de la République populaire fédérative, la question nationale continue à se poser avec acuité en Yougoslavie. Chacune des six républiques fédérées a tendance à se considérer comme plus ou moins autarcique et à vouloir posséder sa propre économie ; c'est ainsi que faute d'entente entre les républiques, on a construit plus de raffineries qu'il n'y en avait besoin dans l'industrie pétrolière. Dans la sidérurgie, l'aluminium, chaque république planifie pour son propre compte. Les différences techniques entre les diverses parties du pays sont telles qu'un excédent d'énergie électrique en Serbie peut être exporté plus facilement vers la Bulgarie ou la Hongrie que vers les républiques yougoslaves de Croatie ou de Slovénie. La république de Croatie, plus riche, se plaint également d'être défavorisée dans la répartition des investissements qu'elle estime trop dirigés en priorité vers les régions pauvres : récemment elle a réclamé que les banques soient placées sous le contrôle de chaque république. Alors qu'il n'y a guère plus de différence entre le serbe et le croate qu'entre l'anglais et l'américain, les intellectuels croates contestent l'existence même d'une langue serbo-croate, pourtant langue officielle de la Fédération. Par ailleurs, les Albanais du Kossovo qui s'estiment opprimés par les Serbes ont déclenché l'an dernier de violentes émeutes qui firent de nombreux tués. On pourrait multiplier les exemples : sous la façade du fédéralisme et de la réconciliation entre les peuples de Yougoslavie le feu des haines nationales couve toujours et le « *communisme* » de Tito n'en est pas venu à bout.

Il faut dire que la question est ancienne, et que l'héritage que fit le régime titiste était lourd. En effet, la Yougoslavie fut créée après la première guerre mondiale avec le soutien des grandes puissances victorieuses, particulièrement la France et l'Angleterre. Ce fut en fait la reconnaissance de l'hégémonie des Serbes sur leurs voisins. En particulier les Serbes ne traitèrent jamais les Croates sur un pied d'égalité

En 1929, après l'assassinat en pleine Chambre des députés du leader croate Radic, le roi Alexandre fit régner une dictature terroriste avec l'aide de sa [illegible] Tchetniks. En réaction se [illegible] Croates le mouvement [illegible]cisant des Oustachis [illegible]auts faits fut l'assas[illegible]il était en visite en [illegible] Alexandre.

[illegible]ous l'occupation alle[illegible]lits prirent une allure [illegible]ancienne Yougoslavie [illegible] trois Etats « *indépen*[illegible]otte nazie, sans comp[illegible]x rattachés aux Etats [illegible]hi Ante Pavelitch prit [illegible] une Croatie sous pro[illegible]d de fait. Il entreprit de massacrer systématiquement les Serbes de son Etat-croupion,

En Serbie, le général Mihaïlovitch prit la tête de la résistance contre l'occupant allemand. Mais pour lui il ne s'agissait que de reconstituer l'ancien Etat Grand Serbe. Le nom même dont il appela ses partisans, les Tchetniks, sonnait comme une déclaration de guerre à tous les non Serbes. Il abandonna vite dans les faits toute lutte contre les Allemands pour se consacrer aux massacres des Croates et autres nationalités.

Seul le mouvement de résistance dirigé par Tito se réclamait d'un nationalisme yougoslave qui se situait au-dessus des particularismes. Ce fut la raison essentielle de son succès. Mais cela marquait aussi ses limites.

L'unanimité qui s'était faite derrière son nom résultat de la réaction des populations qui composaient la Yougoslavie contre la terreur que faisait régner sur le pays l'occupant allemand. Elle était donc superficielle et fragile.

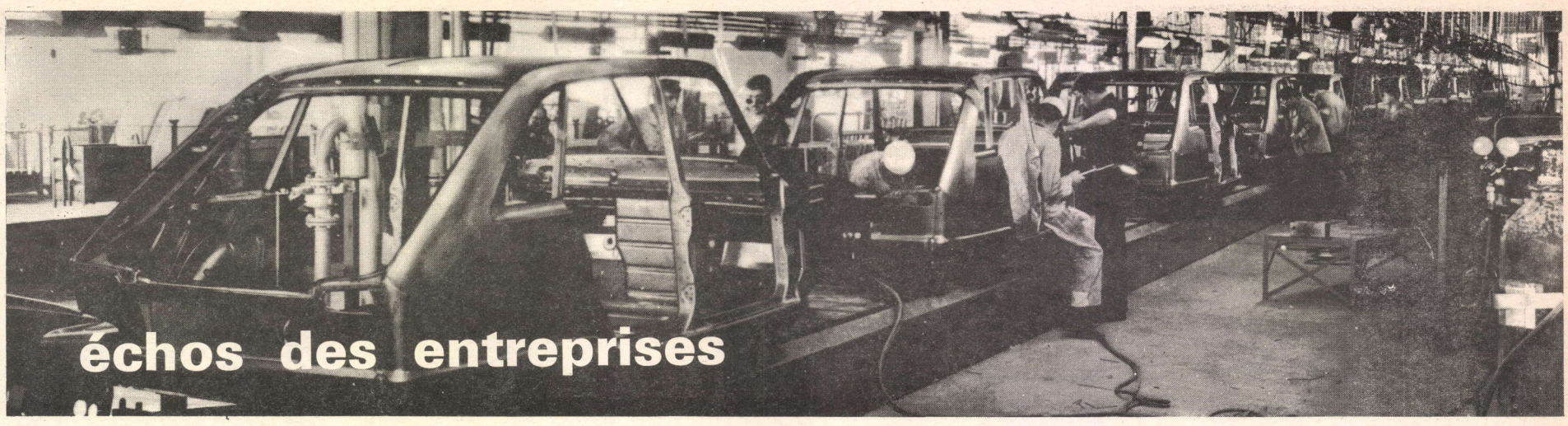
La seule chance pour le nouveau régime yougoslave d'étayer le sentiment national qui s'était développé durant la guerre, était de créer un Etat national dans le plein sens du terme. C'est-à-dire avant tout de créer une économie nationale qui ferait disparaître les disparités entre les différentes régions. Mais cette tâche était hors de portée du régime titiste, comme elle est hors de portée de tous les Etats sous-développés qui tentent vainement de profiter de leur indépendance politique pour édifier une économie nationale viable. Le bilan économique de la Yougoslavie actuelle illustre amplement l'impasse dans laquelle elle se trouve.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le régime de Tito en soit revenu à des traditions dignes de l'Etat Grand-Serbe d'avant-guerre.

C'est ainsi que les Serbes de Croatie sont considérés comme une nationalité égale aux Croates, ce qui n'est pas le cas des Croates de Serbie. Tito persécuta l'Eglise catholique croate alors que l'Eglise orthodoxe serbe fut bien traitée. Belgrade reste à la fois capitale de la République de Serbie et de la Fédération yougoslave.

Aussi, avec l'usure de la dictature de Tito, le problème national intérieur recommence-t-il à empoisonner la vie politique du pays. Croates et Albanais se plaignent d'être désavantagés, chaque tension entre Moscou et Belgrade voit se rallumer la question macédonienne. Le régime de Tito n'a nullement réglé le casse-tête national yougoslave.

J. HAINAUT.



échos des entreprises

A TRAVAIL EGAL... SALAIRE INEGAL

Une inégalité flagrante

● *F.R.L.E. - DIJON.* — A la F.R.L.E., l'inégalité entre les salaires masculins et féminins est particulièrement flagrante puisque les ouvrières gagnent jusqu'à 200 F de moins par mois que les hommes. Et cette inégalité est encore aggravée par le fait que l'essentiel de la chiourme est masculine.

Les femmes, qui dans l'entreprise font les plus sales boulots, n'ont pas moins besoin d'argent que les hommes. Il serait grand temps de respecter le principe « A travail égal, salaire égal ». Car cette inégalité, si elle porte actuellement surtout préjudice aux femmes, divise en fait la classe ouvrière et risque de se retourner un jour contre l'ensemble des travailleurs. Car accepter aujourd'hui que les travailleuses soient moins bien payées c'est accepter que demain, en cas de chômage, le patronat puisse utiliser cette situation pour faire pression sur les salaires et les emplois des travailleurs.

Sans commentaire

● *AU CREDIT LYONNAIS - LEVALLOIS.* — Lors de la réunion du Comité d'Etablissement du 22 juillet (dont le procès-verbal est passé récemment dans les sections), le Comité demanda à la Direction des statistiques sur les coefficients attribués respectivement aux hommes et aux femmes.

Les chiffres donnés mettent bien en évidence la politique de discrimination vis-à-vis des femmes, politique qui est pourtant niée par la direction. En effet, dans les coefficients « employés » nous trouvons 5 207 femmes pour 2 633 hommes. Dans les coefficients gradés 2 526 femmes (dont la grande majorité sont en deçà de la classe IV) pour 2 103 hommes et, pour couronner le tout, il y a 173 cadres femmes contre 1 383 hommes.

Et après cela la direction vient nous dire qu'elle s'occupe sérieusement de la promotion féminine.

LA « DEMOCRATIE SYNDICALE » VUE D'EN BAS

Drôles de pratiques

● *LEROY-SOMMER - ANGOULEME.* — Dans son dernier communiqué, la C.G.T. nous informe que son programme revendicatif a été élaboré conformément à nos suggestions. Or, une pétition contre les augmentations hiérarchisées (forme d'augmentations réclamée par la C.G.T.) a recueilli un fort pourcentage de signatures. Il faut donc bien se rendre à l'évidence : les « suggestions » d'une grande partie des travailleurs ne sont jamais prises en considération par la poignée de bureaucrates qui s'approprient le syndicat.

Stalinisme pas mort

● *PEUGEOT - SOCHAUX.* — A l'Embout-Nord, un militant de la C.G.T. vient d'être mis à la porte du syndicat. La fraction P.C.F. de la C.G.T. lui reproche d'avoir voulu revendiquer des augmentations égales pour tous. Après l'avoir vendu à la direction par des tracts portant son nom et l'accusant d'être un « mao » ou un « membre du Comité de base », les bureaucrates l'ont flanqué dehors.

Voilà une leçon de démocratie ouvrière digne de l'époque des procès de Moscou.

Toujours à propos des roulements

● *S.N.C.F. - DIJON.* — Après plusieurs semaines de vives critiques et discussions, le nouveau roulement va entrer en application le 1er novembre.

Ce roulement, c'est paraît-il nous qui l'aurions choisi... En effet, nos syndicats ont organisé, sur proposition de la direction, une consultation du personnel, consultation-bidon puisque nous sommes nombreux à savoir que nos noms, avis et signatures ont été portés sur la liste... bien que nous n'ayons été consultés par personne.

C'est sans doute là une conception assez particulière de la démocratie syndicale, et de la démocratie tout court.

PAS DAVANTAGE D'HYGIENE QUE DE SECURITE

Un mythe

● *HOPITAL CHARLES-NICOLLE - ROUEN.* — Derrière l'ancienne blanchisserie existe un container destiné à récupérer les ordures. Il est vidé uniquement lorsqu'il est plein. Or il faut, en règle générale, plusieurs semaines pour cela. Pendant ce temps les ordures s'accumulent à l'intérieur, attirant les mouches et dégageant une odeur nauséabonde (surtout avec la chaleur orageuse de ces derniers jours), sans parler du foyer d'infection que cela représente.

L'hygiène des hôpitaux, c'est un mythe à Charles Nicolle.

MAIS LES SANCTIONS, ELLES, NE MANQUENT PAS

La propreté est une faute, mais qu'est-ce qui n'est pas une faute pour Tachon ?

● *CHAUSSURES TACHON - BORDEAUX.* — Jeudi 24, à l'atelier de la piqûre, une fois de plus une camarade a été mise à pied par une contremaîtresse. Tout simplement parce qu'elle se lavait trop souvent les mains avant d'aller aux w.-c.

Notre caporal en jupon ne manque pas de culot ; comme si se laver les mains était une faute professionnelle grave.

Mais tous les prétextes sont bons à la direction pour sanctionner une ouvrière. Tachon n'en est-il pas à sa 23e mise à pied en 15 jours, et chaque fois la sanction n'a aucune commune mesure avec la prétendue faute commise.

INSECURITE PERMANENTE

Le droit aux soins

● *OLIER - CLERMONT-FERRAND.* — Un de nos camarades des jantes s'est blessé à la main récemment. Naturellement il s'est rendu à l'infirmerie, mais là il n'y avait personne pour le soigner.

Heureusement, sa blessure était bénigne, et il a pu le faire lui-même. Mais s'il s'était produit un accident grave ?

Il est scandaleux que dans une usine où les accidents sont si fréquents, on ne soit pas assuré de recevoir des soins quand il le faut, à n'importe quel moment de la journée ou de la nuit.

Sécurité à bon marché

● *PEUGEOT - DIJON.* — Cette fois-ci, c'est un camarade du troisième qui polissait des leviers de vitesse : la pièce lui a sectionné le pouce.

On l'a conduit à l'infirmerie, mais pour quoi faire ? En équipe, l'infirmerie durant cinq heures est un désert : pas de pansements, pas d'infirmière. Notre camarade a dû attendre l'ambulance, assis, se tenant la main, sans soins !

Nous en avons assez ! Assez des machines qui nous mutilent. Assez d'une infirmerie qui ne peut nous accueillir que de 7 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Il est inadmissible qu'une infirmerie ne puisse nous prescrire que des cachets d'aspirine, inadmissible qu'un camarade ne puisse recevoir les premiers soins à l'intérieur de l'établissement.

Assez d'accidents !

● *FONDERIE LORRAINE ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY.* — Le 7-10 : un ouvrier blessé ; grains de fonte dans l'œil.

Le 12-10 : un ouvrier blessé ; même chose.

Le 13-10 : un ouvrier blessé ; un doigt abîmé.

En moins de dix jours, trois accidents identiques sur le même chantier, à l'ébarbage. Ce n'est pas la première fois et on peut malheureusement prévoir que ce n'est pas la dernière.

Car que fait la direction en matière de sécurité à l'ébarbage ? Rien !

D'autre part, lundi, un nouvel accident a eu lieu à la vieille désableuse. Un ouvrier qui la démontait a fait une chute à l'intérieur et souffre de douleurs aux côtes. La direction cherchera sans doute à prouver que c'est la faute de l'ouvrier.

Mais qui nous oblige à travailler n'importe comment, n'importe où, et le plus vite possible ?

dans les entreprises

CHAIX-DESFOSSÉS (Issy) :

Qui veut la fin prend les moyens

LE jeudi 15 octobre, a démarré un mouvement de débrayages par ateliers, débrayages organisés à la suite les uns des autres, par secteur de fabrication et en suivant le processus de production, une heure par équipe. Ce mouvement, la C.G.T. l'a lancé dans l'usine après en avoir discuté dans des assemblées avec les travailleurs, mais sans qu'aucun vote ne soit venu le sanctionner.

Les revendications posées

Les revendications posées par la C.G.T. sont :

— augmentation uniforme de 25 centimes de l'heure,

— taux des heures de nuit porté à 133 % (au lieu de 125 % actuellement) par rapport aux heures de jour,

— sixième semaine de congés payés,

— supplément de 10 heures de salaire pour le paiement de la prime conventionnelle,

— mise en place d'un système de pré-retraite,

— mensualisation du personnel.

Tout cela survient après l'aboutissement d'un accord national concédant une augmentation de salaire de 3,5 % à partir du 1er octobre, un salaire dit « minimum » de 700 F par mois sur la base de 173 heures, la généralisation à la province, dans l'imprimerie, de la cinquième semaine de congés dite semaine d'hiver.

Depuis le début de l'année, la direction a répondu par un mépris singulier aux revendications qui lui étaient posées. Cela a correspondu, à l'époque, à un raidissement des patrons imprimeurs qui a eu son couronnement avec la grève dite en « cascade » (du même genre que celle qui a lieu actuellement chez Desfossés) survenue chez Lang au mois de mai. Grève qui, bien qu'elle se soit radicalisée, est restée isolée à cette entreprise, après le lock-out patronal, (isolement maintenu, entretenu par les responsables du syndicat du Livre C.G.T.). Les travailleurs de Lang durent reprendre le travail sans avoir rien obtenu d'essentiel. Le patron, bien au contraire, fort de l'appui en sous-main des patrons des autres imprimeries, annonçait juste après, des licenciements à l'offset.

Les différentes usines en lutte

Ce qui a changé par rapport à Lang, c'est que les deux usines du groupe, d'Issy et de Saint-Ouen, sont ensemble dans la lutte, de même que l'usine de Rennes. La filiale du groupe à Lille, la N.E.A., s'est engagée à refuser les heures supplémentaires et tout travail supplémentaire venant de Paris. Même le siège social (ce qui ne s'était jamais vu) du quai Voltaire où travaillent des employés s'est rallié au mouvement.

Au début, les débrayages, auxquels s'était jointe la section C.F.D.T., ont été suivis très largement par le personnel, sauf à la brochure fiduciaire où, le jour même des premiers débrayages, 8 femmes étaient licenciées sans que la C.G.T. lève le petit doigt.

La direction a certainement été inquiète du mécontentement des travailleurs que ce genre de mouvement dans plusieurs de ses usines a révélé. On pouvait donc s'attendre à ce qu'elle recherche le compromis. Les revendications posées étaient somme toute modestes. C'est ce qu'attendaient d'ailleurs les responsables de la C.G.T. La direction a rapidement accepté de recevoir les délégués le mardi 20, ces derniers demandant aux ouvriers, pour bien montrer leur bonne volonté, de ne pas débrayer ce jour-là (on est conciliant ou on ne l'est pas), au grand dam des travailleurs qui ne comprenaient rien à cette géniale tactique.

Les propositions de la direction

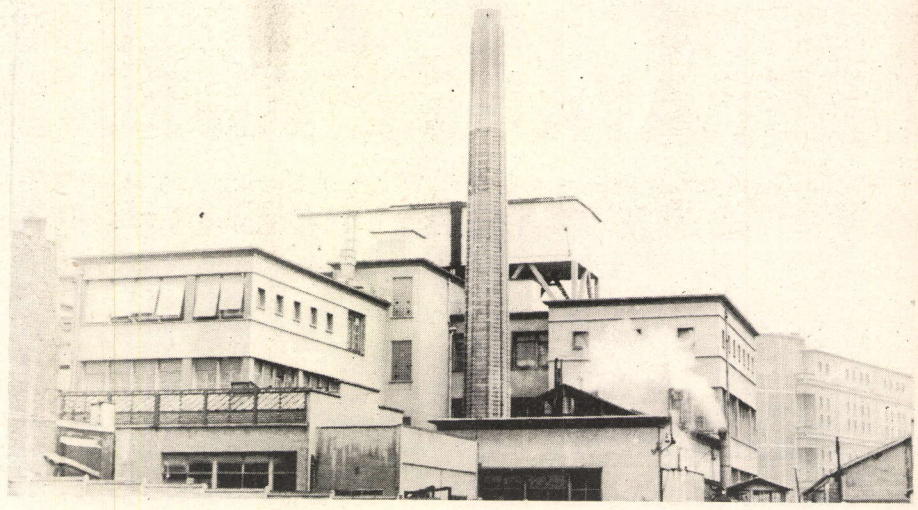
La direction fit alors les propositions suivantes :

— 13 centimes d'augmentation, contre l'assurance de ne rien demander jusqu'au mois de juillet.

— refus d'augmenter le tarif de nuit, cela concernant la convention collective.

— 10 heures de supplément à la prime conventionnelle accordée seulement aux horaires.

— régime de pré-retraite pour ceux qui le demandent et là où surgissent seulement des problèmes de compression de personnel, pour des secteurs directement ou incidemment concernés.



(Photo L.O.)

— la mensualisation doit faire l'objet de prochaines consultations nationales paritaires.

— la 6e semaine serait discutée elle à l'échelon régional.

Evidemment c'était bien peu, trop peu pour que les délégués osent revenir devant les travailleurs avec cela dans leurs mains. D'autant plus que ces revendications avaient été présentées et comprises comme un minimum. Ils firent donc des contre-propositions : 15 centimes d'augmentation au 1er octobre, 5 centimes au 1er janvier avec promesse de ne rien demander d'autre jusqu'au 1er mars.

— Les 10 heures de prime supplémentaires pour tous.

— Un palier de 27 ou 29 % pour les heures de nuit.

La direction refusa.

Et la réponse des syndicats

Le mercredi matin, à 10 heures, a lieu la première réunion d'information au cours de laquelle les délégués C.G.T. relatent les propositions de la direction et les leurs propres.

C'est alors que des travailleurs, dont certains, membres de la C.G.T., font part de leur mécontentement devant l'attitude du syndicat. Pourquoi ces contre-propositions, sans même avoir consulté les travailleurs ? « Nos revendications étaient et sont un minimum »„ diront plusieurs d'entre eux. Un travailleur C.G.T. expliquera qu'il ne comprend pas l'attitude des délégués et estime qu'il faut maintenir les revendications posées au début. Dans l'esprit de beaucoup, et à juste titre, « on ne peut descendre au-dessous ». Au moment où les délégués proposent deux votes, un sur les propositions de la direction, l'autre sur les contre-propositions des délégués, plusieurs voix demandent un vote de plus : celui sur le maintien des revendications. Les délégués y consentent finalement. La majorité vote pour les contre-propositions. Une forte minorité vote pour le maintien des revendications. Il n'est presque pas question des propositions patronales. Mais dans l'équipe de l'après-midi, après des discussions, le vote va dégager une bonne majorité pour le maintien des revendications et les contre-propositions des délégués sont mises en minorité. L'équipe du soir, par contre, acceptera ces contre-propositions.

A Saint-Ouen, chez Chaix, ce sont les contre-propositions des délégués qui sont aussi acceptées.

Mais il n'est même pas sûr que ces objectifs soient atteints, malgré le mécontentement des travailleurs et leur combativité, si les dirigeants C.G.T. se refusent à passer à une étape supérieure de la lutte qui mobiliserait bien davantage les travailleurs du groupe Chaix-Desfossés.

Correspondant L.O.

CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers) :

Des conditions de travail déplorables

L'USINE du Carbone-Lorraine fabrique des charbons et graphites artificiels (balais de dynamo, pièces pour assemblages mécaniques avec friction...). Les conditions le travail y sont déplorables.

Le travail du graphite n'est pas propre mais quand en plus le matériel est vétuste c'est simplement catastrophique.

A l'usinage le graphite s'effrite en une fine poussière qui se répand partout, les machines étant pourvues d'aspirations mais insuffisantes ou mal conçues. Il n'y a pas une demi-heure qu'on travaille qu'on est déjà noir comme si on était passé dans une cheminée. D'ailleurs le matin il faut se changer de vêtements entièrement, de la tête aux pieds et chaque soir la douche est indispensable.

Mais là où tous les records sont battus, c'est dans les ateliers de fabrication du graphite. La matière première c'est le coke de pétrole. Les morceaux de coke arrivent dans les concasseurs, les broyeurs puis les tamis où dans un vacarme infernal ils sont réduits en poudre. Cette poudre est ensuite mélangée avec d'autres produits : soufre, acides, mouillée avec un goudron, le brai (résidu de la distillation du pétrole), puis elle passe dans les meules et les presses d'où elle sort en pièces. Toutes ces opérations dans la poussière, le bruit, les émanations de brai liquide. Comme protection il faut porter un masque et se passer de la pâte protectrice sur le visage et les bras car le brai occasionne des brûlures lors de l'exposition aux rayons du soleil.

Quant à ces messieurs de la direction dans leurs beaux bureaux, ils se moquent pas mal de nos conditions de travail : les coffres-forts se remplissent, ça leur suffit.

Voilà dans quelles conditions on doit travailler au siècle de l'ordinateur.

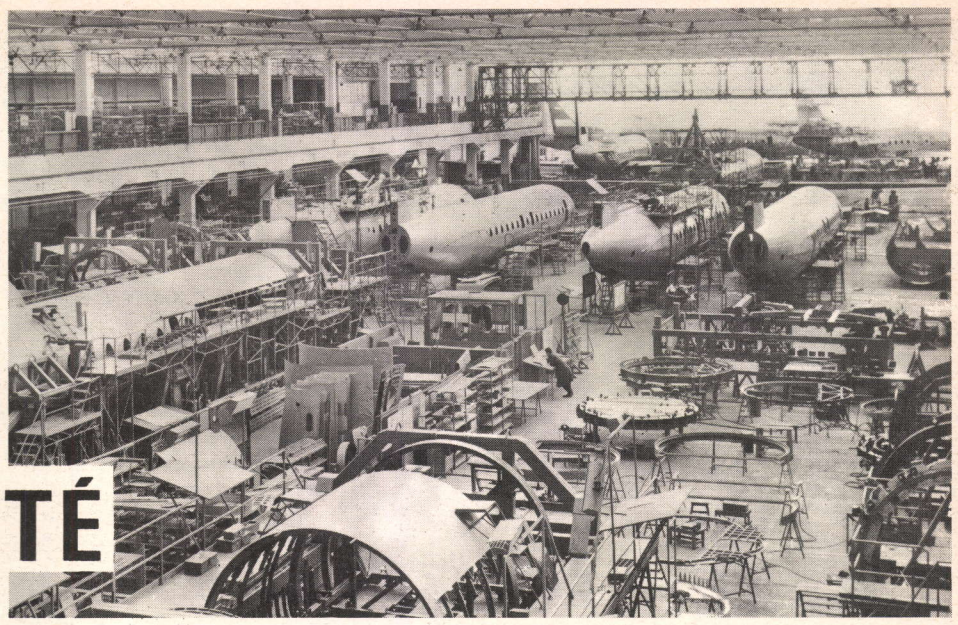
Correspondant L.O.

Photo L.O.

dans les entreprises

S.N.I.A.S (Sud-Aviation - Toulouse) :

DÉBRAYAGES AUTOUR DE L'ACCORD SOCIÉTÉ



(Photo U.P.I.)

DU fait du renouvellement de l'accord société, la S.N.I.A.S. de Toulouse a connu, ces temps-ci, une certaine agitation. La direction avait fait connaître ses positions dès le mois de juin dernier : salaire plancher à 900 F mensuels, blocage des salaires jusqu'à ce que l'indice des 259 articles accuse une augmentation de 6 % et enfin assurance donnée par les syndicats qu'ils ne remettraient pas en cause l'accord pendant... 27 mois.

La position des syndicats

A cette dernière clause, la réaction des syndicats fut de proposer à la direction que le contrat ne soit valable qu'un an. La direction proposa alors 15 mois. Quant au reste, la C.G.T. déclara qu'elle était pour « la réalisation d'un accord société valable, afin que nous n'ayons plus honte de nos salaires ». La C.F.D.T. affirme, elle, « qu'elle veut bien signer un accord mais un accord sérieux qui fasse progresser la condition ouvrière au lieu de la faire stagner ». Enfin, F.O. voulait changer quelques mots de l'accord pour qu'il soit ainsi acceptable : ainsi on proposait, par exemple, de remplacer le terme « recourir » par « susciter ».

Le 3 septembre a lieu une grande présentation de la « Caravelle 12 » devant les compagnies aériennes, toutes les huiles de la région et en présence d'un ministre. La C.G.T. accepte tout d'abord l'invitation du directeur, mais devant l'accueil hostile des travailleurs, elle organise avec la C.F.D.T. et F.O. un débrayage et une manifestation le jour de la présentation. 2.000 ouvriers y participent et l'ambiance est assez bonne.

Après cela, les discussions reprennent leur train-train. Les travailleurs sont informés de temps en temps que sur tel point la direction a « reculé ». Par contre, rien n'est toujours dit sur les clauses limitant le droit de grève.

Face à la direction, les syndicats vont présenter une « plate-forme commune minimale ». En réalité, sous le prétexte de « l'unité syndicale », il s'agit ni plus ni moins que d'un alignement des positions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. sur celles de F.O. qui sont les plus en retrait.

Voici ces propositions :

PLATE-FORME
DES SYNDICATS

Salaire plancher : 920 F.
2 % d'augmentation par an.
Augmentation des salaires basée sur la moyenne des indices I.N.S.E.E., U.N.A.F., syndicats.
Prime d'ancienneté :
16 % au 1-10-70.
17 % au 1-171.

POSITIONS
DE LA DIRECTION

Salaire plancher : 900 F.
2 % d'augmentation par an mais individuelle.
L'indice I.N.S.E.E.
Augmentation des salaires basée sur prime d'ancienneté :
16 % au 1-12-70.
17 % au 1-4-71.

Notons, en passant, que la majorité des travailleurs de l'ex-Sud-Aviation touchent plus de 920 F par mois.

Ces propositions sont loin de soulever l'enthousiasme et l'ambiance dans l'usine est au mécontentement contre la direction qui a bien l'air de se moquer du monde. Ce mécontentement va augmenter à l'annonce de la décision prise par le chef du personnel de demander le licenciement d'un délégué syndical C.F.D.T.

Le débrayage organisé pour protester contre cette décision est suivi par plus de 95 % du personnel dans les trois usines. Ce délégué syndical sera d'ailleurs réintégré huit jours après.

Grèves tournantes à répétition

A partir de la mi-septembre vont se succéder grèves tournantes sur grèves tournantes afin « d'obtenir une amélioration du contrat ».

Ces mouvements sont dans l'ensemble suivis dans une proportion de 60% à 70%. Ils sont accompagnés quelquefois d'une visite des mensuels dans les ateliers et réciproquement. Bien que très limité dans le temps, le passage des mensuels dans les ateliers a été fort apprécié des ouvriers car cela ne s'était jamais vu auparavant. D'autre part, dans les ateliers les plus combatifs, on entend régulièrement le bruit du « tam-tam ». Il s'agit du bruitage organisé par les travailleurs en frappant simplement des plaques de fer l'une contre l'autre.

Cela fait un bruit d'enfer et cela plaît beaucoup aux travailleurs. Mais contrairement à ce que prétendent les responsables syndicaux, il ne semble pas que la gêne causée à la direction soit un moyen particulièrement efficace de la faire plier.

L'alternative de F.O.

Lundi 12 octobre, F.O. qui s'était désolidarisée de la plate-forme commune, « consulte » le personnel : soit « on » signe, soit « on » fait grève illimitée !

Cette initiative a reçu l'accueil qu'elle méritait : elle a bien fait rire.

Ce même lundi, la C.G.C. signe le contrat en déclarant : « il vaut mieux un mini contrat que pas de contrat du tout ».

Quant à la C.G.T. et à la C.F.D.T., elles continuent les débrayages tournants. Et les travailleurs suivent massivement ces formes d'action, non qu'ils soient particulièrement satisfaits des propositions syndicales, mais parce qu'ils peuvent, par ce biais, exprimer leur mécontentement.

Correspondant L.O.

SNECMA (HISPANO - Bois-Colombes) :

LA DIRECTION FRAPPE DES TRAVAILLEURS MAOISTES

(Photo L.O.)

LA direction de la SNECMA a décidé de se débarrasser des éléments indésirables — gauchistes pro-chinois — de l'usine Hispano de Bois-Colombes.

Elle a donc commencé par deux camarades d'atelier connus pour leurs idées révolutionnaires et leur dynamisme. Ces deux jeunes travaillaient dans les ateliers les plus durs de l'usine quant aux conditions de travail. Ces deux ateliers — 8 et 77 — sont sales, les machines s'entassent les unes contre les autres, et les travailleurs baignent dans l'huile. Les cadences sont sans doute les plus pénibles de l'usine et aucun ouvrier n'arrive à faire les temps imposés. Régulièrement les avertissements dégringolent et voilà déjà plus d'un an, un autre jeune travailleur « gauchiste » de l'atelier 77 avait été mis à pied puis licencié pour « retard dans le travail ».

Et la direction recommence son petit jeu. Elle avertissait à 4 heures de l'après-midi nos camarades qu'ils étaient licenciés et qu'ils ne pourraient en aucun cas se représenter à l'usine le lendemain matin, vendredi. Motif : absences non justifiées et retard dans le travail.

Aussitôt l'équipe du soir débrayait en signe de protestation. Chaque travailleur de ces ateliers se sentant directement menacé car les motifs invoqués étaient tout aussi valables pour eux. Ils se sont retrouvés à une vingtaine devant la porte du chef du personnel, dans la cour. Le chef du personnel, invisible, s'était fait remplacer par le chef de l'embauche. La direction ne changeait pas d'avis.

Le lendemain les deux licenciés sont revenus à l'atelier. Les délégués C.G.T. étaient déjà à pied d'œuvre auprès des ouvriers de l'équipe du matin, les informant de ce qui venait de se passer la veille mais jouant leur va-tout pour les empêcher de débrayer. Motif : les deux jeunes gauchistes étaient, à leurs yeux, indéfendables, à cause de leurs absences répétées. La déléguée CFDT elle-même « gauchiste » soutenue par les jeunes de ces ateliers est intervenue pour rappeler à la C.G.T. que son rôle était de défendre des travailleurs attaqués par les patrons et non de reprendre les arguments de ceux-ci en faisant un véritable procès des deux ouvriers licenciés devant leurs camarades de travail. Finalement un petit nombre de travailleurs de l'équipe du matin débraya malgré tout, mais la confusion régnait. Ils se retrouvèrent une nouvelle fois devant la porte du chef du personnel. Pendant un bon quart d'heure, la C.G.T., à haute et très intelligible voix, accabla tant et plus les deux jeunes gauchistes. La direction, ne prit pas la peine de recevoir la délégation syndicale car elle savait de toute manière que le poids mort de la C.G.T. lui assurait l'impunité.

Le soir même les camarades licenciés quittaient définitivement l'usine. Une semaine plus tard, un autre travailleur recevait un nouvel avertissement pour retard dans le travail. Pour lui, comme pour tous, la C.G.T. n'est pas intervenue...

***

Après le licenciement des deux maoïstes des ateliers 8 et 77, la direction ne s'arrêta pas là. Un travailleur africain du 8 a reçu un avertissement à cause de son retard dans le travail. Il n'arrivait pas à suivre la cadence.

Forts de l'expérience du licenciement de la semaine précédente, ses camarades de travail décidèrent à l'unanimité de ne plus rendre les bons de travail tant que l'avertissement ne serait pas enlevé et que les conditions de travail ne seraient pas améliorées. Ils réclamaient l'embauche d'un manœuvre pour aller chercher les montages que jusqu'alors ils devaient aller chercher eux-mêmes, ils réclamaient le paiement des heures coulées à cause des cadences trop accélérées.

Le blocage des bons a duré une semaine. Au bout de cette semaine, la direction a lâché du lest. Elle accordait à tous le paiement des heures perdues et l'embauche d'un manœuvre. Elle ne cédait pas sur un point : l'avertissement, car, disait-elle, ce travailleur avait lui-même reconnu ses torts en signant son avertissement.

Le mouvement s'est arrêté là mais gageons qu'à l'avenir, pas un seul travailleur de cet atelier ne signera plus quoi que ce soit à la direction. Il est à noter toutefois que pendant tout ce mouvement, la C.G.T. a encore une fois fait de son mieux pour arrêter le blocage des bons. Sans succès cette fois. L'atelier 8 a tenu bon.

Correspondant L.O.

Une revendication populaire : augmentation uniforme pour tous

A INTERTECHNIQUE (Plaisir - Yvelines) :

SÉRIE DE DÉBRAYAGES POUR 150 F POUR TOUS

LA société Intertechnique est spécialisée dans la fabrication du matériel de mesure pour le C.E.A. (énergie nucléaire), pour le domaine spatial (satellites) ou aéronautique.

Une partie du personnel se trouve à Plaisir (Yvelines) — soit environ un millier de personnes — et une autre partie — une centaine de travailleurs — à Maurepas à l'atelier mécanique.

Dès la rentrée des réunions ont eu lieu à l'initiative de la C.G.T. dans toute l'entreprise. Au départ c'est à l'Oxygène, un secteur où la C.G.T. est très implantée, qu'eut lieu la première réunion et que fut retenue la revendication de 150 F pour tous.

A la suite de cette réunion dans la plupart des autres ateliers de l'entreprise, la revendication de 150 F fut adoptée.

Par ailleurs on a choisi d'autres revendications :

— 1.100 F minimum sur la base de 40 heures,

— retour progressif aux 40 heures (actuellement nous faisons 43 h 25).

Notons que les travailleurs ont établi eux-mêmes leurs cahiers de revendications dans l'entreprise, ce qui est nouveau pour Intertechnique.

Dès le lendemain, la direction ayant annoncé qu'elle nous accordait 2 % d'augmentation, une centaine de dessinateurs et d'agents techniques (90 % de leur secteur) se retrouvèrent sur le parking pour une demi-heure.

C'était la première fois que ce secteur débrayait.

A la suite de cette sortie la C.G.T. insista pour que les autres secteurs suivent le mouvement. La grève était alors suivie à peu près par 1/3 du personnel dont la totalité des secteurs de fabrication et l'optimisme régnait chez les grévistes.

Les sorties sur le parking durèrent plus de 15 jours à raison d'une demi-heure par jour mais, peu à peu, la participation diminua. Le ton monta alors chez ceux qui restaient en grève et des travailleurs proposèrent, pour s'abriter du mauvais temps, de se réfugier dans le couloir du patron pendant que les délégués discuteraient avec lui.

Ce qui fut fait et l'adjoint du patron se retrouva devant une douzaine de câbleuses ; il se fit même huer lorsqu'il leur dit sans rougir que tout le monde faisait des sacrifices, même lui !...

Le lendemain les ouvriers de Maurepas vinrent à près de 80 à Plaisir et participèrent à un défilé dans les couloirs de l'entreprise.

Chez les grévistes l'ambiance était bonne mais personne ne se faisait plus d'illusions sur les perspectives du mouvement.

Dès le lundi suivant la retombée s'amorçait. Et le mardi, la reprise était votée par la centaine de travailleurs sortis. Seule une quinzaine voulait alors continuer.

Le résultat tangible de la grève a été la fixation du salaire minimum brut à 1.100 F et 2 % d'augmentation pour tout le monde.

Ceci dit l'atmosphère dans l'entreprise n'est pourtant pas à la démoralisation. Chacun s'est bien rendu compte qu'il ne s'agissait là que d'une escarmouche et que, pour avoir plus, il faudra faire plus.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

AU LYCÉE TECHNIQUE DE GENNEVILLIERS

La C.G.T. s'oppose aux grévistes

LES agents de service de la cité scolaire Edouard-Vaillant (Gennevilliers), ont débrayé les 5 et 6 octobre pour protester contre l'insuffisance de personnel.

Actuellement ils sont 15 agents pour recevoir 1.400 élèves dont 760 demi-pensionnaires, alors que selon les normes en vigueur — pourtant calculées « juste » — la situation présente nécessiterait au moins 22 agents de service.

Ces agents sont les premiers à arriver au lycée le matin et les derniers à en repartir. Ils doivent assurer l'entretien des bâtiments, le nettoyage des salles, le chauffage et le service de la cantine, pour les salaires les plus bas de tout le personnel du lycée.

Depuis le mois de juin ils ont demandé au rectorat la nomination des 7 agents manquants. Devant le refus du rectorat, ils se sont mis en grève.

Aussitôt la section S.N.E.S. du lycée et le personnel de l'Intendance se mirent en grève pour appuyer l'action du personnel de service, jusqu'à l'obtention d'un nombre d'agents suffisant.

Les élèves du lycée technique et du C.E.T. décidèrent peu après de se joindre à la grève, estimant que leurs problèmes ont un rapport avec ceux des agents de service et leur manifestant ainsi leur solidarité.

Opposition du syndicat

Mais à côté de cela on put constater la passivité de l'Association des parents d'élèves et l'attitude conciliatrice de la C.G.T. et de militants du P.C.F.

Sachant que le rectorat n'a jamais rien accordé de bon gré, les agents de service, syndiqués C.G.T. pour la plupart, ont voté la grève malgré l'avis de la direction syndicale. Ces travailleurs qui se battaient pour améliorer leurs conditions de travail se sont fait traiter de « gauchistes » par ceux qui auraient dû les aider de toutes leurs forces !

La grève dut s'arrêter faute de soutien. Indignés, un groupe de professeurs et d'élèves fit sortir le lendemain un tract signé : « Quand c'est insupportable, on ne supporte plus », qui dénonçait vigoureusement l'absence de soutien du syndicat.

Cette fois une réaction énergique ne se fit pas attendre : un tract S.N.E.T.P. C.G.T. vite fait, traita les mécontents de « gauchistes et d'aventuriers » et les accusa de chercher à « créer le chaos sans lequel ils n'ont pas de raison d'être », et se terminait par... un bulletin d'adhésion à la C.G.T. Sans commentaire.

Correspondant L.O.

Aux Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne

UNE REVENDICATION DE 100 F POUR TOUS REFUSEE PAR LA DIRECTION... DE LA C.G.T.

AUX Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, les ouvriers ne se sont pas laissés impressionner par les remontrances de Lancry, secrétaire du « groupe journaux » du Syndicat général du Livre, qui avait refusé de soutenir la revendication de 100 F pour tous votée par l'équipe de Bobigny et accueillie favorablement par la majorité des ouvriers des N.M.P.P. (voir L.O. n° 112).

En effet, après son discours ce fut au tour des travailleurs de Villette-Jour d'organiser spontanément une réunion à la cantine et de voter à l'unanimité la revendication des 100 F. Mieux, dans cette équipe, l'ambiance était si bonne, le moral si élevé que pendant une semaine les cadences furent réduites à tel point que les journaux s'entassaient sur les chariots et que les trains partaient en retard, incomplètement chargés. Les chefs écumaient de fureur en regardant les ouvriers compter les journaux exemplaire par exemplaire, alors que ceux-ci sont envoyés des imprimeries par paquets de 50 ou de 100. Et les chefs de s'agiter beaucoup pour essayer de déblayer les tas de papier à traiter qui s'entassaient à droite ou à gauche, ce qui, bien sûr, ne manqua pas d'ajouter de la bonne humeur à l'ambiance surchauffée qui régnait dans l'équipe.

Les ouvriers des équipes de Bobigny et de Villette-Jour, surtout, arrêtèrent plusieurs fois le travail (dans cette dernière équipe, chaque jour, durant une semaine), pour discuter des problèmes revendicatifs. Depuis mai 68, à Villette-Jour, jamais l'unité entre les travailleurs ne fut aussi grande et le moral aussi bon : chacun avait son mot à dire, sa critique à formuler, certains montant sur les comptoirs pour mieux se faire entendre.

Et pendant toute la durée du mouvement, même les heures supplémentaires, toujours très nombreuses dans cette équipe, n'eurent plus cours.

Devant cette poussée de la base, le Conseil technique C.G.T. des Messageries décidait d'adopter la revendication des 100 F pour tous.

LA DIRECTION DU SYNDICAT CONTRE LA REVENDICATION UNIFORME

C'est alors que les dirigeants C.G.T. réunissaient à nouveau les travailleurs sur leur lieu de travail les 14 et 15 octobre pour annoncer que le Comité Inter (comité regroupant les dirigeants des syndicats parisiens C.G.T. du Livre) avait refusé de prendre en considération la revendication des 100 F pour tous. En échange, il proposait que les travailleurs se prononcent sur 3,5% d'augmentation proposés par la « Presse Parisienne » (groupement des patrons de la presse et des N.M.P.P.). Certaines de ces réunions furent particulièrement houleuses. Des ouvriers déchirèrent leur carte syndicale, d'autres, surtout à Bobigny, refusèrent ensuite de payer leur timbre syndical, déclarant aux collecteurs qu'ils feraient ainsi une économie de 100 F par an !

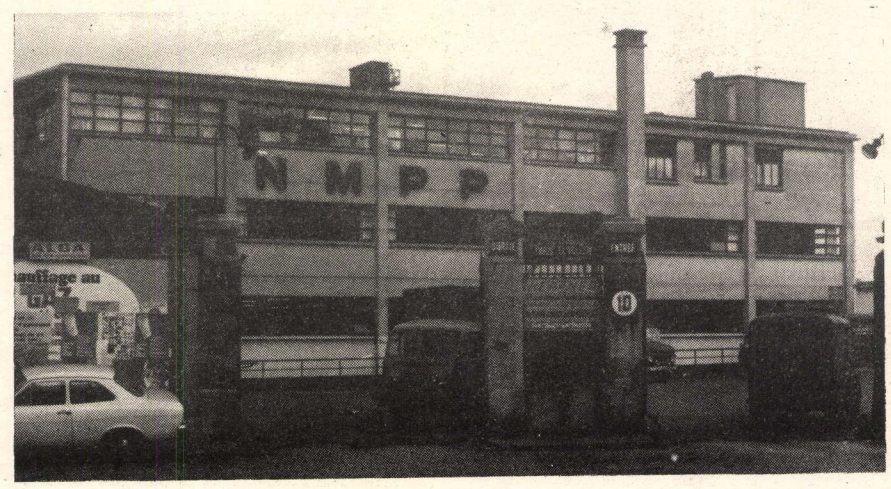
Pour prétexter leur refus d'une augmentation uniforme, les bureaucrates syndicaux argumentèrent sur le fait que seuls les ouvriers des N.M.P.P. avaient décidé celle-ci et, qu'étant minoritaires au sein de la profession, il n'était pas possible de leur accorder satisfaction. Des commis-voyageurs de la direction n'auraient pas dit mieux !

Ce que voulaient avant tout les travailleurs des N.M.P.P., c'était une augmentation non-hiérarchisée qui ainsi ne pénalise pas les petits salaires par rapport aux salaires élevés. Alors qu'ils étaient unis et déterminés à se battre pour l'obtenir, ils se retrouvent maintenant pour la plupart, découragés et même écœurés.

Et comme la direction ne s'y est pas trompée, elle a profité de ce découragement pour prendre des sanctions. Deux militants syndicaux se sont ainsi vu infliger l'un, une mise à pied, l'autre, un dernier avertissement.

Qu'en pensent les bureaucrates de la C.G.T. ?

Correspondant L.O.

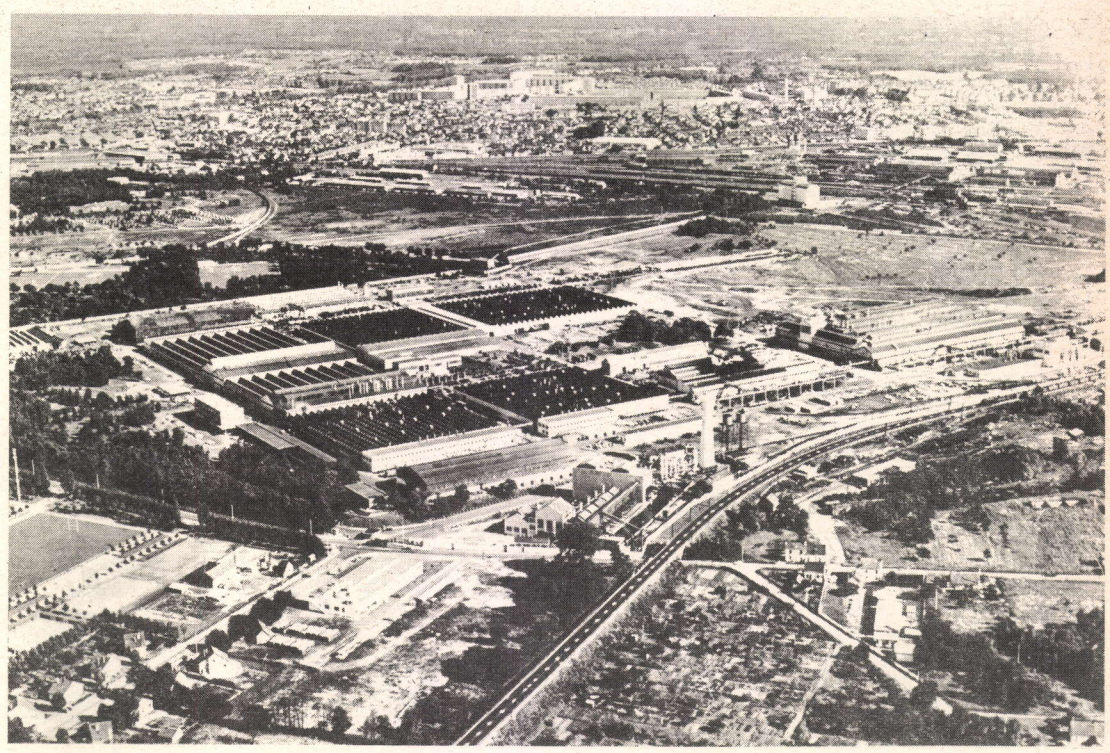


(Photo L.O.)

dans les entreprises

RENAULT :

La mévente des tracteurs agricoles pose des problèmes à M. Dreyfus



DANS une « information au personnel », Dreyfus, P.D.G. de la Régie Renault, a communiqué un résumé de l'exposé qu'il a fait devant le Comité Central d'Entreprise le 16 octobre 1970, concernant la mauvaise situation de la Division du Matériel Agricole.

M. Dreyfus explique qu'il y a une diminution des ventes qui est d'ailleurs ressentie également chez les autres constructeurs de tracteurs agricoles.

La conclusion c'est que la Régie a dû réduire sa production de 85 ou 90 tracteurs par jour à 72, puis à 63 et qu'il faut la réduire à nouveau.

Réduction d'horaire

Au mois de septembre la Régie a muté, au Mans, 200 travailleurs du secteur agricole vers celui de l'automobile. Et maintenat le P.D.G. de la R.N.U.R. envisage de réduire les horaires des travailleurs du secteur agricole d'une journée par semaine, pendant plusieurs mois.

Pour justifier sa décision, Dreyfus relate que les autres constructeurs de tracteurs en France ont dû déjà réduire leurs horaires.

Les travailleurs touchés par la réduction d'horaire chez Renault (l'horaire étant probablement ramené à 36 h) verront la perte de salaire compensée à 50 pour cent par le « fonds de régularisation des ressources ».

Ce n'est bien sûr pas une catastrophe. Mais s'il est appréciable de voir son horaire réduit de 9 h par semaine, il est beaucoup moins agréable de voir son salaire amputé de 10 pour cent environ, précisément au moment où tout augmente.

Ceci dit que signifie cette baisse d'activité d'un secteur pourtant fort utile ?

La production de tracteurs agricoles est à bout de souffle par manque de clients *solvables* et non par manque de besoins à satisfaire. En France, de nombreux paysans sont loin d'être équipés convenablement, de nombreuses communes rurales auraient bien besoin de tracteurs pour entretenir les routes, débroussailler les chemins, curer les fossés, etc. Quant à l'étranger, il ne manque pas de pays sous-développés où les tracteurs aideraient à réaliser une amélioration économique sensible. Mais dans le monde capitaliste, on ne produit pas pour satisfaire les besoins des hommes mais pour *VENDRE* à ceux qui ont de quoi acheter.

Trois mille tracteurs par an

La Régie Renault exporte plus de 500 000 voitures par an, mais elle n'a vendu que 7 000 tracteurs à l'étranger en 1969 et elle ne compte en vendre que 5 000 en 1970 et 3 000 en 1971.

Après la guerre, la R.N.U.R. a développé son secteur tracteur pour pallier en partie la destruction du parc.

L'usine nationale d'automobiles a redémarré sa production agricole en partant de ses propres fabrications.

C'est ainsi qu'à l'époque, les tracteurs étaient équipés du même moteur que les camions 1 000 kg, 1 500 et 2,5 t. La fabrication du moteur entrait donc dans la production en série avec celle de moteurs d'autres véhicules. Mais ce moteur était un moteur à essence. A un moment, pour « soutenir » la concurrence, il a fallu équiper les tracteurs de moteurs diesel, ce qui fit perdre le bénéfice de la production en grande série.

Pour rester dans la série, il a fallu acheter les moteurs à l'extérieur. A partir de ce moment-là, la fabrication de tracteurs par la Régie, se réduisit à peu près au montage.

Sans compter qu'au fur et à mesure que se développe la technique, le tracteur devient de plus en plus un engin qui doit être capable de recevoir les adaptations les plus variées pour tirer une charrue ou une faucheuse, mais aussi pour servir d'élévateur, de bulldozer, de chasse-neige, de pelleteuse, etc. Le tracteur doit ensuite s'adapter à toute une gamme d'utilisation allant du petit motoculteur au mastodonte des travaux publics en passant par le tracteur vigneron. Et toute cette gamme pour une production inférieure à 100 unités par jour.

Des raisons politiques

Pourquoi dans ces conditions si désavantageuses, une entreprise comme la R.N.U.R. s'accroche-t-elle à la production de tracteurs agricoles ? Elle y est probablement contrainte par deux impératifs politiques.

D'abord, il est fort probable que l'Etat exige de son entreprise nationale qu'elle conserve une part d'activité lui permettant de se reconvertir rapidement en usine d'armement. N'oublions pas que Renault, après l'utilisation des « *taxis de la Marne* » pendant la guerre de 1914-18, fut le premier à s'orienter vers la construction de chars d'assaut.

Ensuite si Renault abandonnait la fabrication des tracteurs agricoles, cela signifierait que toute cette branche d'activité serait réservée à des constructeurs étrangers. Car il n'y a pas de producteurs français de tracteurs agricoles. Et il n'est pas facile à une entreprise nationalisée de céder une partie de ses activités à une entreprise étrangère, ne serait-ce que pour des raisons juridiques et politiques.

Voilà donc les « graves » problèmes qui se posent à Dreyfus.

On ne manque toutefois pas d'être étonné de l'entendre dire qu'il a « *épuisé* » les possibilités de transfert des travailleurs du secteur tracteur vers le secteur automobile, quand, quelques jours auparavant, il a déclaré à la presse, au moment du Salon, que les effectifs de la Régie étaient passés de 76 000 en 1968 à 86 000 en 1969 et à 92 000 en juillet 1970.

Avec une progression aussi rapide des effectifs comment prétendre que la Régie Renault est incapable d'absorber la petite Division du Matériel Agricole ?

H. Vauquelin.

Les élections de délégués à Billancourt

1er collège	Inscrits	Votants	Exprim.	C.G.T.	C.F.D.T.	F.O.	SIR	Abst.
voix 1969	25.431	19.896	19.204	14.116	2.935	1.397	756	5535
%				73,51	15,28	7,27	3,94	
voix 1970	26.397	20.604	19.771	14.897 + 781	2.722 — 213	1.409 + 12	743 — 13	5793 + 258
%				75,35 + 1,84	13,77 — 1.51	7,12 — 0,15	376 — 0,18	
2e collège	Inscrits	Votants	Exprim.	C.G.T.	C.F.D.T.	C.G.C.	F.O.	Abst.
voix 1969	7.414	4.463	4.339	1.645	1.235	1.135	324	2951
%				37,9	26,16	26,46	9,47	
voix 1970	8.064	5.063	4.903	2121	1.207	1.224	351	3001
%				43,26	24,62	24,96	7,16	

LES élections de délégués du personnel à la Régie pour ce qui concerne Billancourt viennent d'avoir lieu, les 15 et 22 octobre respectivement pour les 1er et 2e collèges. Ce qui ressort, essentiellement de ces scrutins, c'est la progression sensible de la CGT, ainsi que la perte d'influence de la CFDT.

Au 1er collège, si FO et le SIR se maintiennent à un niveau très bas, par contre la CFDT perd 213 voix (soit 1,5 %) qui représentent une perte de 7 % de ses électeurs.

La CGT elle, gagne 781 voix (soit 1,84 % des suffrages exprimés) ce qui augmente le nombre de ses électeurs de 5 %. La CGT regagne donc une influence non négligeable au détriment de la CFDT.

Après les événements de mai 1968, l'attitude combative de nombreux militants CFDT avait valu à cette centrale une augmentation d'influence.

Dans l'année écoulée, le gouvernement Chaban a imposé aux travailleurs les sacrifices de sa dévaluation. Aucun syndicat n'a tenté de mener une lutte conséquente contre cette atteinte au niveau de vie de la classe ouvrière. Dans de telles conditions, c'est forcément l'organisation la plus implantée localement qui est apparue comme la plus proche des travailleurs, parce que seule capable de fournir des militants dans chaque secteur où se déroule une action.

Au second collège, où les abstentions sont de l'ordre de 40 % des inscrits, la CFDT perd légèrement plus qu'au 1er collège, ceci semble être le contrecoup des élections du 1er collège, mais surtout le résultat, d'une part de la politique anti-hiérarchie de la CFDT qui, certes, n'a pas plus à nombre de cadres et agents de maîtrise, d'autre part de la politique, très nettement favorable à la hiérarchie prônée par la CGT et la CGC.

Mais si, dans les élections professionnelles, chez Renault, les travailleurs préfèrent voter pour l'organisation la plus forte localement, ils ne peuvent ni compter sur la CGT ni sur la CFDT pour mener les luttes importantes. Là, ils ne devront de toute façon ne compter que sur eux-mêmes. mes.

Corespondant L.O.

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(6)

RESUME

L'action de ce roman se déroule en novembre 1918, dans une petite ville d'Allemagne. L'empereur Guillaume II vient d'abdiquer et de s'enfuir. Le héros, jeune étudiant issu d'un milieu bourgeois discute avec les soldats en faction à la gare. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, alors que la ville entière l'ignore encore. Pour les soldats, c'est la fin de la boucherie, c'est la paix tant souhaitée, c'est-à-dire le retour prochain dans leur foyer. Pour le jeune lycéen, influencé par les idées socialistes de son précepteur, Adalbert König, c'est le début d'une période exaltante dont il ne comprend pas bien le sens.

Le lendemain, en ville, les esprits sont en effervescence. La foule se rassemble devant la mairie, en attente. Les discours commencent. Tout d'abord intervient l'avocat Hoffmann, vieux politicien social-démocrate qui, durant toute la guerre, a été partisan de l'union sacrée autour de l'empereur, et qui aujourd'hui annonce, avec un soupçon d'inquiétude, l'avènement de la République allemande ; la République des ouvriers, des bourgeois et des paysans, tient-il à préciser. A sa suite, Adalbert König, militant socialiste révolutionnaire s'adresse à l'assistance. Passionnément il explique que la fin de la guerre, ce n'est pas la fin de la misère, car ce n'est pas la fin de l'exploitation capitaliste. Il conclue son intervention par un vibrant appel au prolétariat pour qu'il s'empare du pouvoir, en instaurant sa dictature.

Immédiatement, un Conseil d'ouvriers et de soldats se constitue. Dans la ville, une lutte sourde s'engage entre les éléments bourgeois et petits-bourgeois de la population d'une part et les ouvriers de l'autre.

J'avais suivi attentivement les discours de ces petits-bourgeois parce qu'ils me rappelaient des lettres que depuis environ une année mon père nous envoyait du front.

Là-bas aussi on usait des mêmes arguments, là-bas aussi on adjurait continuellement le prolétariat de prendre sa part de responsabilités dans les affaires du gouvernement, à peu près comme on invite un étranger à une partie de cartes pour pouvoir continuer le jeu.

Quand il m'arrivait de parler de ces lettres à Adalbert König, celui-ci entrait toujours en fureur et déclarait que l'échec de la Révolution et la mort du socialisme seraient causés par cette idéologie libérale de la petite bourgeoisie. Quant à lui, disait-il, il préférerait de beaucoup, si la nécessité l'y contraignait, pactiser avec des conservateurs de bonne souche ou des soldats du front, plutôt qu'avec ces misérables dont le gain est l'idéal et l'âme un bourbier.

« Le système est encore à renverser, déclarait Adalbert König, mais pas la monarchie : le système capitaliste, mon cher, qui s'engraisse au détriment du plus grand nombre des hommes et de leurs meilleures qualités. Il ne s'agit pas seulement d'abolir cette guerre, mais bien de rendre impossible une fois pour toutes une paix comme celle qui fut la cause première de cette guerre. Si par une révolution nous restons à moitié chemin, par exemple, en adoptant les institutions des Etats occidentaux, sans anéantir le système capitaliste, cet Etat tombera entre les mains des marchands, puis c'est nous qui consoliderons la domination des classes les plus corrompues, je veux dire cette catégorie de gens qui ne produisent pas, mais qui trafiquent. La tâche historique de la classe ouvrière est de s'assurer des moyens de production pour éliminer tout gain particulier ; la tâche éthique de la classe ouvrière est de former une société humaine dans laquelle les conditions économiques soient les mêmes pour tous, afin que les qualités de chacun ne soient pas étouffées sous le poids des obstacles de nature économique et qu'un être humain ne se voie pas obligé de passer son existence à se procurer continuellement les objets de première nécessité, pour en arriver à l'idée qu'il ne vit que pour ne pas mourir. Mais si l'Etat tombe entre les mains des marchands qui vous soutiennent que le vrai sens de la vie, c'est de gagner de l'argent, argent qu'ils retirent d'un renchérissement imposé de force, d'une fausse répartition des moyens de production, en faisant du gain une espèce de morale, ce n'est pas à une civilisation qu'on arrive, ce n'est pas non plus à la liberté, mais à la guerre ; c'est une torture infligée à des êtres humains dans leurs sentiments les meilleurs et les plus naturels, c'est la haine des classes et surtout c'est le détachement de l'individu de ce qui constitue les principes mêmes de la vie, principes que moi, qui ai toujours fait profession de haine, je serais presque tenté de désigner par les noms assez invraisemblables dans ma bouche d'amour et de fraternité. »

Ce passage provenait d'une lettre qu'Adalbert König m'avait écrite quelques semaines auparavant en réponse à cette question que je lui avais posée : pourquoi il haïssait tant les hommes ? Car c'était alors une époque où Adalbert König n'avait pour la plus grande partie de ceux qui lui parlaient qu'une ironie dédaigneuse à peine voilée. Alors il cachait son vrai visage sous un masque grimaçant, dès qu'il s'apercevait qu'un homme discourait de la victoire finale comme les journaux qu'il lisait, ou il oignait sa voix de moquerie en parlant des hommes célèbres dont le portrait était répandu à l'aide de cartes postales et de petits jeux de société pour gamins de dix ans.

Il discutait souvent avec ma mère, qui s'était réfugiée dans les hautes sphères de la littérature, sur la question de savoir si la foi de l'individu, du fait qu'il passe à l'acte révolutionnaire, est capable de modifier la structure de la société, se voit condamné à la résignation individuelle. Sa thèse — et avec quelle passion il la soutenait — était la suivante : « Toutes nos pensées sont vouées à la stérilité, tant qu'elles ne se traduisent pas par des actes ».

C'est aussi pourquoi il désapprouvait toute activité littéraire qui s'exerçait sans la ferme résolution d'aboutir à la transformation d'un état de choses. Il détestait les écrivains qui n'empruntaient pas à la situation économique les traits caractéristiques de leurs personnages ; car il se plaçait à cet étrange point de vue qu'aujourd'hui le caractère d'un homme était modelé par sa profession et non par ses qualités. Dans l'avenir il en serait encore bien plus ainsi. « Considérez, disait-il, ces militaires ; la plupart sont certainement de braves gens à qui l'idée de commettre une friponnerie ne viendrait même pas ; mais il y a leur profession qui les contraint à la propagation de l'assassinat. Considérez encore ces commerçants... à coup sûr il n'y en a pas un parmi eux, ou ce serait l'exception, qui aurait le courage de dérober un morceau de pain à son voisin... mais il appartient à leur profession d'augmenter les prix de tout objet fabriqué, en ne le faisant parvenir qu'après mille détours, à celui qui en a besoin. Ces détours prennent dans leur jargon le nom de travail, et l'enchérissement, celui de situation économique. C'est par ces détours que se forme le caractère de ces commerçants ; pour eux le gain devient chose légale, le code de leur friponnerie se transforme en un code d'honneur de la société. Vous êtes bien convaincus, n'est-ce pas ? que nous sommes partis en guerre pour l'honneur et la liberté de la nation... ; mais ne vous êtes-vous jamais demandé ce qu'il pouvait y avoir derrière cet honneur et cette liberté ? Les rivalités, les luttes entre concurrents du mercantilisme, la répartition des gains réalisés. *Le caractère national d'un marchand est toujours subordonné aux chances économiques que lui offre sa nation.* Aujourd'hui que la situation militaire de l'Allemagne est désespérée, ce sont les commerçants qui, les premiers, demandent à grands cris une paix basée sur une entente entre les peuples, parce qu'ils sentent leurs intérêts menacés, tout comme il y a quelques années ils proclamaient qu'on ne signerait qu'une paix victorieuse, parce qu'ils pouvaient compter sur les qualités militaires de l'armée pour abattre la concurrence étrangère. C'est ainsi que se forment les caractères des individus, d'après leurs buts économiques, et l'homme qu'hier encore nous acclamions comme patriote parce qu'il exigeait l'écrasement de l'ennemi, ne saurait plus nous donner le change aujourd'hui qu'il se mue en pacifiste et demande au nom de l'humanité la cessation de la guerre. Il serait plus honnête qu'il nous dît, au nom de son commerce : « *Les caractères changent suivant les conjonctures économiques* ».

Ma mère n'avait que peu de choses à opposer à l'argumentation d'Adalbert König. Elle détestait les marchands autant qu'il les détestait et moi-même, je les classais aussi dans la catégorie où j'avais lu que les mettait Platon. Mais ma mère soutenait que l'élément économique n'était pas décisif, que beaucoup d'êtres pauvres de biens, n'en disposaient pas moins d'une grande richesse morale, que cela ne dépendait que de l'individu lui-même et non pas des conditions de son existence, qu'en dépit de leur situation économique, les hommes avaient toujours la possibilité de réaliser en eux-mêmes un idéal de liberté.

— Songez, disait ma mère en souriant, que, depuis un an, je vis sur les rives de la Méditerranée dans un état de tristesse sublime pour les amours sublimes de Diotima et d'Hypérion, que jamais l'idée ne me serait venue de me trouver réellement sur ces rivages, car je vis là-bas en pensée d'une manière plus élevée que par ma seule présence physique : je vis dans les régions supérieures de l'esprit... Si je partais pour l'Hellespont avec mes bagages, y verrais-je autre chose qu'un paysage ? Et pensez-vous vraiment que la situation de l'homme s'améliorerait du simple fait d'une égalité sociale ? Croyez-vous qu'Hypérion eût été plus heureux si ses richesses lui avaient permis de rivaliser avec le juif cossu qui prétendait à la main de sa bien-aimée ? Oseriez-vous concevoir la pensée de tenir le destin en suspens au moyen d'un petit calcul d'arithmétique. Jamais les rapports entre les mortels ne se régleront par une justice économique ; tout en nous s'oppose à l'égalité et à la normalité. Nous avons besoin d'abîmes sociaux pour nous rendre compte des altitudes auxquelles une vie atteint parfois ; en présence de certaines existences magnifiques qui enflamment toujours à nouveau notre imagination et font tressaillir nos cœurs, les victimes de l'injustice sociale ne comptent pour ainsi dire pas. Ce qui importe le plus, ce n'est pas tant de protéger les faibles que de donner plus de force aux forts. Il n'importe pas tant de supprimer le malheur pour le remplacer par un misérable confort, que d'approfondir les sublimes pensées de l'humanité, sans trop se soucier des petites misères des petites gens. La justice pour laquelle ceux-ci combattent, n'est point une justice, c'est un nivellement de la vie établi d'après une mesure commune, mais au détriment de la nuance productive... la vraie justice pour chacun, c'est de s'en tenir à son propre destin, chacun pour soi tout seul ; il n'est point de destin qui ressemble à un autre. Mais eux, ils croient à un dénominateur commun des destins, ils croient qu'on vient en aide à chacun en particulier, quand on vient en aide à tous...

Adalbert König avait fait de cet entretien qui s'était déroulé un dimanche après-midi sous le noyer de la cour, le sujet de nombreuses discussions avec moi. A l'issue de chacune de nos répétitions de grec, il m'exposait, en l'étayant d'impressionnants exemples, la structure de la société capitaliste ; il me faisait observer que des pensées telles que celles de ma mère ne pouvaient absolument point germer dans l'esprit d'un homme constamment aux prises avec les difficultés de l'existence... qu'il ne pouvait du reste être question d'une individualisation de l'homme avant que sa vie n'eût trouvé une base économiquement stable ; que le destin de chaque individu ne commençait qu'avec l'établissement des conditions économiques et que quiconque possédait assez pour pouvoir y réfléchir sans être gêné dans sa situation matérielle par la perte de temps résultant de ses réflexions, appartenait à la classe possédante qui ne vit précisément que parce que le gros de l'humanité est dans l'impossibilité de réfléchir. S'il en allait autrement, l'homme qui veut réfléchir mourrait de faim.

Cette société, la sienne, pour laquelle il combat, c'est une société qui n'a point de classes. Ce qui veut dire, une société dans laquelle chacun possède assez pour satisfaire ses besoins. Evidemment il subsisterait des différences entre les besoins, mais du moins n'y aurait-il plus cette différence, qu'un individu qui devrait gagner peu parce qu'il est peu, puisse en gagner beaucoup, comme cela se produit dans le régime capitaliste dont l'idée fondamentale n'est pas la qualité de l'individu, mais sa capacité à duper ou à exploiter la collectivité.

— Nous avons le devoir, s'écriait souvent Adalbert König, d'égaliser enfin pour tous les chances que présente l'existence... c'est alors seulement que

FEUILLETON

nous pourrons éprouver où sont les vraies qualités... Il faut que tous les coureurs partent du même point pour qu'on voie quel est celui qui court bien. Mais pour cela, il est nécessaire que nous renversions le système actuel, qu'à la place du gain nous mettions une équitable égalité, qu'au lieu du capital nous mettions la production. Ce que nous voulons, nous autres marxistes, c'est une base économique grâce à laquelle tous les hommes pourront devenir vraiment des hommes ; peu nous importe les nuances qui en résulteront ensuite, pourvu que chacun parte du même point. Ce que nous voulons, c'est que les ressources créées par l'homme dans le cours des millénaires pour le développement de ses organes, soient communes à tous... ; alors seulement on pourra établir une distinction entre ce qui est vrai et ce qui est faux. La société sans classe n'est point une bouillie où tous les grains sont cuits de la même manière... La société sans classe est un bassin à clarification, dans lequel tous doivent passer. Nous ne portons nulle atteinte au travail ni au gain de l'individu... ; nous lui demandons seulement de ne pas utiliser son travail comme un moyen pour dominer ses semblables et les exploiter, et de ne pas réaliser par son gain un bénéfice qui ne profiterait qu'à lui seul.

« Mais, crois-moi, l'humanité... que dis-je ? la société capitaliste est tellement ancrée dans ses idées et dispose de tant d'échappatoires que nous ne pourrons atteindre notre but que par la force, en ruinant les principes dont elle se targue et en en renversant les remparts qu'elle a édifiés. Ce n'est pas pour l'honneur, sois-en sûr, qu'ils ont fait la guerre, mais à la suite des différends suscités par la répartition des ressources économiques... Nous finirons cette guerre, non pas pour obéir à un sentiment de pacifisme auquel nos commerçants d'aujourd'hui ne croient que dans la mesure où ils craignent de perdre leurs fonds sociaux, mais pour avoir reconnu que, grâce à une socialisation des ressources économiques, aucune guerre ne sera plus nécessaire pour s'en assurer la possession, puisque la terre produit plus que ses habitants ne peuvent consommer, et que si sa production ne suffit pas pour tous, c'est parce que quelques-uns s'en attribuent plus qu'il ne leur en faut pour vivre. »

Ce n'était pas la première fois qu'Adalbert König employait ces arguments. Ma mère le traitait d'idéaliste et disait que sa foi en l'humanité était une utopie, qu'il n'y avait point de collectivité humaine à proprement parler et elle le savait bien, elle, mais seulement de fortes individualités ; que jamais jusqu'à ce jour, et jamais non plus dans un avenir quelconque on ne réussirait à faire disparaître du monde l'injustice et l'oppression ; seul l'individu pouvait, en se tenant à l'abri des instincts de la collectivité, être libre et heureux, et si Adalbert König s'imaginait pouvoir intervenir dans le vieux cours des choses en recourant à la violence, ces mêmes choses finiraient un jour par lui briser les reins ; parce que la bassesse et la vénalité de la foule seraient plus fortes que la haute volonté d'un seul homme qui croit que, si tous ses semblables se trouvaient dans une situation meilleure, tous seraient bons.

J'étais pris entre ces colloques qui avaient justement lieu à l'époque de la débâcle du front bulgare, sans pouvoir me prononcer en faveur d'un des deux points de vue. La résignation toute individuelle de ma mère m'attirait aussi peu que la foi inébranlable d'Adalbert König. Tout ce qu'ils disaient me semblait trop absolu, le monde qu'ils se représentaient, beaucoup trop simple, les hommes avec qui ils jonglaient, trop mathématiques et Adalbert König tout le premier, me semblait vivre dans une sorte d'ivresse à base de statistiques. Aussi souvent qu'il m'avait été donné d'observer des adultes, j'avais constaté qu'ils pensaient à la manière dont on fait un calcul, que presque toutes leurs opérations étaient terminées sur le papier, mais que, quand intervenaient les solutions qui renversaient ces calculs et démontraient l'erreur fondamentale de leur pensée scientifique, à savoir que pour faire la preuve de leur calcul ils commençaient par mettre une affirmation à la place d'une hypothèse, ils se posaient aussitôt à eux-mêmes de nouveaux problèmes qui, bien qu'en contradiction avec les précédents, n'en différaient cependant pas quant à la méthode.

Cette façon de penser et de ramener l'existence a des systèmes, me remettait en mémoire l'héroïque audace de ce théorème : on appelle parallèles deux lignes droites qui se rejoignent à l'infini.

Souvent, par un de ces dimanches de juillet 1918 d'une clarté si troublante, je m'installais dans la chambre de Max Frey et tous deux nous nous demandions pourquoi les adultes se livraient à des calculs sur chacun des événements qu'ils sentaient venir, pourquoi ils avaient toujours en réserve une formule pour chaque complication, un sens à donner à chaque fait, une haute signification pour chaque acte, mais comment aussi — nous l'avons vu par les magnifiques calculs dont cette guerre avait fait l'objet — ils avaient été en vérité ballottés par les événements, à chaque instant obligés de refaire leurs calculs, comment leur conception mécanisée de la vie se relâchait de jour en jour et comment les souverains de cette terre, les habiles calculateurs d'événements, s'étaient transformés en un troupeau d'animaux furieux, qui, suivant une loi inconnue d'eux-mêmes, se voyaient précipités les uns contre les autres et dans l'impossibilité d'agir d'après les règles qu'ils s'étaient volontairement données.

— Ils ont dû omettre quelque chose dans leurs « calculs », dit Max Frey, un élément quelconque de force que leur raison n'a pu saisir, et qui peut-être échappe à toute connaissance.

Qu'ils l'ignorent, cela n'est pas toujours un mal, du reste, qui le sait ? mais que, l'ignorant, ils traitent l'existence avec l'insolente désinvolture des profanes, comme si elle pouvait faire l'objet d'un calcul, voilà ce qui lui inspirait, à lui, une haine si farouche contre toute l'espèce, qu'il en avait mal au cœur, rien que de voir quand il mettait la tête à la fenêtre un de ces bipèdes entièrement dépourvus de raison.

Maintenant leur problème, celui qu'ils s'étaient proposé de résoudre grâce à la guerre, se trouvait réduit à néant : les mines de houille, les accès à la mer, la petite place au soleil qui entrait si bien dans leurs calculs, ils n'obtiendraient rien de tout cela, pas même les misérables compensations morales dont ils avaient drapé ces ambitions : l'honneur, la renommée et tout ce qui donnait un si brillant éclat à leur insondable médiocrité. Mais sans perdre une seconde, ils recommencaient à construire de nouveaux systèmes ; ils étudiaient, à l'aide de calculs et suivant une mécanique nouvelle, comment il faudrait s'y prendre encore ; il serait aisé de le constater : bientôt ils tomberaient de leurs anciennes sottises dans de nouvelles ; car ils ne pouvaient se faire à l'idée que les événements étaient plus forts qu'eux, que la nature agissait sans discernement, qu'ils sacrifiaient des masses pour le seul plaisir de sacrifier. Leur cerveau, tout à la mécanique, donnait un sens à chaque chose et voyait dans la nature une demeure qu'il n'y avait qu'à meubler avec intelligence. Quelle audace ! Comme si la nature n'était là que pour eux, comme si elle ne pouvait pas, elle non plus, se consacrer aussi pour des années à d'autres produits que l'espèce humaine, comme si... fi donc ! — il ne s'agissait en tout et pour tout que de l'homme !

Cette argumentation de Max Frey me plaisait, car elle me semblait être plus loyale que les éternels discours que j'entendais sur ces temps prétendus meilleurs qui ne venaient jamais. Cependant, quand je lui demandai ce qu'il fallait faire pour se garder de ces fausses méthodes, il me dit :

— Ne rien croire...

Comme j'eus un haut-le-corps, il ajouta :

— ... Mais admettre tout ce qui est à notre portée, chacun étant libre de peser ensuite le pour et le contre.

L'attitude que je pris me mit à l'abri d'un de ces sombres désespoirs qui se lisaient à cette époque sur les visages des patriotes et même des mécontents. Que m'importait, à moi, que leurs calculs s'écroulent ? Que me faisait leur besoin de nouvelles formes de vie que d'autres experts étaient chargés d'étudier en leur nom ?

Nous avions cru à l'empereur... l'empereur s'était enfui.

Nous avions cru à une juste cause, et derrière cette juste cause, il y avait le monde grimaçant des affaires.

Nous avions cru à la bravoure... la bravoure n'avait servi de rien.

Nous avions cru à l'Etat... l'Etat craquait, s'effondrait.

Nous avions cru à la bonté... Mais la bonté était morte.

Nous avions cru à l'essor de la nation... mais la nation s'était transformée en une troupe de mercantis.

Nous avions cru en Dieu... mais il avait gardé le silence.

Plus rien de ce que les journées d'août avaient éclairé d'un si vif éclat, plus rien de cela n'existait.

Les façades étaient lézardées et derrière se montrait la plus pitoyable misère.

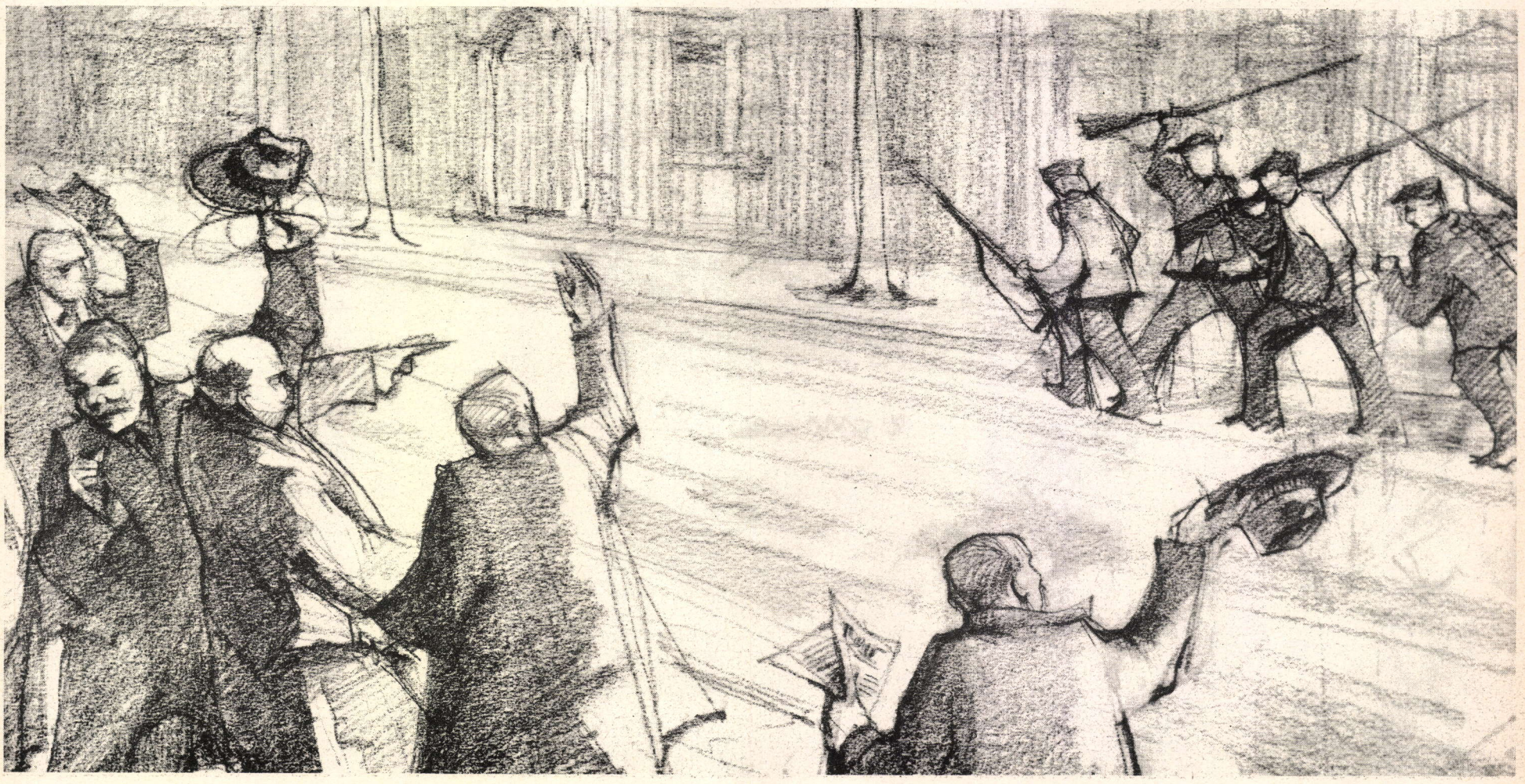
Mais pourquoi marcher sur les traces d'Adalbert König qui, avec un enthousiasme débordant, se donnait la peine d'élever de nouvelles façades ?

A quoi bon la Révolution ?

La méchanceté des hommes serait-elle une qualité propre seulement au capitalisme ? Quelle simplicité de pensée chez cet Adalbert König ! Si les systèmes sont seuls cause de la méchanceté des hommes, pourquoi n'ont-ils donc pas trouvé tout de suite le bon ? Pour quelle raison ce détour ?

Pourquoi est-il donc si difficile d'être bon et si facile d'être mauvais ?

(A suivre.)



A ARMES ÉGALES

SÉGUY contre *CEYRAC*

CETTE confrontation télévisée était très attendue ; le secrétaire de la plus puissante confédération ouvrière et un représentant du patronat français face à face, les forces sociales déterminantes représentées, l'information télévisée s'approchait enfin des réalités. L'intérêt était encore accentué par la présence personnelle de Séguy qui personnifie aux yeux de nombreux travailleurs l'attitude de la C.G.T. en mai 68.

Un défenseur adroit, mais peu convaincant

M. Ceyrac, s'il a la tête de l'emploi, en a aussi l'habileté. Dans un rôle difficile de défenseur du capitalisme, il pratique le plus souvent l'esquive ou la réponse à côté. Et chaque fois qu'il s'agissait de donner une réponse précise à propos des propositions positives du patronat il n'a su que renvoyer Séguy et les téléspectateurs à une fameuse lettre miracle envoyée aux confédérations syndicales mais pas encore arrivée évidemment (mais pourquoi n'en a-t-il donc pas donné lecture). Il s'est généralement contenté pour toute attaque d'arguer que la situation était encore pire en U.R.S.S., voilà qui doit être consolant pour le patronat, mais répond bien peu aux questions posées sur l'exploitation en France.

Son argumentation générale est très simple et affirmée dès le départ dans son film. En substance, le capitalisme est porteur de progrès, les usines sont plus modernes et plus humaines maintenant, les travailleurs vivent mieux. Et les grévistes, non seulement empêchent ceux qui le veulent de travailler, mais menacent l'économie et gênent les usagers. Tout cela pour des raisons politiques alors qu'il serait si facile de discuter. Arguments qui, bien sûr, s'ils ne convainquent pas les travailleurs conscients séduisent une certaine petite bourgeoisie.

Un Séguy combatif...

Séguy bien que gêné au début n'eût guère de mal à river son clou, en quelques occasions au moins, au représentant souriant et patelin du patronat ; à deux ou trois reprises ses questions ou ses répliques ont fait mouche. Ainsi à propos de la liberté du travail, quand Séguy a rappelé dans son film et dans ses questions que le droit de grève restait menacé par l'utilisation des flics. Ainsi quand il a rappelé à Ceyrac, administrateur de Peugeot, qu'un travailleur y avait été assassiné par la police. Enfin, quand il a posé cette question toute simple : « Peut-on vivre aujourd'hui avec moins de mille francs par mois, et êtes-vous prêts à signer un accord pour porter le S.M.I.C. à mille francs ? »

Les questions des syndicalistes présents ont dévoilé l'hypocrisie des déclarations de principe du patronat, tant à propos de la libre concertation alors qu'il est refusé une heure par mois aux travailleurs pour discuter de leurs problèmes, qu'à propos des salaires alors que les grands magasins, fort bien représentés au C.N.P.F., maintiennent les taux les plus bas.

A bien des égards Séguy a eu l'attitude d'un syndicaliste posant les problèmes réels de la classe ouvrière.

...mais prudent

On aurait même pu se demander pourquoi toutes ces questions Séguy ne les a pas posées et résolues en mai 68 quand il en avait les moyens ? Pourquoi par exemple a-t-il accepté un S.M.I.C. à 600 F, somme dérisoire, au lieu de 1.000 ?

Si Séguy a voulu présenter un visage de syndicaliste combatif, c'est justement pour faire oublier aux travailleurs son rôle et celui de son organisation comme modérateur du mouvement ouvrier quand ils n'en sont pas les casseurs comme actuellement à Merlebach.

Et cette modération de syndicaliste qui ne vit que pour le tapis vert s'est aussi affirmée pendant l'émission, par exemple quand Séguy a justifié les occupations d'usines parce qu'il fallait « protéger les machines »... et pourquoi pas le capital ?

Pour Séguy, il fallait certes marquer des points contre Ceyrac, mais il ne s'agissait pas d'apparaître comme un ennemi irréductible. L'émission terminée, on allait retrouver les choses sérieuses et bientôt se retrouver ensemble autour du fameux tapis vert.

S. Denvert.

(Photo A.F.P.)

A SIGNALER

SELECTION TELEVISION DU MARDI 3 AU LUNDI 9 NOVEMBRE

1re chaîne

Mardi 3 novembre 21 heures :
« Hexagone ».

Vendredi 6 novembre, 21 h 20 :
« Objectif », émission d'actualité de Pierre Lazareff, Pierre Dumayet et Jean Cazenave.

Samedi, 21 h 20 :
Le feuilleton « La dynastie des Forsyte ».

Lundi 9 novembre, 21 heures :
« Lénine par Lénine », une émission de Jacques Anjubault et Marc Ferro.

2e chaîne

Mercredi 4 novembre, 22 h 55 :
« Post Scriptum », l'émission de Michel Polac : l'actualité de la semaine vue à travers les livres.

Vendredi 6 novembre, 20 h 35 :
Les « Dossiers de l'Ecran » présentent un portrait de l'ORTF.

Dimanche 8 novembre, 20 h 35 :
Un film de Claude Chabrol : « A double tour », avec Madeleine Robinson, J.-P. Belmondo.

RADIO

Signalons que France-Culture diffuse en feuilleton le roman de Soljenitsyne : « Le pavillon des cancéreux », tous les jours, du **lundi au vendredi, de 14 h 45 à 15 h 15.**

Le « Machin » à la Télé

L'O.N.U.

L'O.N.U. est un miroir et ce n'est pas de la faute de ce miroir si ce qu'il reflète est triste » *soupira le commentateur. On peut dire, dans ce cas, que l'émission, diffusée le 20 octobre sur la première chaîne, triste et décevante fut un miroir de l'O.N.U.*

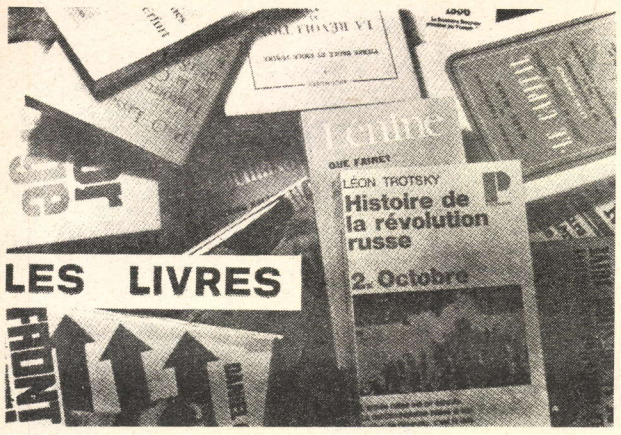
D'Hiroshima aux Palestiniens, en passant par la Corée, la Hongrie, le Vietnam, Pierre Schoendorfer fit revivre pour nous 25 années de guerre, de crises, où l'O.N.U. fut totalement inutile quand elle ne servit pas à couvrir, comme au Congo, les brigandages impérialistes. Puis, hélas, ce furent des interviews de « spécialistes » dont les bavardages creux semblaient vouloir rappeler aux télespectateurs que l'heure d'aller se coucher approchait, lentement.

On apprit cependant, sans trop de surprise, que la qualité principale de Dag Hammarskjöld, prédécesseur de U. Thant, était de faire des discours parfaitement incompréhensibles. Un haut fonctionnaire de l'O.N.U. souligna d'ailleurs que les résolutions de l'auguste assemblée ont nécessairement « une certaine obscurité, une certaine ambivalence. »

Vingt-cinq ans de guerre, de complicité et de bavardages fumeux, oui, c'est bien cela l'O.N.U. !

L. BERTRAND.

Les observateurs de l'O.N.U. en territoire égyptien occupé par Israël : un drapeau qui n'a jamais mis fin à aucune oppression. (photo U.P.I.)



ELDRIDGE CLEAVER

Collection DJOUTCHE
Editions GIT-LE-CŒUR

A propos de l'idéologie du Black Panther Party

QUELLES sont les forces sociales capables de faire de l'émancipation des Noirs la réalité de l'Amérique de demain ?

Dans cette brochure de moins de 20 pages, Cleaver expose les idées de son parti sur cette question fondamentale pour l'avenir des U.S.A. et par là-même du monde tout entier.

Les Panthères Noires et le marxisme

Les Panthères Noires se réclament du marxisme-léninisme.

Cleaver ne s'en irrite pas moins des critiques que les « marxistes » (allant du P.C. à toutes les tendances gauchistes américaines) adressent aux Panthères Noires. Il constate les rapports difficiles entre les Panthères et les radicaux blancs. Il y a méfiance. Et cette méfiance ne manque pas de causes : quatre siècles d'oppression ! *« Certaines gens se baptisent marxistes-léninistes qui sont en réalité les ennemis jurés du peuple noir »*. Cependant Cleaver ajoute *« C'est dans un esprit fraternel que nous formulons nos critiques sur la manière dont certains marxistes-léninistes appliquent les principes fondamentaux du marxisme-léninisme à la situation spécifique des Etats-Unis, parce que nous sommes convaincus de la nécessité d'un mouvement révolutionnaire unifié aux U.S.A. »*.

Les Panthères Noires se prononcent, jusqu'à présent, pour la démocratie au sein du mouvement révolutionnaire. C'est là une option indispensable pour son avenir aux U.S.A.

C'est Cleaver qui dans une interview donnée à « Playboy » en octobre 1968 déclarait : *« Il existe déjà bon nombre de Blancs qui iront jusqu'au bout pour aider leurs camarades noirs (...) je suis sûr que nous aurons des milliers de nouveaux John Brown blancs dans l'avenir, si on en arrive à un soulèvement des masses »* (John Brown fut un blanc qui en 1859 osa lutter les armes à la main aux côtés des Noirs et le paya de sa vie).

Mais quelle sera la base de cette alliance et de cette fusion ? La seule lutte pour les droits démocratiques ou bien celle pour l'émancipation du prolétariat, ouvriers noirs et ouvriers blancs réunifiés à un degré d'égalité complète ?

Cleaver ne serait pas contre cette dernière perspective mais il n'y croit guère.

Quelle force peut conduire la révolution ?

Ce qui lui plait dans le marxisme c'est l'affirmation d'un fait ; contre l'Etat de la bourgeoisie oppressive il n'y a pas d'autre issue que révolutionnaire.

Mais quelle force sociale doit conduire cette révolution ? Le prolétariat ? Quel prolétariat ? Les ouvriers blancs ne sont-ils pas racistes, interroge Cleaver, et leurs bureaucrates intégrés au système capitaliste ? Les ouvriers blancs n'ont-ils pas le désir de maintenir les Noirs dans l'oppression et le chômage ? N'ont-ils pas profité de quatre siècles d'oppression ?

Pour Cleaver, les Noirs ne peuvent s'en remettre aux ouvriers blancs pour leur émancipation. Toute l'expérience historique leur prouve le contraire. Les ouvriers blancs se sont souvent battus mais pour eux, pas pour les Noirs. Nombre de grèves se sont terminées par des heurts raciaux.

« Chaque Noir sait que le vent peut changer à tout moment et que la populace lyncheuse des membres blancs de la « classe ouvrière » sera à ses trousses et viendra peut-être même défoncer sa porte ».

Pour Cleaver, il faut en déduire que *« le marxisme n'a jamais réellement traité des Etats-Unis » et que les marxistes n'ont jamais rien compris aux Etats-Unis et au racisme.* D'ailleurs ajoute-t-il *« de nombreux indices donnent à penser que Marx et Engels étaient eux-mêmes racistes (...) tout comme beaucoup de marxistes-léninistes sont également racistes aujourd'hui »*.

Cleaver rejette ce qu'il appelle les *« vieux schémas marxistes européens »*. Il se tourne vers ceux qui comme Kim-Il-Sung (président de la Corée du Nord) et Mao Tsé-toung *« ont rejeté la part des analyses qui ne leur apportait rien et ne traitait que du bien-être de l'Europe »*. Il se tourne vers Fanon, le théoricien du F.L.N., *« plus proche de nous car il est manifestement dépourvu de ce parti-pris raciste qui a fait que les théoriciens blancs, qui s'intéressaient d'abord à eux-mêmes et aux problèmes de leur propre peuple, ont si peu abordé les questions des Noirs »*.

De Fanon, Cleaver retient une idée : la force révolutionnaire fondamentale ce n'est pas le prolétariat mais le lumpen. Le lumpen c'est la réalité vécue de la majorité des peuples colonisés, c'est celle des Noirs américains.

Et il exalte *« Ceux qui ne veulent même pas d'emploi, qui détestent le travail et ne peuvent se faire à faire sonner la pointeuse d'un flic quelconque, qui préfèrent cogner la gueule d'un flic et lui piquer son portefeuille plutôt que de faire sonner sa pointeuse et de travailler pour lui ; ceux que Huey Newton appelle les « capitalistes illégitimes »*.

L'ennui et ce que Cleaver ne dit pas, c'est que le *« capitaliste illégitime »* noir va dans la réalité non pas s'attaquer au portefeuille du flic blanc mais bien à celui de l'ouvrier noir (c'est plus facile). Si du fait du racisme et de l'oppression, il y a opposition entre les ouvriers blancs et les ouvriers noirs, il y a aussi dans les ghettos opposition entre les ouvriers noirs et les lumpen noirs.

Cleaver, exilé en Algérie, peut constater ce que donnent les idées de Fanon, appliquées par Boumedienne... Voir les ouvriers, les paysans et les chômeurs algériens sous la botte des ex-lumpen ayant endossé l'uniforme de la police.

Marxisme et Prolétariat

Tous les théoriciens tiers-mondistes ont d'autant plus de facilité à rejeter les *« vieux schémas marxistes »* qu'ils n'ont en fait rien à voir avec le marxisme, théorie révolutionnaire du prolétariat, et se révèlent à l'usure de parfaits nationalistes bourgeois n'ayant de « marxistes » que le nom.

Mais au fait qu'est-ce que cela veut dire les « schémas marxistes » ? Depuis quand le marxisme sert-il des recettes ? Qu'est-ce que ce genre de raisonnement a à voir avec le matérialisme dialectique ?

C'est en se fondant sur l'analyse du rôle historique des U.S.A. comme faisant partie d'un développement historique mondial que les révolutionnaires socialistes soulignent l'importance décisive de l'émancipation des Noirs américains.

Dans cette lutte ils pensent que le rôle essentiel revient aux Noirs américains eux-mêmes. Mais, pour qu'elle aboutisse, l'organisation des ouvriers noirs sur une base de classe indépendante est indispensable. C'est l'ouvrier révolutionnaire noir qui pourra lutter jusqu'au bout pour l'émancipation de son peuple. C'est l'ouvrier révolutionnaire noir, sans illusions sur la « démocratie » U.S. qui éduquera l'ouvrier blanc et lui montrera la voie d'une lutte unifiée contre la même exploitation capitaliste.

Croyant faire une nouvelle synthèse idéologique *« strictement américaine »*, Cleaver ne fait que reprendre les vieilles théories de Bakounine sur le rôle du lumpen dans la révolution. Il ne fait que les mettre au goût du jour des « nouvelles » théories sur l'automation décrétant que le prolétariat est en voie de disparition et que c'est désormais la petite-bourgeoisie ou le lumpen qui est capable d'assurer son rôle historique.

Bakounine, lui aussi, se croyait « marxiste » par moments. Pour lui, l'opposition de Marx au panslavisme était l'expression d'un chauvinisme allemand, traditionnel oppresseur des peuples slaves et ne comprenant rien à leur spécificité nationale.

Ce qui est en jeu aux U.S.A. c'est de savoir quelle force sociale est capable de faire sortir l'humanité de la « vieille gadoue ». C'est aux révolutionnaires marxistes américains, noirs et blancs, qu'il appartiendra de donner une réponse dans les faits.

Pierre Buisson.

Des « Black Panthers » lors d'un procès où ils étaient accusés d'un attentat à la bombe. (Ph. U.P.I.)
C'est l'ouvrier révolutionnaire noir qui pourra lutter jusqu'au bout pour l'émancipation de son peuple.

Cinéma

Esclaves

de H. Biberman

LES Etats-Unis au milieu du 19e siècle dans le sud esclavagiste : ce pourrait être l'Oncle Tom ; ce film en est l'antithèse.

Un esclave, Luke, s'est vu promettre la liberté s'il vendait dans le Nord les chevaux de son maître. L'esclave loyal revient une fois sa mission accomplie. Il n'aura entr'aperçu que quelques jours le mirage de la vie d'homme libre. Ses rêves seront vite détruits : son maître endetté choisit en effet de le céder à son créditeur, éleveur d'esclaves. Luke esclave de qualité passe donc pour 1200 dollars aux mains de Mackay incarnation parfaite de l'esclavagiste.

Mackay n'a pas les scrupules hypocrites des exploiteurs bien-pensants et chrétiens. Dans la société où chacun est « Le dos au mur », il a choisi d'être à la tête du « peloton d'exécution ». A cette place il est inutile d'être humain : le cynisme est le seul ton qui convienne. Il a donc sous son joug un troupeau d'esclaves qui travaillent sur sa plantation de coton et le servent. Assoiffé d'autorité, de possession, exploiteur raffiné. Son cynisme choque ses amis du nord et les chrétiens du sud. Il démasque l'hypocrisie, et met à nu les rapports sociaux réels existants dans la société esclavagiste. C'est pourquoi le personnage de Mackay, son attitude, ses réactions sont pendant longtemps l'élément moteur de l'action. Son exploitation cynique brutale et odieuse accélère la prise de conscience, et provoque la révolte.

Cette prise de conscience et cette révolte sont incarnées par Luke. D'abord esclave modèle chez son premier maître, chrétien fervent animant les cérémonies religieuses dans la plantation, il chante sa croyance dans un Dieu bon qui a su le reconduire vers son maître alors que « tenté par le pêché », *il a failli rester dans le Nord.*

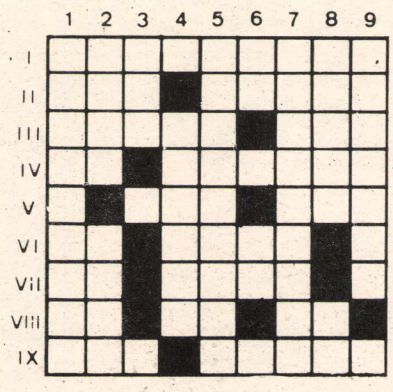
Mais au travers des humiliations successives, sur le marché où l'on vend des esclaves comme des chevaux, chez son second maître ensuite, il choisit la révolte. Avec quelques complicités, il tente l'évasion et, si lui échoue, tué par les coups de fouet haineux de Mackay, elle réussit pour ceux qui avec lui se sont rebellés contre le maître.

Chacune des attitudes possibles de l'esclave Noir face au maître est incarnée par un personnage bien campé. Luke, résigné puis révolté, Jéricho le grand bougre joyeux qui refuse de se tuer à la tâche et convaint Luke de s'évader ; Cassie concubine de Mackay, partagée entre son désir de retrouver ses frères de couleur et les avantages relatifs de la vie avec son maître. La communauté noire revit enfin et la vie misérable dans la plantation, les brimades des contremaîtres noirs, la dure vie de travail, la solidarité face à l'inhumanité de Mackay. Mais aussi la peur du fouet, des repas supprimés, des représailles, cette peur qui se lit sur les visages et qui divise les esclaves rend l'atmosphère oppressante et traduit l'angoisse des opprimés.

Ce film soigné dans les moindres détails est parfaitement réalisé sur le plan technique. Il a aussi l'avantage de proposer une analyse rigoureuse et juste de ce que fut l'esclavage. « Etre noir ce n'est pas une couleur mais une condition » *dit Mackay à Cassie qui veut vivre avec ceux de sa couleur. A aucun moment on n'est indifférent et c'est sans doute ce qui rend le film si convaincant : on étouffe de plus en plus jusqu'à ce que la révolte éclate et s'organise si bien qu'elle apparaît comme la seule issue humaine, juste et nécessaire.*

Ce film présenté dans deux salles parisiennes seulement, boycotté par les grandes chaînes de distribution vaut d'être vu.

H. MAUTEY.



HORIZONTALEMENT. — 1. Activité principale des forces américaines au Vietnam. — II. Plus souvent faux que vrai - La marée l'est de plus en plus souvent. — III. Son assassinat et ses conséquences inspirèrent à Victor Serge « l'affaire Toulaev » - Suit parfois un échec. — IV. A ronger - Toute nue. — V. Exercice militaire - Rare dans un plébiscite. — VI. Dans l'état originel - Amateur de lentilles. — VII. Groupe révolutionnaire anglais - Favorise l'exploit sportif. — VIII. Négation - Vieille affirmation du Nord - Fait les grandes rivières. — IX. Rouge d'après Mao - Son âme n'explique pas tout.

VERTICALEMENT. — 1. Célèbre anarchiste. — 2. Oubliés - Elimés. — 3. Fait la vaisselle propre. — 4. Se souleva en 1934. — 5. Habitants d'une ville que les Anglais considéraient jadis comme « un pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre ». — 6. Morceau de roi - Elle manque de personnel et de matériel. — 7. L'avenir de notre pouvoir d'achat vu par Chaban. — 8. Marque de disques - Un filtre que les photographes utilisent en montagne ou sur l'eau. — 9. Pour le potache indiscipliné, c'est une habitude.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	V	I	E	T	N	A	M	I	S	E	R
II	A	S	S	O	U	V	I	R	E	N	T
III	U	B	U	■	M	A	L	A	D	I	E
IV	D	A	■	L	E	N	I	N	E	■	■
V	E	■	V	E	R	T	E	■	N	O	G
VI	V	O	■	G	O	G	U	E	T	T	E
VII	I	T	O	U	■	A	■	T	A	E	L
VIII	L	E	N	A	■	R	O	U	I	R	A
IX	L	E	■	S	E	D	U	I	R	A	I
X	E	S	T	■	L	E	I	■	E	S	T

LES NÉGRIERS D'AUJOURD'HUI

(Photo L.O.)

DEPUIS quelques mois, les pouvoirs publics lyonnais s'intéressent beaucoup aux problèmes de l'émigration dans la région Rhône-Alpes : voir la circulaire du préfet du Rhône Max Moulin, réunion du Conseil général...

Qu'en est-il au juste ?

Si les autorités se penchent seulement aujourd'hui sur ce problème d'importance, il faut dire qu'il existe depuis longtemps. En effet, dans la région lyonnaise il y a actuellement environ 135.727 immigrés, soit 10 % de la population totale. Et parmi ces 10 %, on compte principalement 50.000 Nord-Africains, 30.000 Italiens, 23.000 Espagnols et 10.000 Portugais.

La plupart d'entre eux sont concentrés dans quelques secteurs, ce qui fait que dans certains quartiers (Villeurbanne, Lyon-1er, 5e, Vaulx en Velin...), le pourcentage d'immigrés est très élevé. De plus, les municipalités n'allouant que 15 % de H.L.M. aux immigrés et les autorités de la ville s'étant contentées de construire quelques « foyers-hôtels » (7.134 lits en tout) pour les travailleurs célibataires, il en résulte qu'un grand nombre de familles sans ressources n'ont plus qu'à aller emménager dans les bidonvilles : bidonvilles de la périphérie lyonnaise, bidonvilles à étages, comme il en existe à Villeurbanne par exemple rue Olivier de Serres où des centaines de familles sont parquées dans quatre ou cinq bâtiments crasseux, très chers et constamment surveillés par la police.

A ce problème du logement vient s'ajouter un autre problème, celui des écoles où se trouve un nombre insignifiant de classes de rattrapage pour les enfants de ces travailleurs. D'où une surcharge dans les autres classes (principalement dans les quartiers précités), dans lesquelles les instituteurs n'arrivent pas à enseigner et les enfants à apprendre.

(Photo L.O.)

QUE DECIDENT LES POUVOIRS PUBLICS ?

C'est justement à la suite de pétitions faites par des parents d'élèves fréquentant des écoles comprenant un fort pourcentage d'enfants immigrés, pétitions peut-être faites par racisme mais surtout par ignorance des vrais responsables de cette situation, que les pouvoirs publics décident de passer à l'action.

On aurait pu penser qu'ils feraient un effort dans la construction de logements ou d'écoles ; mais pas du tout, à en juger par la circulaire du préfet du Rhône Max Moulins, publiée au mois de juin dernier. Celui-ci propose en effet de refuser l'admission de nouvelles familles en provenance directe de leur pays d'origine et de refouler toutes celles qui seraient en situation irrégulière ! Et une récente réunion du Conseil général de Lyon a bien montré l'intention de celui-ci d'entrer dans cette voie. Il n'y a qu'à lire la déclaration raciste de M. Gagnaire, maire de Villeurbanne : « J'ai peur qu'un drame n'éclate un jour. Car il faut honnêtement reconnaître que s'il n'y a jamais eu de problèmes avec les immigrants espagnols ou italiens, il y en a avec les Nord-Africains. Il faut intensifier les contrôles d'entrée en France de certaines populations » et de M. Heckenroth qui, au nom du préfet, remercie M. Gagnaire de sa « courageuse intervention » et dit à son tour que « les minorités étrangères ne doivent pas faire la loi en France » !

Ainsi, pour tous ces messieurs, il est normal de faire venir de nombreux travailleurs étrangers pour se faire exploiter par le patronat français ; mais puisqu'il n'y a pas suffisamment de logements, d'écoles, d'instituteurs, ces travailleurs n'ont qu'à venir sans leur famille. Peu importe la séparation, leur vie misérable, pourvu qu'ils puissent sortir des profits pour les capitalistes français.

Mais déjà une lutte, que nous appuyons, est engagée actuellement dans certains quartiers, surtout par la C.F.D.T. et le P.S.U. et il faut espérer qu'elle recueillera de nombreux appuis.

Correspondant L.O.

REGION RHONE-ALPES
CABINET

Service de liaison
et de
Promotion des Migrants
N° 2762 CAB/SLPM

NOTE

à Monsieur le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale,

à Monsieur le Directeur de la Réglementation, 3e BUREAU,

S/C/ de Monsieur le Secrétaire Général

OBJET : *Limitation de l'admission des familles étrangères — Refoulement.*

P.J. 5

Les conséquences regrettables occasionnées par une trop grande concentration d'immigrés dans certains quartiers m'ont conduit à proposer au Ministre de l'Intérieur, ainsi qu'au Ministre du Travail et de la Population, une mesure de refus d'admission de nouvelles familles en provenance directe de leur pays d'origine et une mesure de refoulement de toutes celles qui seraient en situation irrégulière.

Vous voudrez bien trouver ci-joint la dépêche que vient de m'adresser en réponse le Ministre de l'Intérieur.

En application de ces directives, vous voudrez bien :

1) refuser, dans les quartiers ci-après, l'admission de nouvelles familles venant directement de l'étranger.

LYON :

1er Arrondissement : secteur de recrutement des écoles des rues des Tables Claudiennes et Neyret,

5e Arrondissement : secteur de recrutement des écoles des rues Laineries et Vernay et du quai Fulchiron.

VILLEURBANNE :

Secteur de recrutement des écoles les des rues Berthelot, E.-Renan, F.-Fays, Jules-Ferry,

Secéeur de recrutement des écoles des rues Lakanal, P.-Voyant.

DECINES :

Secteur de recrutement des écoles de la soie,

Secteur de recrutement des écoles du Marais.

VAULX-EN-VELIN :

Secteur de recrutement de l'école A. Croizat.

SAINT-CYR AU MONT-D'OR :

Secteur de recrutement de ? ? ?

OULLINS :

Secteur de recrutement de l'école de la rue ?? ? ?

GIVORS :

Secteur de recrutement du Groupe scolaire de ? ? ? ?

MIONS :

Secteur de recrutement de l'école des Brosses.

Pour les écoles concernées de LYON, VILLEURBANNE, ST-CYR AU MONT D'OR et GIVORS, vous trouverez en annexe la liste des rues pour lesquelles toute délivrance de certificat de logement sera systématiquement refusée. Des précisions identiques seront prochainement données pour les autres écoles.

Pour tous ces secteurs, les demandes seront immédiatement rejetées et vous voudrez bien me saisir des cas difficiles qui pourront se présenter dans les autres secteurs afin que, conformément aux instructions ministérielles je puisse statuer sur le principe même de la prise en considération ou le rejet de la demande.

2) limiter au maximum la régularisation des familles venues s'installer dans les autres quartiers que ceux précisés et proposer immédiatement une mesure de refoulement pour celles dont la situation ne vous semble pas mériter un examen exceptionnellement bienveillant.

Je souligne que ces mesures, comme le précise M. le Ministre, concernent l'ensemble des étrangers à l'exception des ressortissants des Etats membres de la C.E.E.

L'application des décisions de refoulement sera effectuée conformément aux directives ministérielles ci-jointes par voie aérienne.

Le Préfet :

Signé : MAX MOULIN.

L'extrême-droite étale ouvertement son racisme sur les murs. Le racisme du pré du Rhône est moins voyant... mais tout aussi répugnant. (Photo L.O.)